



**AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES**

ET

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

12 avril 2022

TRISURA GROUP LTD.
333 Bay Street, Suite 1610, Box 22
Toronto (Ontario) M5H 2R2

**AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DES
ACTIONNAIRES ET DE DISPONIBILITÉ DE LA CIRCULAIRE**

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ qu'une assemblée annuelle et extraordinaire (l'« **assemblée** ») des actionnaires (les « **actionnaires** ») de Trisura Group Ltd. (la « **Société** ») aura lieu seulement en mode virtuel le mercredi 25 mai 2022 à 14 h (heure de Toronto) au moyen d'une webémission audio en direct à l'adresse <https://web.lumiagm.com/474997956>, avec le mot de passe « trisura2022 » (sensible à la casse), aux fins suivantes :

- (1) recevoir les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, y compris le rapport de l'auditeur externe s'y rattachant;
- (2) élire les administrateurs qui exerceront leurs fonctions jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires;
- (3) nommer l'auditeur externe qui exercera ses fonctions jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et autoriser les administrateurs à fixer sa rémunération;
- (4) examiner et, s'il est jugé approprié de le faire, adopter une résolution ordinaire, dont le texte intégral figure à l'annexe A de la circulaire d'information de la direction de la Société datée du 12 avril 2022 (la « **circulaire** »), approuvant la conclusion de la convention relative au régime de droits des actionnaires intervenue entre la Société et Compagnie Trust TSX, comme il est décrit plus en détail dans la circulaire;
- (5) traiter toute autre question qui sera dûment soumise à l'assemblée ou à une reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Vous avez le droit de voter à l'assemblée si vous étiez un actionnaire à la fermeture des bureaux le 13 avril 2022. Avant de voter, vous êtes invité à prendre connaissance des points à l'ordre du jour de l'assemblée dont il est question à la rubrique « Points à l'ordre du jour » de la circulaire. La circulaire sera accessible au public à compter du 12 avril 2022.

Cette année, l'assemblée aura lieu uniquement en mode virtuel. Les actionnaires seront en mesure d'écouter les délibérations, de participer à l'assemblée et d'y voter en temps réel par l'entremise d'une plateforme Web, au lieu d'assister à l'assemblée en personne.

Pour assister à l'assemblée, vous n'avez qu'à joindre la webémission en direct à l'adresse <https://web.lumiagm.com/474997956>. Se reporter à la rubrique « Comment puis-je assister à l'assemblée virtuelle et y participer? » dans la circulaire pour de plus amples renseignements sur la façon d'assister et d'exercer son droit de vote à l'assemblée.

La Société fait appel au mécanisme « de notification et d'accès » dans le cadre de la remise des documents se rapportant à l'assemblée. Une version électronique de la circulaire peut être consultée à l'adresse www.trisura.com/group/investor-centre sous l'onglet « Disclosure Reports » ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com. Si vous souhaitez obtenir d'autres renseignements sur la procédure de notification et d'accès, veuillez communiquer avec l'agent des transferts de la Société, Compagnie Trust TSX (« **Trust TSX** »), au numéro sans frais 1-800-387-0825.

Aux termes du mécanisme de notification et d'accès, si vous souhaitez obtenir un exemplaire papier de la circulaire, veuillez communiquer avec Trust TSX au numéro sans frais 1-888-433-6443 (ou 416-682-3801 si vous êtes à l'extérieur du Canada ou des États-Unis) ou à l'adresse tsxt-fulfilment@tmx.com. La circulaire vous sera envoyée par la poste sans frais dans les trois jours ouvrables suivant votre demande, tant que la demande est faite avant la date de l'assemblée ou d'une reprise de celle-ci en cas d'ajournement. Pour recevoir la circulaire avant la date limite du vote,

il est recommandé de communiquer avec Trust TSX avant 17 h (heure de Toronto) le 6 mai 2022. Tous les actionnaires qui ont souscrit à la transmission électronique de la circulaire la recevront par courriel.

Les actionnaires qui sont dans l'impossibilité d'assister à l'assemblée sont priés de remplir, de dater et de signer le formulaire de procuration ci-joint, puis de le retourner avant 17 h (heure de Toronto) le vendredi 20 mai 2022, ou au plus tard 48 heures (à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés) avant l'heure prévue pour la reprise de l'assemblée, si elle a été reportée ou ajournée. Vous pouvez exercer votre vote par procuration de l'une des façons suivantes :

- allez sur Internet à l'adresse www.tsxtrust.com/vote-proxy/fr;
- envoyez votre procuration signée par télécopieur à Trust TSX au 1-866-781-3111 (sans frais) ou 416-368-2502;
- postez la procuration signée dans l'enveloppe-réponse qui accompagne votre procuration;
- numérisez et envoyez votre procuration signée à proxyvote@tmx.com.

Si vous êtes un porteur non inscrit d'actions ordinaires de la Société et que vous avez reçu ces documents par l'entremise de votre courtier, dépositaire, prête-nom ou un autre intermédiaire, veuillez remplir et retourner le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote qui vous a été fourni par le courtier, le dépositaire, le prête-nom ou un autre intermédiaire de manière conforme aux instructions qui y figurent.

SIGNÉ à Toronto (Ontario) en date du 12 avril 2022.

**PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
TRISURA GROUP LTD.**

Le président du conseil,

« George Myhal »

George Myhal

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INFORMATION SUR LE VOTE	1
Qui peut voter.....	1
Mécanisme de notification et d'accès.....	1
Questions et réponses sur le vote par procuration	2
TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE	7
PRINCIPAUX PORTEURS DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE.....	7
POINTS À L'ORDRE DU JOUR	7
1. Réception des états financiers consolidés	7
2. Élection des administrateurs.....	8
Politique relative à l'élection des administrateurs à la majorité	8
Candidats aux postes d'administrateur	8
3. Nomination d'un auditeur externe	12
4. Régime de droits	13
GOUVERNANCE.....	16
Énoncé sur la gouvernance.....	16
Code de conduite et d'éthique	16
Politique de dénonciation	17
Conseil d'administration	17
Gestion du capital humain.....	21
Questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »)	23
Consultation avec les parties intéressées.....	24
Comités du conseil	24
RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS	26
Lignes directrices en matière d'actionnariat des administrateurs.....	26
Politique anticouverture	27
Propriété d'actions par les administrateurs.....	27
Rémunération des administrateurs en 2021.....	27
RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	28
Membres de la haute direction visés	28
Analyse de la rémunération.....	29
Exigences en matière d'actionnariat des membres de la haute direction visés.....	29
Politique anticouverture	30
Comparaison de la rémunération des membres de la haute direction et groupe de pairs aux fins de la rémunération.....	30
Risque lié à la rémunération.....	30

TABLE DES MATIÈRES

(suite)

	Page
Principaux éléments de la rémunération.....	31
Salaires de base	31
Primes incitatives	31
Régime d'options d'achat d'actions	31
Régime d'options fictives à l'échelle mondiale	34
Régime d'unités d'actions subalternes	34
Attribution d'options	34
Tableau sommaire de la rémunération.....	35
Ratio de la rémunération des membres de la haute direction visés par rapport aux PBS et au bénéfice net	36
Examen de la rémunération sur quatre ans – chef de la direction	36
Contrats d'emploi, prestations de cessation d'emploi et prestations liées à un changement de contrôle	36
Attribution aux termes d'un régime incitatif	37
Attribution aux termes d'un régime incitatif – Valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice	38
TITRES POUVANT ÊTRE ÉMIS EN VERTU DE RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉS SUR DES TITRES DE CAPITAUX PROPRES	39
PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION.....	39
GRAPHIQUE DE RENDEMENT BOURSIER DES ACTIONS ORDINAIRES	39
INTÉRÊT DE PERSONNES INFORMÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES	40
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	40
APPROBATION DE LA CIRCULAIRE PAR LES ADMINISTRATEURS.....	40
ANNEXE A.....	A-1
ANNEXE B.....	B-1
ANNEXE C.....	C-1

TRISURA GROUP LTD.

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

La présente circulaire d'information de la direction (la « circulaire ») est fournie dans le cadre de la sollicitation de procurations par la direction de Trisura Group Ltd. (la « Société » ou « Trisura ») aux fins d'utilisation à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires (les « actionnaires ») de la Société dont il est question dans l'avis de convocation à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires et de disponibilité de la circulaire de la Société daté du 12 avril 2022 (l'« avis »), assemblée qui se tiendra le mercredi 25 mai 2022 à 14 h (heure de Toronto) et toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement (l'« assemblée »).

Les procurations seront principalement sollicitées en envoyant les documents liés aux procurations aux actionnaires par la poste et par courriel ainsi que, pour ce qui est de la transmission de la présente circulaire, en publiant celle-ci sur le site Web de Trisura à l'adresse www.trisura.com/group/investor-centre sous l'onglet « Disclosure Reports » et à l'adresse www.sedar.com, conformément aux procédures « de notification et d'accès » prévues dans le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* (le « **Règlement 54-101** ») et le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (collectivement, les « **procédures de notification et d'accès** »). Se reporter à la rubrique « Information sur le vote — Mécanisme de notification et d'accès » ci-après pour obtenir d'autres renseignements. Les procurations pourront aussi être sollicitées en personne ou par téléphone par des employés de la Société à un coût modique. Les frais de sollicitation seront pris en charge par la Société.

Par voie d'une résolution, le conseil d'administration de Trisura (le « **conseil** ») a fixé au **13 avril 2022**, à la fermeture des bureaux, comme date de clôture des registres (la « **date de clôture des registres** »), soit la date pour déterminer quels porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Société (les « **actions ordinaires** ») sont autorisés à recevoir une convocation à l'assemblée et à y voter.

Sauf indication contraire, l'information figurant dans la présente circulaire est donnée en date du 31 mars 2022, et tous les montants sont libellés en dollars canadiens. Comme il a été annoncé précédemment, la Société a effectué un fractionnement de ses actions ordinaires à raison de quatre pour une le 9 juillet 2021. Au moyen d'un fractionnement, les actionnaires ont reçu trois actions ordinaires supplémentaires pour chaque action ordinaire détenue. Dans la présente circulaire, toute mention d'un nombre d'actions ordinaires, d'options, d'unités d'actions différées ou d'unités d'actions subalternes est présentée compte tenu du fractionnement des actions, sauf indication contraire. Selon le contexte, toute mention de la Société dans les présentes englobe ses filiales. Dans la présente circulaire, toute mention de l'assemblée comprend toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

INFORMATION SUR LE VOTE

QUI PEUT VOTER

Au 31 mars 2022, la Société comptait 41 266 992 actions ordinaires en circulation. Les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») sous le symbole « TSU ». Chaque porteur inscrit d'actions ordinaires à la fermeture des bureaux à la date de clôture des registres aura, sauf indication contraire dans la présente circulaire, droit à une voix pour chaque action ordinaire à l'égard de toutes les questions soumises à l'assemblée ou à une reprise de celle-ci, qui pourra être exprimée en mode virtuel au moyen de la plateforme de webémission en direct ou par procuration.

MÉCANISME DE NOTIFICATION ET D'ACCÈS

Trisura fait appel à la procédure de notification et d'accès pour transmettre la présente circulaire par voie électronique aux actionnaires inscrits et non inscrits. La procédure de notification et d'accès est un mécanisme qui permet aux émetteurs assujettis, à l'exception des fonds d'investissement, de choisir de transmettre les documents reliés aux procurations (comme les circulaires d'information de la direction et les états financiers annuels) aux porteurs inscrits

et aux propriétaires véritables de titres par voie de l’affichage de ces documents sur le Système électronique de données, d’analyse et de recherche (« **SEDAR** ») et un autre site Web, plutôt que d’expédier ces documents par courrier. La Société a choisi d’utiliser le mécanisme de notification et d’accès, car il permet de réduire sensiblement les coûts d’impression et de mise à la poste associés à l’assemblée et qu’il cadre avec l’approche de Trisura en matière de durabilité.

Au lieu de mettre à la poste la présente circulaire à l’intention des actionnaires, Trisura a affiché la circulaire sur son site Web à l’adresse www.trisura.com/group/investor-centre sous l’onglet « Disclosure Reports », de même que sous le profil de la Société sur SEDAR à l’adresse www.sedar.com. Trisura a fait parvenir l’avis et un formulaire de procuration ou d’instruction de vote (collectivement, les « **documents d’avis** ») à tous les actionnaires pour les informer que la présente circulaire pouvait être consultée en ligne et leur expliquer comment y accéder. Trisura n’enverra pas directement les documents d’avis aux actionnaires non inscrits. Trisura paiera plutôt les intermédiaires (au sens qui est donné à ce terme ci-après) pour qu’ils fassent parvenir les documents d’avis à tous les actionnaires non inscrits.

Les actionnaires inscrits et non inscrits qui ont souscrit à la transmission électronique de la présente circulaire la recevront par courriel. Aucun actionnaire ne recevra un exemplaire papier de la présente circulaire, sauf s’il communique avec l’agent des transferts et l’agent chargé de la tenue des registres pour les actions ordinaires, Compagnie Trust TSX (« **Trust TSX** »), auquel cas Trust TSX enverra la présente circulaire par la poste dans les trois jours ouvrables suivant une telle demande, tant que la demande est faite avant la date de l’assemblée ou d’une reprise de celle-ci en cas d’ajournement. Trust TSX doit recevoir votre demande avant 17 h (heure de Toronto) le 6 mai 2022 pour que vous puissiez recevoir l’exemplaire papier avant la date limite pour voter. Si votre demande est présentée après l’assemblée et dans un délai de un an après le dépôt de la présente circulaire, Trust TSX enverra la présente circulaire par la poste dans les dix jours civils qui suivent une demande.

Pour toute question sur le mécanisme de notification et d’accès, les actionnaires peuvent communiquer avec Trust TSX au numéro sans frais 1-800-387-0825. Les actionnaires pourront aussi obtenir sans frais un exemplaire papier de la présente circulaire en communiquant avec Trust TSX par téléphone au numéro sans frais 1-888-433-6443 (ou 416-682-3801 si vous êtes à l’extérieur du Canada ou des États-Unis) ou par courriel à tsxt-fulfilment@tmx.com.

QUESTIONS ET RÉPONSES SUR LE VOTE PAR PROCURATION

Quelles sont les questions soumises au vote?

Les actionnaires pourront se prononcer sur les questions suivantes, comme il est décrit plus en détail à la rubrique « Points à l’ordre du jour » :

1. Élection des administrateurs;
2. Nomination de l’auditeur externe et autorisation donnée au conseil de fixer sa rémunération;
3. Approbation de la conclusion de la convention relative au régime de droits des actionnaires intervenue entre la Société et Compagnie Trust TSX (le « **régime de droits** »);
4. Toute autre question qui sera dûment soumise à l’assemblée ou à une reprise de celle-ci en cas d’ajournement.

Qui pourra assister à l’assemblée virtuelle et y voter?

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés qui ouvrent une session à l’assemblée en ligne seront en mesure d’écouter les délibérations, de poser des questions et de voter en toute sécurité au moyen d’une plateforme Web, à condition qu’ils aient accès à Internet et qu’ils suivent les instructions figurant dans la présente circulaire. Les actionnaires qui souhaitent désigner un fondé de pouvoir pour les représenter à l’assemblée **doivent** transmettre la procuration dûment remplie **ET** inscrire le fondé de pouvoir auprès de Trust TSX par téléphone au 1-866-751-6315 (en Amérique du Nord) ou 212-235-5754 (à l’extérieur de l’Amérique du Nord) ou en ligne au <https://www.tsxtrust.com/control-number-request?lang=fr> au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 20 mai 2022 et fournir à Trust TSX l’information requise sur le fondé de pouvoir pour que Trust TSX puisse

lui transmettre un numéro de contrôle. Ce numéro de contrôle permettra à la personne que vous désignez d'ouvrir une session et de voter à l'assemblée. Un fondé de pouvoir (la personne que vous désignez pour assister à l'assemblée, qu'il s'agisse de vous ou d'une autre personne) qui n'est pas inscrit auprès de Trust TSX ne recevra pas le numéro de contrôle pour participer à l'assemblée, et ce fondé de pouvoir sera seulement en mesure d'y assister en tant qu'invité.

Si vous êtes un actionnaire véritable et que vous souhaitez voter à l'assemblée, vous pouvez demander à votre intermédiaire de vous nommer comme fondé de pouvoir. Inscrivez votre propre nom comme fondé de pouvoir sur le formulaire d'instructions de vote ou le formulaire de procuration que vous a transmis votre intermédiaire, puis suivez les directives fournies par votre intermédiaire. En outre, **VOUS DEVEZ aussi communiquer avec Trust TSX par téléphone au 1-866-751-6315 (en Amérique du Nord) ou 212-235-5754 (à l'extérieur de l'Amérique du Nord) ou en ligne au <https://www.tsxtrust.com/control-number-request?lang=fr> au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 20 mai 2022 et fournir à Trust TSX l'information requise pour qu'elle puisse vous transmettre un numéro de contrôle. Ce numéro de contrôle vous permettra d'ouvrir une session et de voter à l'assemblée. Sans numéro de contrôle, vous pourrez seulement ouvrir une session en tant qu'invité et vous ne pourrez pas exercer de droit de vote.**

Les actionnaires non inscrits qui ne se sont pas dûment nommés eux-mêmes comme fondé de pouvoir ne seront pas en mesure d'exercer de droit de vote à l'assemblée, mais ils pourront y assister en tant qu'invités.

Comment puis-je assister à l'assemblée virtuelle et y participer?

En vue d'assister à l'assemblée, les actionnaires inscrits, les fondés de pouvoir dûment nommés (y compris les actionnaires non inscrits qui se sont eux-mêmes dûment nommés comme fondés de pouvoir) et les invités (y compris les actionnaires non inscrits qui ne se sont pas dûment nommés comme des fondés de pouvoir) doivent ouvrir une session en ligne comme il est précisé ci-dessous.

- **Étape 1** : Ouvrir une session en ligne à l'adresse <https://web.lumiagm.com/474997956>.
- **Étape 2** : Suivre les instructions ci-dessous :

Actionnaires inscrits : Cliquer sur « I have a login », puis entrer votre numéro de contrôle et le mot de passe « trisura2022 » (sensible à la casse). Le numéro apparaissant sur le formulaire de procuration ou dans le courriel transmis par Trust TSX est votre numéro de contrôle. Si vous utilisez votre numéro de contrôle pour ouvrir une session à l'assemblée, l'exercice d'un droit de vote à l'assemblée entraînera la révocation d'une procuration antérieure. Si vous ne souhaitez pas révoquer une procuration antérieure, il ne faut pas voter pendant l'assemblée.

Fondés de pouvoir dûment nommés : Cliquer sur « I have a login », puis entrer votre numéro de contrôle unique et le mot de passe « trisura2022 » (sensible à la casse). Les fondés de pouvoir qui ont été dûment nommés et inscrits auprès de Trust TSX de la manière décrite dans la présente circulaire recevront un numéro de contrôle par courriel de Trust TSX après l'échéance du vote par procuration.

Invités : Cliquer sur « I am a guest » et remplir le formulaire en ligne.

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront poser des questions à l'assemblée et voter au moyen d'un scrutin en ligne pendant l'assemblée. Si vous prévoyez exercer un droit de vote à l'assemblée, il est important d'être branché à Internet en tout temps pendant l'assemblée pour pouvoir voter lorsque le tour de scrutin commence. Il est de votre responsabilité d'avoir une connexion à Internet pendant la durée de l'assemblée. Vous devriez prévoir suffisamment de temps avant le début de l'assemblée en ligne pour l'ouverture d'une session et les procédures de vérification.

Le site Web de l'assemblée sera accessible 60 minutes avant le début de l'assemblée. Il est important que tous les participants ouvrent une session en ligne sur le site Web de l'assemblée au moins dix minutes avant le début de l'assemblée afin qu'ils aient suffisamment de temps pour compléter le processus d'ouverture de session.

Vous devrez avoir les dernières versions des navigateurs Chrome, Safari ou Firefox. Veuillez vérifier la compatibilité de votre navigateur en vous connectant tôt. **VEUILLEZ NE PAS UTILISER INTERNET EXPLORER.**

Mise en garde : Il est possible que les protocoles de sécurité internes du réseau, y compris des pare-feux et des connexions au RPV, bloquent l'accès à la plateforme Lumi. Si vous éprouvez de la difficulté à vous connecter ou à assister à l'assemblée, assurez-vous que le paramètre de RPV est désactivé ou utilisez un ordinateur sur un réseau qui n'est pas assujéti aux paramètres de sécurité de votre organisation.

Les actionnaires non inscrits qui ont nommé une autre personne en tant que fondé de pouvoir pourront écouter l'assemblée en tant qu'invités. Les invités ne seront pas autorisés à poser des questions ni à exercer un droit de vote à l'assemblée.

Comment puis-je voter?

Si vous êtes un actionnaire inscrit, vous pourrez :

- a) exercer vos droits de vote à l'assemblée par l'entremise de la plateforme de webémission en direct;
- b) exercer votre vote par procuration d'une des façons suivantes :
 - o envoyer votre procuration signée par télécopieur à Trust TSX au 1-866-781-3111 (sans frais) ou 416-368-2502;
 - o poster la procuration signée dans l'enveloppe-réponse qui accompagne votre procuration; ou
 - o numériser et envoyer votre procuration signée à proxyvote@tmx.com.

Si vous avez l'intention de voter par procuration de la manière prévue au point b) ci-dessus, Trust TSX doit recevoir la procuration au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le **vendredi 20 mai 2022**, qui tombe deux jours ouvrables avant le jour de l'assemblée.

Si vous êtes un actionnaire non inscrit et que vos actions ordinaires sont détenues au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs ou un autre intermédiaire (un « **intermédiaire** »), pour exercer les votes se rattachant aux actions ordinaires détenues en propriété véritable, se reporter à la rubrique « Si mes actions ne sont pas immatriculées à mon nom, mais plutôt détenues au nom d'un intermédiaire, comment puis-je exercer le droit de vote se rattachant à mes actions ordinaires? » ci-après pour obtenir les instructions de vote.

Qui sollicite ma procuration?

La procuration est sollicitée par la direction de Trisura, et les coûts qui y sont associés seront pris en charge par Trisura.

Qu'arrive-t-il si je signe la procuration qui m'est envoyée?

Le fait de signer la procuration désigne George Myhal ou Greg Morrison, qui sont tous deux des administrateurs de Trisura, ou une autre personne que vous avez nommée, pour exercer, ou non, le droit de vote se rattachant à vos actions ordinaires à l'assemblée.

Puis-je nommer une autre personne que ces administrateurs pour exercer le droit de vote se rattachant à mes actions ordinaires?

Oui, vous pouvez nommer une autre personne ou une société que les administrateurs de Trisura désignés sur le formulaire de procuration à titre de fondé de pouvoir. Inscrivez le nom de cette personne (ou société) dans l'espace laissé en blanc sur le formulaire de procuration. La personne que vous nommez n'est pas tenue d'être un

actionnaire. Veuillez vous assurer que la personne nommée assiste à l'assemblée et qu'elle sait qu'elle a été nommée pour exercer le droit de vote se rattachant à vos actions ordinaires.

Si vous souhaitez nommer une personne qui n'est pas un actionnaire comme fondé de pouvoir, le fondé de pouvoir doit s'inscrire auprès de Trust TSX par téléphone au 1-866-751-6315 (en Amérique du Nord) ou au 212-235-5754 (à l'extérieur de l'Amérique du Nord) ou en ligne au <https://www.tsxtrust.com/control-number-request?lang=fr> au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 20 mai 2022 et fournir à Trust TSX l'information requise pour que Trust TSX puisse transmettre un numéro de contrôle à ce fondé de pouvoir. Ce numéro de contrôle permettra à la personne que vous désignez d'ouvrir une session et de voter à l'assemblée. Un fondé de pouvoir (la personne que vous désignez pour assister à l'assemblée, qu'il s'agisse de vous ou d'une autre personne) qui n'est pas inscrit auprès de Trust TSX ne recevra pas le numéro de contrôle pour participer à l'assemblée, et ce fondé de pouvoir sera seulement en mesure d'y assister en tant qu'invité.

Si je change d'avis, puis-je soumettre une autre procuration ou récupérer ma procuration après l'avoir donnée?

Oui, si vous êtes un actionnaire inscrit, vous pourrez remettre un autre formulaire de procuration dûment signé portant une date ultérieure pour remplacer la procuration originale au moyen du même mode de livraison que la procuration originale. Si vous souhaitez révoquer votre procuration, rédigez une déclaration par écrit à cet effet signée par vous (ou votre avocat s'il est autorisé par écrit à le faire) ou, si l'actionnaire est une société, sous son sceau ou signée par un dirigeant ou un avocat dûment autorisé de celle-ci. **Cette déclaration doit être remise au secrétaire de Trisura à l'adresse précisée ci-après au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le dernier jour ouvrable précédant la date de l'assemblée, le mardi 24 mai 2022, ou précédant le jour d'une reprise de l'assemblée, ou remise au président du conseil avant le début de l'assemblée le mercredi 25 mai 2022 ou le jour de la reprise de l'assemblée.**

Secrétaire
Trisura Group Ltd.
333 Bay Street, Suite 1610, Box 22
Toronto (Ontario) M5H 2R2
Courriel : bryan.sinclair@trisura.com

Si vous êtes un actionnaire non inscrit, vous pourrez révoquer un formulaire d'instructions de vote donné précédemment à un intermédiaire à tout moment au moyen d'un avis écrit à l'intention de l'intermédiaire. Un intermédiaire n'est pas tenu de donner suite à la révocation d'un formulaire d'instructions de vote, sauf s'il est reçu au moins sept jours civils avant l'assemblée. Un actionnaire non inscrit pourrait alors soumettre un nouveau formulaire d'instructions de vote de manière conforme aux directives figurant sur le formulaire.

Que dois-je faire pour demander la transmission par voie électronique des documents reliés aux procurations?

Pour recevoir les documents destinés à l'investisseur par voie électronique, vous pouvez faire une demande en ligne de transmission par voie électronique des documents compris dans les documents d'avis à l'adresse <https://www.tsxtrust.com/edelivery>.

Comment le droit de vote rattaché à mes actions ordinaires sera-t-il exercé si je donne une procuration?

Les personnes désignées sur le formulaire de procuration doivent exercer le droit de vote rattaché à vos actions ordinaires pour ou contre une question soumise à l'assemblée, ou s'abstenir de voter, conformément à vos directives, ou vous pouvez laisser le fondé de pouvoir décider pour vous. Si vous précisez un choix à l'égard d'une question soumise à l'assemblée, le droit de vote rattaché à vos actions ordinaires sera exercé en conséquence. **En l'absence de directives de vote, les procurations reçues par la direction seront exercées EN FAVEUR de toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires à l'assemblée.** Pour obtenir d'autres renseignements, se reporter à la rubrique « Points à l'ordre du jour ».

Qu'arrive-t-il si les questions à l'ordre du jour sont modifiées ou si d'autres questions sont soumises avant l'assemblée?

Les personnes désignées dans la procuration auront un pouvoir discrétionnaire relativement aux modifications ou variations apportées aux questions énoncées dans l'avis et aux autres questions pouvant être dûment soumises à l'assemblée.

En date de la présente circulaire, la direction de Trisura n'est au courant d'aucune modification, variation ou autre question devant être soumise à l'assemblée. Si d'autres questions sont dûment soumises à l'assemblée, les personnes désignées dans le formulaire de procuration exerceront les droits de vote à leur égard selon leur bon jugement.

Qui comptabilise les votes?

L'agent des transferts de Trisura, Trust TSX, comptabilise et compile les procurations.

Comment puis-je communiquer avec l'agent des transferts?

Pour les demandes générales d'actionnaires, vous pouvez communiquer avec Trust TSX comme suit :

Par la poste :	Compagnie Trust TSX C. P. 700 Succursale B Montréal (Québec) H3B 3K3
Par téléphone :	416-682-3860 1-800-387-0825
Par courriel :	shareholderinquiries@tmx.com

Si mes actions ne sont pas immatriculées à mon nom, mais plutôt détenues au nom d'un intermédiaire, comment puis-je exercer le droit de vote se rattachant à mes actions ordinaires?

Dans bon nombre de cas, les actions ordinaires qui sont détenues en propriété véritable par un actionnaire non inscrit sont immatriculées :

- a. au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier ou négociant en valeurs, un fiduciaire ou l'administrateur d'un REER, d'un FERR, d'un administrateur de REER, de FERR ou de REEE autogérés ou de régimes semblables;
- b. au nom d'un dépositaire, comme les Services de dépôt et de compensation CDS inc. ou la Depository Trust Company dont l'intermédiaire est un adhérent.

Conformément aux exigences du Règlement 54-101, la Société a fait parvenir les documents d'avis de manière indirecte par l'entremise des intermédiaires à l'intention (i) des actionnaires non inscrits qui ont avisé leur intermédiaire qu'ils ne s'opposaient pas à ce que celui-ci communique à la Société les renseignements sur le propriétaire véritable, ce qui comprend le nom, l'adresse, le courriel, les titres détenus et la langue de correspondance préférée; et (ii) des actionnaires non inscrits qui ont avisé leur intermédiaire qu'ils s'opposaient à ce que celui-ci communique ces renseignements sur le propriétaire véritable à la Société (les « **propriétaires véritables opposés** »). La Société a l'intention de payer des intermédiaires pour transmettre les documents d'avis aux propriétaires véritables opposés.

Votre intermédiaire est tenu de vous faire parvenir un formulaire d'instructions de vote pour le nombre d'actions ordinaires que vous détenez en propriété véritable.

Les actionnaires non inscrits qui n'ont pas choisi la transmission par voie électronique recevront un formulaire d'instructions de vote qui leur permettra de donner des directives sur la façon d'exercer les droits de vote rattachés

aux actions ordinaires dont ils sont les véritables propriétaires. Les actionnaires non inscrits doivent suivre les procédures énoncées dans le formulaire et communiquer avec leur intermédiaire sans tarder s'ils ont besoin d'aide.

Comme Trisura a un accès restreint aux noms de ses actionnaires non inscrits, si vous assistez à l'assemblée, Trisura pourrait n'avoir aucun relevé de votre participation ni de votre droit de vote, à moins que votre intermédiaire ne vous ait nommé en tant que fondé de pouvoir. Par conséquent, si vous souhaitez voter à l'assemblée virtuelle, veuillez inscrire votre nom dans l'espace prévu sur le formulaire d'instructions de vote et le retourner conformément aux directives qui y figurent. Vous n'avez pas à remplir le reste du formulaire, puisque vous exercerez votre droit de vote à l'assemblée.

En outre, vous devez aussi vous inscrire vous-mêmes auprès de Trust TSX par téléphone au **1-866-751-6315 (en Amérique du Nord)** ou au **212-235-5754 (à l'extérieur de l'Amérique du Nord)** ou en ligne au <https://www.tsxtrust.com/control-number-request?lang=fr> au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 20 mai 2022 ou deux jours ouvrables avant la reprise de l'assemblée en cas d'ajournement ou de report. **Si vous omettez de vous inscrire auprès de Trust TSX, vous ne recevrez pas le numéro de contrôle nécessaire pour prendre part à l'assemblée et serez seulement en mesure d'y assister comme invité.**

Un actionnaire non inscrit qui ne souhaite pas assister à l'assemblée et y voter doit remplir et signer le formulaire d'instructions de vote, puis le retourner de manière conforme aux directives qui y figurent. Si un actionnaire non inscrit souhaite assister à l'assemblée et y voter (ou se faire représenter par une autre personne pour son compte), l'actionnaire non inscrit doit remplir, signer et retourner le formulaire d'instructions de vote conformément aux directives qui y figurent.

Les actionnaires non inscrits doivent suivre les directives figurant dans les formulaires qu'ils reçoivent et communiquer avec leur intermédiaire sans tarder s'ils ont besoin d'aide.

TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE

Le capital autorisé de Trisura est composé (i) d'un nombre illimité d'actions ordinaires; (ii) d'un nombre illimité d'actions sans droit de vote; et (iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées (pouvant être émises en série). En date du 31 mars 2022, 41 266 992 actions ordinaires étaient émises et en circulation. La Société n'a émis aucune action sans droit de vote. Les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « TSU ».

Chaque action ordinaire donne droit à une voix à l'égard de tous les points à l'ordre du jour à l'assemblée. Les porteurs d'actions ordinaires à la date de clôture des registres ont le droit de recevoir un avis de convocation à l'assemblée, ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, et d'y voter, que ce soit par l'entremise de la plateforme de webémission en direct ou par procuration, de manière conforme aux procédures énoncées dans les présentes.

PRINCIPAUX PORTEURS DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE

À la connaissance des administrateurs et des dirigeants de la Société, aucune personne ou société ne détient en propriété véritable, directement ou indirectement, des titres comportant droit de vote de la Société, ou n'exerce un contrôle ou une emprise sur ceux-ci, représentant plus de 10 % des droits de vote rattachés à une catégorie de titres comportant droit de vote en circulation de la Société.

POINTS À L'ORDRE DU JOUR

À la connaissance du conseil, les seules questions qui seront soulevées à l'assemblée sont les questions énoncées dans l'avis.

1. Réception des états financiers consolidés

Les états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, y compris le rapport de l'auditeur externe s'y rattachant, figurent dans le rapport annuel 2021 de la Société (le « **rapport annuel** »). Le rapport annuel peut être consulté sur le site Web de Trisura à l'adresse www.trisura.com/group/investor-centre, sous

l'onglet « Financial Reports », ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com, et il a été envoyé par la poste aux actionnaires inscrits et non inscrits de la Société qui ont demandé à recevoir le rapport annuel en format imprimé. Les actionnaires qui ont souscrit à la transmission électronique du rapport annuel l'ont reçu par courriel.

2. Élection des administrateurs

Le conseil est composé de sept membres, qui sont tous élus à l'assemblée pour exercer leurs fonctions jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

Politique relative à l'élection des administrateurs à la majorité

Le conseil a adopté une politique qui stipule que, si le nombre total d'actions ordinaires faisant l'objet d'un vote en faveur de l'élection d'un candidat à un poste d'administrateur représente moins que la majorité des actions ordinaires totales faisant l'objet d'un vote et d'une abstention de vote à l'égard de cet administrateur, le candidat au poste d'administrateur devra remettre sa démission immédiatement après l'assemblée. Dans un délai de 90 jours suivant l'assemblée, le conseil décidera s'il accepte ou non la démission de l'administrateur et il publiera un communiqué de presse annonçant sa décision, une copie duquel sera remise à la TSX. En l'absence de circonstances exceptionnelles, le conseil acceptera la démission. La démission prendra effet au moment où elle est acceptée par le conseil. Si le conseil décide de ne pas accepter la démission, le communiqué de presse présentera en détail les raisons de cette décision. Un administrateur qui remet sa démission ne participera pas à la réunion du conseil au cours de laquelle son offre de démissionner est examinée. La politique relative à l'élection des administrateurs à la majorité ne s'applique pas dans les cas où il y a une contestation de l'élection d'un administrateur.

Candidats aux postes d'administrateur

Le conseil recommande d'élire à l'assemblée les sept candidats aux postes d'administrateur dont il est question ci-après pour agir à titre d'administrateur de la Société jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à la nomination ou l'élection d'un remplaçant.

Le conseil estime que les aptitudes, les compétences et l'expérience collectives des candidats aux postes d'administrateur continueront de favoriser le bon fonctionnement du conseil de Trisura grâce à la diversité d'expertise. Le conseil est d'avis que, pris individuellement et dans l'ensemble, les candidats aux postes d'administrateur ont les qualifications professionnelles nécessaires pour superviser efficacement les activités et les affaires de la Société.

Trisura ne s'attend pas à ce que l'un des candidats à un poste d'administrateur soit incapable d'exercer les fonctions d'administrateur. Si un candidat à un poste d'administrateur avise la Société avant la tenue de l'assemblée qu'il ou elle ne sera pas en mesure d'exercer la fonction d'administrateur, les représentants de la direction désignés dans le formulaire de procuration se réservent le droit de voter en faveur d'autres candidats aux postes d'administrateur à leur appréciation, sauf s'ils ont reçu l'instruction de s'abstenir de voter à l'élection des administrateurs.

L'information qui suit porte sur les candidats aux postes d'administrateur :

David Clare Âge : 36 ans Administrateur depuis : 2018 (Non indépendant) Lieu de résidence : Toronto (Ontario) Canada Fonctions principales : Président et chef de la direction de Trisura Résultats du vote de l'année précédente : 99,65 %	M. Clare est président et chef de la direction de Trisura depuis octobre 2018. Auparavant, M. Clare a été vice-principal et chef des investissements de Trisura de février 2018 à octobre 2018. Avant d'entrer au service de Trisura, M. Clare occupait le poste de vice-président de PVI. M. Clare œuvrait auparavant dans le domaine du développement et de la stratégie d'entreprise auprès d'une importante société de portefeuille de services financiers. Il est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université Queen's.			
	Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années	
	Conseil Présence aux réunions en 2021 : 5 sur 5		Trisura Group Ltd.	2018 à ce jour
	Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé			
	31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD	Total des actions ordinaires et des UAD
	Nombre	148 876	-	148 876
	Valeur ⁽¹⁾	5 116 868 \$	-	5 116 868 \$
	L'administrateur respecte-t-il les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾			s.o.
	Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administrateur			s.o.
Paul Gallagher Âge : 66 ans Administrateur depuis : 2017 (Indépendant) ⁽³⁾ Lieu de résidence : Toronto (Ontario) Canada Fonctions principales : Vice-président des investissements de Carfin Inc. Résultats du vote de l'année précédente : 95,32 %	M. Gallagher est vice-président des investissements de Carfin Inc., véhicule d'investissement ayant des avoirs dans des sociétés ouvertes et fermées qui sont situées au Canada et aux États-Unis, depuis 2016. Auparavant, M. Gallagher occupait le poste de chef des finances de Wittington Investments, Limited, qui détient en propriété un certain nombre de sociétés ouvertes et fermées, y compris George Weston Limitée, l'un des principaux groupes de transformation des aliments et de distribution alimentaire en Amérique du Nord, et Selfridges Group Limited, une société internationale de vente au détail d'articles de mode, de 2007 à 2015. Avant d'entrer au service de Wittington Investments, Limited, M. Gallagher a occupé des postes de direction auprès d'Avana Group, de Fairwater Capital, d'Oxford Developments et de PricewaterhouseCoopers. M. Gallagher est un ancien membre du conseil de l'Université Guelph et de Sinai Health Systems et a été président du conseil de la Société de l'aide à l'enfance de Toronto. Auparavant, il a siégé au conseil du Caledon Institute of Social Policy, de la Rostland Corporation, de Ryerson Oil and Gas et de Northern Geophysical of America. M. Gallagher a reçu le titre de l'Institut des administrateurs de sociétés, est comptable agréé et est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université Lakehead.			
	Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années	
	Conseil - Présence aux réunions en 2021 : 5 sur 5 Comité d'audit - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4 Comité de gouvernance et de rémunération - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4 Comité de gestion du risque - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4		Trisura Group Ltd.	2017 à ce jour
	Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé			
	31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD	Total des actions ordinaires et des UAD
	Nombre	14 000	27 306	41 306
	Valeur ⁽¹⁾	481 180 \$	938 507 \$	1 419 687 \$
	L'administrateur respecte-t-il les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾			Oui
	Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administrateur			15,6x

Barton Hedges Âge : 56 ans Administrateur depuis : 2017 (Indépendant) ⁽³⁾ Lieu de résidence : Stuart, Floride, États-Unis Fonctions principales : Retraité (ancien administrateur et chef de la direction de Greenlight Capital Re, Ltd.) Résultats du vote de l'année précédente : 99,78 %	M. Hedges a occupé le poste d'administrateur et de chef de la direction de Greenlight Capital Re, Ltd., un réassureur IARD spécialisé, d'août 2011 à mars 2017. Il a également agi à titre d'administrateur de Greenlight Reinsurance Ireland de 2011 à mars 2017. Auparavant, M. Hedges a occupé le poste de président et chef des souscriptions auprès de Greenlight Reinsurance Ltd. de janvier 2006 à août 2011. M. Hedges compte plus de 30 ans d'expérience dans le secteur de l'assurance/réassurance IARD. Avant d'entrer au service de Greenlight Reinsurance Ltd., M. Hedges a été président et chef de l'exploitation de Platinum Underwriters Bermuda, Ltd., une entreprise de réassurance IARD et de risque délimité, de juillet 2002 à décembre 2005, où il était responsable du démarrage initial de l'entreprise et de la gestion de ses activités quotidiennes. Par le passé, il a également occupé le poste de vice-président directeur et chef de l'exploitation de Scandinavian Re, située aux Bermudes, une ancienne société d'assurances et de réassurance, et de consultant actuariel auprès de Tillinghast-Towers Perrin, une société de conseils de gestion et de solutions logicielles axée sur les services dans les secteurs des finances et de l'assurance. M. Hedges a obtenu un baccalauréat en mathématiques, avec spécialisation en informatique, de l'Université d'État de Towson en 1987 et il est actuariaire titulaire de la Casualty Actuarial Society.				
	Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années		
	Conseil - Présence aux réunions en 2021 : 5 sur 5 Comité d'audit - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4 Comité de gestion du risque - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4		Trisura Group Ltd. Greenlight Capital Re, Ltd.		2017 à ce jour 2011 – 2017
	Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé				
	31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD	Total des actions ordinaires et des UAD	
	Nombre	28 000	32 459	60 459	
	Valeur ⁽¹⁾	962 360 \$	1 115 616 \$	2 077 976 \$	
	L'administrateur respecte-t-il les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾			Oui	
	Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administrateur			22,8x	
	Janice Madon ⁽⁴⁾ Âge : 55 ans Administratrice depuis : 2022 (Indépendante) ⁽³⁾ Lieu de résidence : Oakville (Ontario) Canada Fonctions principales : Conseillère à son compte Résultats du vote de l'année précédente : s.o.	M ^{me} Madon est conseillère principale chez Brookfield Asset Management depuis 2020. Auparavant, soit de 2007 à 2019, elle a occupé plusieurs postes de direction à la Financière Manuvie, notamment ceux de comptable en chef et d'auditrice en chef, et, plus récemment, elle a dirigé l'équipe financière de Manuvie Canada à titre de vice-présidente directrice et chef des finances. Avant d'occuper ces fonctions, elle a occupé des postes de direction à la Banque Royale du Canada et chez Ernst & Young. À l'heure actuelle, M ^{me} Madon siège aux conseils d'administration de la Financière Foresters, fournisseur international de produits d'assurance vie et d'épargne individuelle, du REIIF: Real Estate Income and Impact Fund, fonds privé à capital variable qui investit dans le secteur de l'immobilier résidentiel canadien, et du Appleby College, école indépendante sans but lucratif. M ^{me} Madon est comptable professionnelle agréée et détient une maîtrise en administration des affaires de la Rotman School of Management de l'Université de Toronto et un baccalauréat en commerce et en administration hôtelière et alimentaire de l'Université de Guelph.			
Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années			
Conseil s.o.		Trisura Group Ltd.		2022 à ce jour	
Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé					
31 mars 2022		Actions ordinaires	UAD	Total des actions ordinaires et des UAD	
Nombre		0	184	184	
Valeur ⁽¹⁾		0 \$	6 333 \$	6 333 \$	
L'administratrice respecte-t-elle les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾			s.o.		
Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administratrice			s.o.		

Greg Morrison Âge : 64 ans Administrateur depuis : 2017 (Indépendant) ⁽³⁾ Lieu de résidence : Smith's Parish, Bermudes Fonctions principales : Retraité (ancien président et chef de la direction de Trisura) Résultats du vote de l'année précédente : 99,65 %	M. Morrison a pris sa retraite. Il avait précédemment agi comme président et chef de la direction de Trisura de 2017 à 2018. Auparavant, M. Morrison exerçait les fonctions de président du conseil de Trisura International Holdings Ltd. (« Trisura International Holdco ») depuis 2012. Auparavant, il a agi à titre de chef de la direction et d'administrateur de Trisura International Holdco de 2006 à 2012. Il compte plus de 35 ans d'expérience dans les secteurs de l'assurance et de la réassurance. Il a été chef de la direction de Platinum Underwriters Holdings Ltd., fournisseur de produits de réassurance dommages et maritime inscrit à la cote du New York Stock Exchange, et de London Reinsurance Group Inc., souscripteur de réassurance et de rétrocession sur les marchés de l'assurance IARD. À l'heure actuelle, M. Morrison est membre d'un certain nombre de conseils de sociétés d'assurance IARD et d'assurance vie et de leurs filiales, y compris Aetna Life & Casualty (Bermuda) Limited, Stonybrook Capital LLC, Aspen Bermuda Limited, Multi Strat Holdings, Brookfield Reinsurance Partners et diverses filiales internationales de Brookfield Asset Management. M. Morrison est actuaire titulaire de la Society of Actuaries (retraité) et est membre actif d'un certain nombre de comités d'audit et de gestion du risque.		
	Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années
	Conseil	Trisura Group Ltd.	2017 à ce jour
	Présence aux réunions en 2021 : 5 sur 5		
	Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé		
	31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD
	Nombre	161 600	10 010
	Valeur ⁽¹⁾	5 554 192 \$	344 044 \$
	L'administrateur respecte-t-il les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾		Oui
	Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administrateur		102,6x
George E. Myhal Âge : 65 ans Administrateur depuis : 2018 Président du conseil (Indépendant) ⁽³⁾ Lieu de résidence : Toronto (Ontario) Canada Fonctions principales : Président et chef de la direction de Windermere Investment Corp. Résultats du vote de l'année précédente : 61,16 %	M. Myhal est président et chef de la direction de Windermere Investment Corp., société d'investissement fermée qui évolue dans le domaine des marchés financiers, de l'immobilier et du capital d'investissement privé. Auparavant, il a travaillé pendant 37 ans dans divers postes auprès de Brookfield Asset Management, des membres de son groupe et d'entreprises connexes. M. Myhal a été président et chef de la direction de Partners Value Investments de 2015 à 2018. Il a agi à titre d'associé directeur principal de Brookfield de 2001 à 2014 ainsi que de président et chef de la direction de Trilon Financial Corporation de 1992 à 2001. M. Myhal a siégé aux conseils de nombreuses sociétés ouvertes et possède une vaste expérience dans le secteur des services financiers, dont l'assurance, les services bancaires, la gestion d'actifs et les marchés financiers. Il a obtenu le titre de comptable agréé en 1981, est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées et d'un doctorat honorifique en droit de l'Université de Toronto.		
	Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années
	Conseil	Trisura Group Ltd.	2018 à ce jour
	Présence aux réunions en 2021 : 5 sur 5		2016 – 2020
	Comité de gouvernance et de rémunération		2016 – 2018
	Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4		2016 – 2018
			2016 – 2018
			2015 – 2018
	Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé		
	31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD
	Nombre	117 196	19 428
	Valeur ⁽¹⁾	4 028 027 \$	667 740 \$
	L'administrateur respecte-t-il les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾		Oui
	Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administrateur		65,9x

Robert Taylor Âge : 75 ans Administrateur depuis : 2018 (Indépendant) ⁽³⁾ Lieu de résidence : Oakville (Ontario) Canada Fonctions principales : Retraité (ancien président du conseil et administrateur de Trisura Canada) Résultats du vote de l'année précédente : 88,03 %	M. Taylor a exercé les fonctions de président du conseil et d'administrateur de Trisura Garantie de 2013 à 2017. En tant que cofondateur de Trisura Garantie, M. Taylor a occupé le poste de chef de la direction de la société de sa fondation, en 2006, jusqu'en 2012. De 2002 à 2005, il a agi comme conseiller en gestion auprès de la Compagnie d'Assurance London Garantie, un assureur spécialisé en assurance-responsabilité, pour aider à la conversion des activités par suite de sa vente à The St. Paul Companies. Auparavant, M. Taylor occupait le poste de président et chef de la direction de la Compagnie d'Assurance London Garantie. Il a assuré diverses fonctions d'intendance pour le diocèse anglican de Niagara, notamment en tant que membre de son conseil consultatif des finances et du comité chargé du budget, de même que président du conseil de son comité d'assurance. M. Taylor a obtenu une maîtrise en administration des affaires de l'Université McMaster en 1976 et un baccalauréat en sciences appliquées en génie chimique de l'Université de Waterloo en 1970.			
	Membre du conseil/de comités de Trisura		Membre du conseil de sociétés ouvertes au cours des cinq dernières années	
	Conseil - Présence aux réunions en 2021 : 5 sur 5 Comité d'audit - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4 Comité de gestion du risque - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4 Comité de gouvernance et de rémunération - Présence aux réunions en 2021 : 4 sur 4	Trisura Group Ltd.	2018 à ce jour	
	Actions ordinaires et unités d'actions différées (UAD) détenues en propriété véritable ou sur lesquelles un contrôle ou une emprise est exercé			
	31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD	Total des actions ordinaires et des UAD
	Nombre	273 316	22 572	295 888
	Valeur ⁽¹⁾	9 393 871 \$	775 800 \$	10 169 671 \$
	L'administrateur respecte-t-il les lignes directrices en matière d'actionnariat? ⁽²⁾			Oui
	Ratio de la valeur des actions ordinaires et des UAD par rapport aux honoraires annuels de l'administrateur			131,2x

- (1) La valeur marchande est établie en fonction du cours de clôture d'une action ordinaire à la cote de la TSX le 31 mars 2022, soit 34,37 \$.
- (2) Les administrateurs qui ne sont pas également des employés de la Société ou de ses filiales sont tenus de détenir des actions ordinaires ou des unités d'actions différées (« **UAD** »), dont la valeur totale correspond à au moins trois fois les honoraires annuels de l'administrateur (au sens qui est donné à ce terme ci-après). Les administrateurs disposent d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle ils se joignent au conseil pour respecter l'exigence minimale en matière d'actionnariat. Se reporter à la rubrique « Rémunération des administrateurs — Lignes directrices en matière d'actionnariat des administrateurs ».
- (3) Le terme « indépendant » se rapporte à la détermination par le conseil de l'indépendance d'un candidat à un poste d'administrateur aux termes du paragraphe 1.2 du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*.
- (4) M^{me} Madon a été nommée au conseil le 22 février 2022.

3. Nomination d'un auditeur externe

Sur la recommandation du comité d'audit du conseil (le « **comité d'audit** »), le conseil propose de renouveler le mandat de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (« **Deloitte** ») comme auditeur externe de la Société pour qu'il demeure en poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires et d'autoriser le conseil à fixer sa rémunération. Deloitte agit à titre d'auditeur externe de Trisura de façon continue depuis la constitution de la Société en janvier 2017.

L'information sur la rémunération versée à Deloitte pour les services fournis à la Société en 2021 figure dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 datée du 28 mars 2022, à la

rubrique « Renseignements sur le comité d'audit — Auditeur externe et honoraires et services liés à l'audit », pouvant être consultée sur www.sedar.com.

La nomination de Deloitte comme auditeur externe de la Société doit être approuvée par la majorité des voix exprimées par les actionnaires qui votent par l'entremise de la plateforme de webémission en direct ou par procuration à l'assemblée.

Recommandation du conseil; vote des procurations

Sur l'avis du comité d'audit, le conseil recommande aux actionnaires de voter EN FAVEUR de la nomination de Deloitte comme auditeur externe de la Société et de l'autorisation donnée au conseil de fixer la rémunération versée à l'auditeur externe.

En l'absence d'instructions de vote, les procurations reçues par la direction seront exercées EN FAVEUR de la nomination de Deloitte comme auditeur externe de la Société et de l'autorisation donnée au conseil de fixer la rémunération versée à l'auditeur externe.

4. Régime de droits

À l'assemblée, les actionnaires seront invités à examiner et, s'ils le jugent souhaitable, à approuver, au moyen d'une résolution ordinaire selon le modèle reproduit à l'annexe A de la présente circulaire (la « **résolution relative au régime de droits** »), l'adoption du régime de droits. Le texte intégral du régime de droits est reproduit à l'annexe B de la présente circulaire. Le régime de droits ne sera adopté que s'il est approuvé à la majorité des voix exprimées par les actionnaires à l'assemblée annuelle et extraordinaire.

Le conseil estime que le régime de droits assure le traitement équitable des actionnaires, qu'il est conforme aux pratiques exemplaires actuelles des sociétés canadiennes et qu'il répond aux lignes directrices des investisseurs institutionnels. Le régime de droits ne vise pas à empêcher une offre publique d'achat de la Société.

Contexte et objet du régime de droits

Même si le cadre législatif existant régissant les offres publiques d'achat au Canada répond à bon nombre de préoccupations relatives au traitement inégal des actionnaires en cas d'offre publique d'achat, les régimes de droits ont toujours un rôle à jouer pour protéger la Société et empêcher le traitement inégal des actionnaires. Par exemple, il existe toujours la possibilité que la prise de contrôle de la Société se fasse au moyen de contrats de gré à gré aux termes desquels un petit groupe d'actionnaires vendent des actions à prime par rapport au cours, sans que cette prime ne soit partagée avec les autres actionnaires. De plus, une personne pourrait accumuler progressivement des actions ordinaires en les acquérant à la bourse ce qui, avec le temps, pourrait entraîner une prise de contrôle sans paiement de la juste valeur ni partage équitable d'une prime de prise de contrôle entre tous les actionnaires. Le régime de droits vise à répondre à ces inquiétudes, à exiger que les offres soient faites à tous les actionnaires et à empêcher un acquéreur éventuel de conclure des conventions de dépôt avec des actionnaires existants avant le lancement d'une offre publique d'achat, à l'exception des conventions de dépôt autorisées dans le régime de droits.

Le régime de droits n'entravera pas l'exercice des droits accordés aux actionnaires par la loi qui régit la Société, soit la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) (la « **Loi** »). Ces droits incluent le droit de se prévaloir du mécanisme de sollicitation de procurations pour promouvoir un changement dans la composition du conseil et le droit de demander la convocation d'une assemblée des actionnaires pour délibérer des questions pertinentes énoncées dans la demande. En outre, le régime de droits n'aura pas d'incidence sur la situation financière de la Société. Enfin, l'émission de droits ne modifiera pas la manière dont les actionnaires négocient actuellement leurs actions ordinaires.

Le conseil a décidé qu'il est souhaitable que la Société adopte un régime de droits des actionnaires pour les raisons décrites ci-dessus et a approuvé le régime de droits. Le régime de droits favorise le traitement équitable de tous les actionnaires en leur donnant une chance égale de participer à une offre publique d'achat. Le régime de droits encourage un acquéreur éventuel à procéder par voie d'offre permise (au sens donné à ce terme ci-après), c'est-à-dire par voie

d'une offre publique d'achat qui satisfait à certaines normes minimales conçues pour promouvoir le traitement équitable, ou avec l'accord du conseil.

Le régime de droits n'est pas adopté en réponse à une proposition précise visant l'acquisition du contrôle de la Société, et le conseil n'est actuellement au courant d'aucune offre publique d'achat existante ou imminente visant la Société. Si les actionnaires approuvent la résolution relative au régime de droits, le régime de droits sera en vigueur pendant trois ans.

Sommaire du régime de droits

Les modalités importantes du régime de droits sont résumées ci-après. Le présent sommaire est présenté entièrement sous réserve des dispositions réelles du régime de droits, dont le texte intégral est reproduit à l'annexe B de la présente circulaire. Les lecteurs devraient examiner attentivement l'annexe B de la présente circulaire dans son intégralité. Pour faciliter la consultation, certaines définitions utilisées dans le régime de droits ont été reproduites ci-après. Les termes clés utilisés dans la présente rubrique sans y être définis ont le sens qui leur est attribué dans le régime de droits.

Le régime de droits entrera en vigueur au moment de son approbation par les actionnaires à l'assemblée annuelle et extraordinaire.

Émission de droits

Un droit (un « **droit** ») se rattache à chaque action ordinaire. Les droits se détachent des actions ordinaires et peuvent être exercés à compter du dixième jour de bourse (la « **libération des droits** ») après qu'une personne a acquis, ou a lancé une offre publique d'achat en vue d'acquérir, 20 % ou plus des actions ordinaires, autrement que par une acquisition dans le cadre d'une offre publique d'achat permise par le régime de droits (une « **offre permise** »). Chaque droit confère à son porteur inscrit le droit d'acheter de la Société une action ordinaire au prix d'exercice correspondant au triple du cours de l'action ordinaire établi à la libération des droits (le « **prix d'exercice** »).

L'acquisition par une personne (un « **acquéreur** ») de 20 % ou plus des actions ordinaires, autrement qu'aux termes de certaines exceptions prévues dans le régime de droits, constitue un « événement déclencheur ». Les droits détenus par un acquéreur sont frappés de nullité à la survenance d'un événement déclencheur. Dix jours de bourse après la survenance de l'événement déclencheur, chaque droit (à l'exception des droits détenus par l'acquéreur) permettra au porteur inscrit de recevoir de la Société, sur paiement du prix d'exercice, le nombre d'actions ordinaires dont la valeur marchande globale équivaut au double du prix d'exercice.

Exigences relatives aux offres permises

Si une offre publique d'achat est structurée comme une offre permise, elle n'engendrera pas d'événement déclencheur ni l'exercice des droits.

Les offres permises doivent être présentées au moyen d'une note d'information relative à une offre publique d'achat et respecter les principes suivants :

- (1) l'offre publique d'achat doit être faite à l'ensemble des actionnaires inscrits, sauf l'initiateur;
- (2) l'offre publique d'achat ne doit pas permettre à l'initiateur de prendre livraison d'actions ordinaires déposées avant la fin du délai de 105 jours suivant la présentation de l'offre publique d'achat ou la fin du délai minimal de dépôt initial plus court pendant lequel une offre publique d'achat doit être maintenue aux fins du dépôt de titres aux termes du *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* (le « **Règlement 62-104** ») après la présentation de l'offre, et la prise de livraison peut alors avoir lieu seulement si, à ce moment, plus de 50 % des actions ordinaires détenues par les actionnaires indépendants (ce qui comprend généralement les autres actionnaires que l'initiateur et les personnes agissant conjointement ou de concert avec lui) ont été déposées en réponse à l'offre publique d'achat sans que leur dépôt ne soit révoqué;
- (3) l'offre publique d'achat doit comprendre une disposition irrévocable et sans réserve selon laquelle, à moins que l'offre publique d'achat ne soit retirée, des actions ordinaires peuvent être déposées à tout moment au cours de la

période allant de la date de l'offre publique d'achat à la date à laquelle les actions ordinaires visées par l'offre publique d'achat peuvent faire l'objet d'une prise de livraison et d'un règlement et le dépôt d'actions ordinaires en réponse à l'offre publique d'achat peut être révoqué tant que celles-ci n'ont pas fait l'objet d'une prise de livraison et d'un règlement;

- (4) l'offre publique d'achat doit comprendre une disposition irrévocable et sans réserve selon laquelle si, à la date à laquelle les actions ordinaires peuvent faire l'objet d'une prise de livraison et d'un règlement, plus de 50 % des actions ordinaires détenues par des actionnaires indépendants ont été déposées en réponse à l'offre publique d'achat sans que leur dépôt ne soit révoqué, l'initiateur doit alors l'annoncer publiquement et l'offre publique d'achat doit alors être maintenue pendant 10 jours supplémentaires à compter de la date de l'annonce publique;

toutefois, une offre publique d'achat qui est admissible en tant qu'offre permise cessera d'être une offre permise dès qu'elle cesse de respecter une ou chacune des dispositions de la définition de l'offre permise et à la condition que les acquisitions de titres effectuées aux termes de l'offre permise cessent alors de constituer une acquisition aux termes d'une offre permise. L'expression « offre permise » englobe également une offre permise concurrente.

Le régime de droits permet aussi la présentation d'une offre permise concurrente pendant la période où une offre permise est en vigueur. Une offre permise concurrente doit satisfaire à toutes les exigences relatives à une offre permise, si ce n'est que les actions ordinaires ne peuvent pas être réglées avant le dernier jour auquel l'offre publique d'achat constituant l'offre permise concurrente doit être maintenue aux fins d'acceptation après la date de cette offre publique d'achat aux termes du Règlement 62-104 ou, si elle est postérieure, la date la plus rapprochée à laquelle les actions ordinaires peuvent faire l'objet d'une prise de livraison dans le cadre de l'offre permise.

Rachat

Jusqu'à la survenance d'un événement déclencheur auquel le conseil n'a pas renoncé, le conseil peut décider de racheter la totalité mais non moins de la totalité des droits alors en cours au prix de rachat de 0,0001 \$ (sous réserve d'un rajustement) par droit, arrondi à la baisse au cent entier le plus près pour chaque porteur de droits.

Obligation fiduciaire du conseil

Le régime de droits n'entravera ni ne réduira l'obligation du conseil d'agir avec honnêteté et de bonne foi dans l'intérêt de la Société et de ses actionnaires. Le conseil continuera d'avoir l'obligation et le pouvoir de prendre les mesures et de faire les recommandations aux actionnaires qui sont jugées appropriées.

Modification du régime de droits

Le conseil peut modifier le régime de droits avec l'approbation de la majorité des voix exprimées par les actionnaires indépendants votant en personne et par procuration. Sans cette approbation, le conseil peut modifier le régime de droits afin de corriger toute erreur administrative ou typographique ou d'apporter les modifications nécessaires afin de maintenir la validité du régime de droits par suite d'une modification des lois, des règles ou des exigences réglementaires applicables.

Durée

Si le régime de droits est approuvé par les actionnaires, il expirera à la fermeture des bureaux à la date de l'assemblée annuelle 2025 de la Société, à moins que sa prorogation pour des périodes supplémentaires de trois ans ne soit approuvée par les actionnaires indépendants de la Société.

Recommandation du conseil; exercice des droits de vote rattachés aux procurations

La résolution relative au régime de droits, dont le texte est reproduit à l'annexe A de la présente circulaire, doit être approuvée par au moins la majorité des voix exprimées à l'assemblée annuelle et extraordinaire par tous les actionnaires de la Société présents ou représentés par un fondé de pouvoir pour que le régime de droits soit en vigueur.

Le conseil recommande aux actionnaires de voter EN FAVEUR de l'approbation de la résolution relative au régime de droits, tel qu'il est décrit dans la présente circulaire.

En l'absence d'instructions de vote, les droits de vote afférents aux procurations reçues par la direction seront votés EN FAVEUR de l'approbation de la résolution relative au régime de droits.

GOUVERNANCE

Énoncé sur la gouvernance

Les politiques et pratiques en matière de gouvernance de la Société sont examinées régulièrement par le conseil et mises à jour s'il est jugé nécessaire ou souhaitable de le faire. Les pratiques de gouvernance de Trisura concordent avec les lignes directrices en matière de gouvernance adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la TSX. Le texte qui suit est une description des pratiques en matière de gouvernance de Trisura.

La Société s'est dotée d'un programme de conformité complet qui comprend un Code de conduite et d'éthique (le « **Code de conduite** ») qui s'applique à tous les administrateurs, dirigeants et employés de la Société ainsi que des politiques de la Société connexes, en plus de mettre en œuvre une politique de dénonciation supervisée par le chef de la direction, le chef des finances, le premier vice-président, Ressources humaines et le chef de la conformité, et une politique sur la protection des renseignements personnels supervisée par les chefs de la conformité des territoires respectifs. La haute direction fait rapport au conseil et à ses comités au sujet de la surveillance du code de conduite et de la politique de dénonciation.

Nos structures et procédures en matière de gouvernance et de conformité comprennent :

- notre code de conduite, qui est intégré à nos programmes de formation interne;
- le soutien de l'équipe de conformité, qui contrôle la mise en œuvre des règles, tendances et pratiques exemplaires en matière de législation, de gouvernance, de réglementation et de conformité;
- des politiques et mécanismes de divulgation rigoureux, y compris des procédures de dénonciation et de signalement d'incidents qui protègent l'anonymat et la confidentialité;
- des politiques sur la gouvernance des données et la cybersécurité;
- des politiques sur les conflits d'intérêts, la divulgation d'information importante et les opérations d'initié;
- des mécanismes de protection des droits de la personne.

Code de conduite et d'éthique

Chaque année, les administrateurs, dirigeants et employés de la Société passent en revue le Code de conduite et confirment qu'ils le respectent. Sous réserve des modifications nécessaires et compte tenu des nouvelles tendances en matière de pratiques exemplaires et des exigences légales, le Code de conduite est approuvé par le conseil annuellement. Notre Code de conduite peut être consulté sur SEDAR, au www.sedar.com, et sur notre Site Web, au www.trisura.com/group.

Les principes de notre Code de conduite favorisent l'adoption d'une conduite personnelle et de normes éthiques des plus rigoureuses et portent sur le respect de la confidentialité, l'évitement des conflits d'intérêts, la priorité au respect en milieu de travail, les actes socialement responsables, l'usage approprié des ressources et des occasions de la Société, l'adoption de saines pratiques commerciales et le respect de la loi.

Politique de dénonciation

Notre politique de dénonciation vise à protéger l'intégrité des rapports financiers et des relations d'affaires de la Société et à favoriser le respect du Code de conduite. Le signalement des incidents peut se faire de façon confidentielle par un certain nombre de canaux, dont un tiers indépendant permettant le signalement anonyme.

Le premier vice-président, Ressources humaines et chef des finances examine les rapports sur les enquêtes déclenchées par une dénonciation au besoin, au moins une fois par année. et communique ses conclusions au conseil s'il y a lieu. Aucune enquête à la suite d'une dénonciation n'a eu lieu dans l'histoire de la Société.

Conseil d'administration

À l'heure actuelle, le conseil est composé de sept administrateurs. Les administrateurs sont élus par les actionnaires à chaque assemblée annuelle des actionnaires, et tous les administrateurs demeurent en fonction pour un mandat qui prend fin à la clôture de la prochaine assemblée annuelle ou au moment de l'élection ou de la nomination de leurs remplaçants respectifs. Les candidats pour élection par les actionnaires sont choisis par le comité de gouvernance et de rémunération du conseil (le « **comité de gouvernance** »).

Le conseil a adopté une politique relative à l'élection des administrateurs à la majorité. Se reporter à la rubrique « Points à l'ordre du jour — Politique relative à l'élection des administrateurs à la majorité ».

Dispositions relatives au préavis

Les règlements administratifs de la Société incluent certaines dispositions relatives au préavis (les « **dispositions relatives au préavis** »); ils peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Les dispositions relatives au préavis exigent qu'un préavis soit remis à la Société dans les cas où la candidature d'une personne est proposée aux fins d'élection au conseil par les porteurs des actions ordinaires (ou de toute autre action conférant alors un droit de vote), à l'exception d'une « proposition » faite conformément aux dispositions de la **LSAO** ou d'une demande de la part des actionnaires présentée conformément aux dispositions de la **LSAO**.

Les dispositions relatives au préavis fixent les délais dans lesquels les actionnaires doivent remettre un avis des mises en candidature à un poste d'administrateur à la Société avant toute assemblée des actionnaires. Dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, l'avis doit être remis non moins de 30 jours avant la date de l'assemblée annuelle. Si l'assemblée annuelle doit avoir lieu à une date qui tombe moins de 50 jours après la date à laquelle la première annonce publique de la date de l'assemblée annuelle a été faite, l'avis peut être remis au plus tard à la fermeture des bureaux le 10^e jour suivant la date de l'avis. Dans le cas d'une assemblée extraordinaire des actionnaires (qui n'est pas également une assemblée annuelle), l'avis doit être remis à la Société au plus tard à la fermeture des bureaux le 15^e jour suivant la date à laquelle la première annonce publique de la date de l'assemblée extraordinaire est faite.

Les dispositions relatives au préavis exigent également que les actionnaires qui présentent des candidats à un poste d'administrateur fournissent avec leur préavis certains renseignements importants au sujet d'eux-mêmes et de leurs candidats.

Le président de l'assemblée décide si une mise en candidature a été faite conformément à la procédure susmentionnée dans les dispositions relatives au préavis.

Le conseil peut, à son seul gré, renoncer à toute exigence prévue dans les dispositions relatives au préavis.

Mandat du conseil

Le conseil est chargé de superviser la gestion des activités et des affaires internes de Trisura directement et par l'intermédiaire de trois comités permanents : le comité d'audit, le comité de gouvernance et le comité de gestion du risque (au sens qui est donné à ce terme ci-après) (collectivement, les « **comités** »). Les responsabilités respectives du conseil et de chaque comité sont énoncées dans des chartes écrites, qui sont passées en revue et approuvées tous les

ans par le conseil. La charte du conseil d'administration se trouve à l'annexe C de la présente circulaire. Les chartes des comités peuvent être consultées sur notre site Web à l'adresse www.trisura.com/group.

Le conseil est responsable de ce qui suit :

- superviser le processus de planification stratégique à long terme de la Société et examiner et approuver son plan d'affaires;
- examiner les principales initiatives stratégiques afin d'établir si les mesures proposées par la direction correspondent aux objectifs d'entreprise à long terme de la Société et à ceux des actionnaires;
- nommer le chef de la direction de la Société, superviser la sélection des autres membres de la haute direction et examiner la planification de la relève;
- évaluer le rendement des membres de la direction selon les plans d'affaires approuvés;
- examiner et approuver les rapports préparés à l'intention des actionnaires, notamment les états financiers annuels et intermédiaires;
- superviser le programme environnemental, social et de gouvernance de la Société et les pratiques connexes;
- examiner et surveiller les contrôles et les procédures liés à la cybersécurité;
- superviser l'approche de la direction concernant la gestion de l'incidence des principaux risques auxquels la Société est confrontée;
- favoriser une bonne gouvernance d'entreprise;
- protéger la participation des actionnaires grâce à l'utilisation optimale des ressources en capital de la Société.

Administrateurs indépendants

Six des sept administrateurs du conseil, dans sa forme actuelle, sont considérés comme « indépendants » aux termes des lois sur les valeurs mobilières applicables. M. Clare n'est pas considéré comme « indépendant », au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, en raison de son poste de président et chef de la direction de Trisura. Le conseil sonde ses administrateurs une fois par année afin d'obtenir les renseignements nécessaires pour évaluer leur indépendance. Le conseil détermine lesquels des administrateurs au sein du conseil sont considérés comme indépendants en fonction des recommandations formulées par son comité de gouvernance, qui évalue l'indépendance des administrateurs selon les lignes directrices prescrites dans les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les administrateurs indépendants tiennent des réunions à huis clos à chaque réunion du conseil et de ses comités, réunions auxquelles la direction et les administrateurs non indépendants n'assistent pas, et ils ont l'occasion, à leur gré, de tenir des assemblées ponctuelles auxquelles la direction et les administrateurs non indépendants n'assistent pas. En 2021, il y a eu cinq rencontres privées des administrateurs indépendants. Chaque comité est composé en totalité d'administrateurs indépendants.

Renouvellement du conseil

Le comité de gouvernance examine régulièrement la composition du conseil en fonction des critères et des exigences en matière de compétences approuvés par les administrateurs et recommande des modifications appropriées concernant le renouvellement des membres du conseil. Le comité de gouvernance n'est pas favorable à l'imposition d'un âge obligatoire pour la retraite, d'une limite à la durée du mandat des administrateurs ou d'autres mécanismes obligatoires de renouvellement du conseil, puisqu'il est d'avis que ces politiques sont trop contraignantes; par conséquent, la Société ne prévoit aucune limite à la durée des mandats ni d'autres mécanismes pour obliger le renouvellement du conseil. Le comité de gouvernance estime que l'ajout de temps à autre de nouvelles voix et perspectives au conseil pourrait aider Trisura à s'adapter à un environnement commercial en transformation. Ainsi, en février 2022, la Société a nommé M^{me} Madon au conseil. M^{me} Madon est une professionnelle chevronnée très respectée qui possède une expérience précieuse en gestion du risque, en finances, en gouvernance, en gestion de

placements, en responsabilité sociale et environnementale, en communication d'information aux organismes de réglementation, en fiscalité et en technologie.

Descriptions de poste

Le conseil a adopté une description de poste écrite pour le président du conseil (le « **président** »), qui décrit les responsabilités clés du président, y compris, selon le cas, les tâches relatives à l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil, à la présidence du conseil et des assemblées des actionnaires et aux communications avec les actionnaires et les autorités de réglementation. Le conseil a aussi adopté une description de poste écrite pour chacun des présidents de comité qui décrit les responsabilités clés du président du comité, y compris les tâches relatives à l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil, à la présidence des réunions de comité et aux travaux avec le comité respectif et les membres de la direction pour s'assurer, dans la mesure du possible, du bon fonctionnement du comité.

Le conseil a également adopté des descriptions de poste écrites pour le chef des finances qui décrivent les responsabilités clés du chef des finances. Les fonctions principales du chef des finances sont de donner une direction aux activités et aux affaires internes de la Société, de mener la mise en œuvre des résolutions et des politiques du conseil, de superviser la gestion quotidienne et de communiquer avec les actionnaires et les autorités de réglementation.

Orientation et formation continue des administrateurs

Le comité de gouvernance a mis en place un programme d'orientation pour les nouveaux administrateurs dans le cadre duquel un nouvel administrateur reçoit des documents d'accueil et rencontre individuellement le président du conseil et les membres de la haute direction de Trisura. Un nouvel administrateur bénéficie d'une orientation et d'une formation complète concernant la nature et l'exploitation de la Société et de ses activités, la culture et les valeurs de la Société, l'approche concernant les questions environnementales, sociales et de gouvernance, la gestion du risque, le rôle du conseil et de ses comités et l'apport attendu de chaque administrateur. Tous les administrateurs reçoivent aussi périodiquement des versions mises à jour des documents d'orientation. Le comité de gouvernance est chargé de coordonner les programmes de perfectionnement pour les administrateurs qui restent en place pour leur permettre de conserver ou de perfectionner leurs compétences et leurs aptitudes à titre d'administrateur et de maintenir à jour leur connaissance et leur compréhension de la Société et de ses activités.

En outre, la Société offre des activités de formation continue aux administrateurs. Lors de chaque réunion régulière du conseil, une période est réservée pour des présentations sur les divers domaines d'activités de Trisura données par des responsables de l'activité en question ou des personnes qui possèdent une bonne connaissance de celle-ci. S'il y a lieu, des présentations sont aussi prévues sur les nouveautés ou les tendances concernant la gouvernance ou les obligations fiduciaires des administrateurs.

En 2021, la Société a tenu cinq séances de formation. Tous les administrateurs ont assisté aux cinq séances, qui portaient notamment sur les tendances en matière d'assurance de biens et de risques divers, l'innovation, le cautionnement en Amérique du Nord, l'embauche, la COVID-19, la cybersécurité, la gestion du risque de réassurance, la surveillance des programmes et l'évolution de la réglementation.

Le conseil effectue également des visites périodiques sur place des activités commerciales de la Société dans les marchés clés à l'extérieur de Toronto, où des réunions régulières du conseil sont normalement tenues. Ces visites visent à donner aux administrateurs l'occasion d'en apprendre davantage sur les unités d'exploitation de la Société et de rencontrer en personne la direction locale. Compte tenu des restrictions imposées pendant la pandémie de COVID-19, la dernière visite a eu lieu en novembre 2019. La Société a l'intention de relancer cette pratique dès qu'il sera sécuritaire de le faire.

La direction sollicite régulièrement les administrateurs pour obtenir des suggestions concernant les sujets et les enjeux sur lesquels ils aimeraient recevoir une présentation ou des renseignements supplémentaires.

Conflits d'intérêts

Lorsqu'un administrateur a un intérêt important dans une question que notre conseil ou un comité auquel il siège doit examiner, il peut être tenu de se retirer de la réunion pendant que se déroulent les discussions et le vote sur la question. Les administrateurs sont également tenus de se conformer aux dispositions pertinentes de la LSAO concernant les conflits d'intérêts.

Engagement des administrateurs et administrateurs siégeant ensemble à d'autres conseils

Le comité de gouvernance surveille les tâches auxquelles chaque administrateur consacre du temps et de l'attention en dehors de ses fonctions d'administrateur du conseil. Cette surveillance consiste notamment à revoir le nombre de conseils de sociétés ouvertes auxquels un administrateur siège afin de s'assurer qu'aucun administrateur ne doive consacrer trop de temps à d'autres sociétés ouvertes, ce qui pourrait réduire sa capacité à s'acquitter avec efficacité de ses responsabilités de surveillance à titre de membre du conseil. Le comité de gouvernance surveille également les membres du conseil et des comités qui siègent ensemble à d'autres conseils parmi tous les administrateurs. Cette situation se produit lorsque deux administrateurs d'une société siègent ensemble au conseil d'une autre société. Cette situation se produit également lorsque deux administrateurs siègent ensemble à un autre conseil et qu'ils sont aussi membres du même comité, dans chacun des cas, à l'exception des filiales de la Société. À l'heure actuelle, aucun des candidats à un poste d'administrateur ne siège avec un autre administrateur à d'autres conseils.

Évaluation du conseil, des comités et de chacun des administrateurs

Le comité de gouvernance est chargé, avec le président du conseil, d'élaborer et de mettre en œuvre des procédures afin d'évaluer l'efficacité du conseil, de ses comités et de l'apport de chacun des membres du conseil. Le comité de gouvernance prend également des mesures raisonnables pour évaluer annuellement le rendement et l'efficacité des administrateurs qui siègent au conseil, à ses comités, de chacun des membres, du président du conseil et des présidents de comité. L'évaluation traite notamment de l'indépendance de chaque administrateur, des compétences générales de chacun des administrateurs et du conseil en général, ainsi que des compétences financières de chaque administrateur. Le conseil reçoit et examine les recommandations du comité de gouvernance en ce qui concerne les résultats de l'évaluation du rendement et de l'efficacité du conseil, de ses comités et de chacun des membres. L'évaluation annuelle de chaque administrateur comprend également un examen par les pairs fait par les membres du conseil.

Grille de compétences

La grille de compétences du conseil présentée ci-après indique les compétences et l'expérience que le conseil priorise, reflète les forces actuelles du conseil dans son ensemble et sert à repérer les lacunes dans l'expérience ou les compétences des membres du conseil. Les critères de sélection d'un administrateur comprennent les suivants pour chaque candidat : sa disponibilité, sa personnalité, son jugement éclairé, son éthique professionnelle et sa bonne réputation. De plus, la direction et le conseil veillent à ce que les membres du conseil aient une expertise et des compétences diversifiées, dont celles énumérées ci-dessous, qui reflètent les besoins de la Société. Les compétences de chaque administrateur sont inscrites dans la grille de compétences ci-après (selon les résultats de l'auto-identification). La grille de compétences aide également au processus de planification de la relève des membres du conseil.

Compétences	David Clare	Paul Gallagher	Barton Hedges	Janice Madon	Greg Morrison	George E. Myhal	Robert Taylor	Nombre total d'administrateurs possédant ces compétences
Comptabilité/Audit	X	X	X	X	X	X	X	7
Services financiers	X	X	X	X	X	X	X	7
Gouvernance		X	X	X	X	X	X	6
Gestion de placement	X	X	X	X	X	X		6
Affaires juridiques et réglementaires				X	X			2
Opérations avec les particuliers et les entreprises	X		X				X	3
Gestion des risques		X	X	X	X	X	X	6
Responsabilité sociale et environnementale		X		X		X		3
Gestion stratégique / Haute direction	X	X	X	X	X	X	X	7
Gestion du talent / Rémunération des cadres			X		X	X	X	4
Technologie		X		X				2

Gestion du capital humain

Il incombe au conseil de voir à la supervision stratégique de la gestion du capital humain de la Société, notamment la supervision de l'efficacité de l'organisation, de la culture du lieu de travail, de la planification de la relève, de la rémunération, de la diversité et de l'inclusion. Dans le contexte actuel, cela comprend également la supervision de la réponse de la Société face à la pandémie de Covid-19, y compris les mesures prises pour assurer la sécurité et le bien-être de ses employés. Le conseil est aidé par le comité de gouvernance et l'équipe des ressources humaines dans sa supervision de la gestion du capital humain de la Société.

La gestion du capital humain et le développement de talent sont essentiels à notre succès et constituent des facteurs clés qui nous permettent d'apporter de la valeur à nos parties intéressées. Nous nous engageons à offrir un lieu de travail où les employés sont entourés d'une équipe forte, diversifiée et inclusive qui les inspirera et leur donnera la possibilité de faire de leur mieux.

La priorité de la Société est de créer un lieu de travail où les employés se sentent valorisés, respectés et entendus et auquel ils peuvent contribuer chaque jour. Nous pensons qu'une main-d'œuvre diversifiée et inclusive favorise un échange optimal de perspectives, enrichit les discussions à tous les échelons de la Société et permet d'accueillir des approches et des idées différentes.

Nous cherchons à avoir un effectif très engagé, à être considérés comme un meilleur employeur, à être reconnus comme une destination pour les personnes de talent et les experts et à former nos employés pour qu'ils obtiennent du succès dans un milieu stimulant et en évolution.

Planification de la relève

La Société planifie la relève à différents niveaux de l'organisation, notamment en ce qui concerne les administrateurs, afin de s'assurer que nous développons des talents pour les postes dans l'avenir et que nous sommes prêts à faire face à des départs et des retraites imprévus. La Société vise à utiliser la planification de la relève comme un levier pour réaliser des progrès au titre de la diversité au sein du conseil et de l'équipe de direction.

Le conseil doit s'assurer que la Société repose sur une structure organisationnelle adéquate, en comptant notamment sur un chef de la direction et d'autres dirigeants qui ont des compétences complémentaires et l'expertise nécessaire pour assurer une saine gestion de l'entreprise et des affaires de la Société et son rendement à long terme.

Le conseil est soutenu dans cette fonction par le comité de gouvernance, qui fait des recommandations sur la nomination, l'évaluation, la rémunération et la fin d'emploi (le cas échéant) du chef de la direction et des autres hauts dirigeants, veille à l'évaluation des hauts dirigeants et présente un plan annuel de relève des hauts dirigeants. Le comité de gouvernance conseille la direction en ce qui concerne son plan de relève, y compris la nomination, le développement et le suivi des hauts dirigeants.

Pour limiter les risques que les activités de la Société souffrent d'un manque de talents, les plans liés à la planification de la relève sont examinés au moins une fois par année et mis en œuvre sur une base continue pour faciliter le renouvellement des talents et assurer des transitions harmonieuses du leadership de la Société. Le vice-président principal des ressources humaines examine chaque année les plans de relève et prépare un rapport qui couvre un certain nombre de postes essentiels, dont ceux des hauts dirigeants et du chef de la direction. Pour chaque poste essentiel, un bassin de candidats est créé et ceux-ci sont classés selon le moment où ils seront prêts à prendre la relève : « prêt maintenant », « prêt dans 1 à 3 ans » et « prêt dans 3 à 5 ans ». Dans les cas où un manque de talents ou un risque est noté, un plan de perfectionnement est établi pour déterminer les successeurs potentiels et les aider à se perfectionner. Les plans de perfectionnement personnalisés peuvent comprendre des mouvements latéraux pour diversifier les expériences, de la formation sur le leadership, des occasions de mentorat et d'autres programmes spéciaux.

Le rapport annuel sur le plan de relève est présenté au comité de gouvernance aux fins d'examen, d'analyse, de discussion et de présentation au conseil. Les membres du comité et les administrateurs participent activement aux discussions en cours à longueur d'année avec la direction relativement à la planification de la relève. Les membres du comité de gouvernance et l'ensemble du conseil s'assurent de rencontrer les candidats ciblés dans les plans de relève pour les postes de dirigeant, d'avoir des interactions directes avec eux et d'apprendre à les connaître, et de pouvoir concrètement apprécier leurs aptitudes et leur savoir-faire, y compris lors de présentations par ceux-ci pendant des réunions régulières, lors de présentations pendant les séances de formation annuelles, ainsi que pendant des rencontres et des discussions avec eux. Les membres du comité de gouvernance, ainsi que les membres du conseil, croient fermement qu'ils ont acquis une connaissance approfondie et complète de la planification de la relève et des candidats désignés pour la relève au sein de l'organisation.

Diversité et inclusion

En février 2019, Trisura a instauré une politique officielle en matière de diversité au conseil qui concerne la diversité, y compris la diversité de genre. Les objectifs de la politique sont les suivants :

- Les nominations au conseil seront fondées sur le mérite et tiendront dûment compte des avantages que présente la diversité pour le conseil, de sorte que chaque candidat possède les compétences, les connaissances et l'expérience voulues pour exercer efficacement ses fonctions comme administrateur;
- Dans le processus d'identification et de sélection des administrateurs, la diversité au sein du conseil, y compris la présence des femmes au conseil, influencera la planification de la relève et sera un critère de sélection et de mise en candidature de nouveaux candidats pour élection au conseil.

Il incombe au comité de gouvernance de mettre en place la politique en matière de diversité au conseil, de faire le suivi des progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs et de recommander au conseil les changements nécessaires devant être apportés à la politique.

Le conseil a adopté une cible de diversité de genre pour le conseil, à savoir qu'au moins 30 % des administrateurs du conseil s'identifient en tant que femmes, tout en continuant de s'assurer de la représentation optimale des compétences et de l'expertise. À l'heure actuelle, 14 % des administrateurs du conseil s'identifient en tant que femmes. Le conseil s'engage à atteindre la cible de diversité de genre, à savoir qu'au moins 30 % des administrateurs s'identifient en tant que femmes avant l'assemblée annuelle des actionnaires 2024 de la Société.

De manière plus générale, Trisura a élaboré une politique en matière de diversité qui établit l'engagement de la Société à favoriser, à cultiver et à maintenir une culture de diversité et d'inclusion. Nous encourageons et acceptons avec enthousiasme les différences sur les plans de l'âge, de la couleur, de l'origine ethnique, de l'état familial ou matrimonial, de l'identité ou de l'expression de genre, de la langue, de l'origine nationale, de la capacité physique et mentale, de l'appartenance politique, de la race, de la religion, de l'orientation sexuelle et des autres caractéristiques qui rendent les membres de notre personnel uniques. À cet effet, la Société a également retenu les services d'un fournisseur de service pour l'aider dans la constitution d'un cadre d'équité, que Trisura entend mettre en œuvre.

Quatorze dirigeants de la Société s'identifient en tant que femmes (30 % des dirigeants de la Société).

Questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »)

Nous estimons que le fait d'agir de manière responsable envers toutes les parties intéressées est essentiel au fonctionnement d'une entreprise productive, rentable et durable. Ce principe sous-tend notre philosophie d'exercer une entreprise dans une perspective à long terme de façon durable et éthique. Le conseil a la supervision ultime de la stratégie en matière d'ESG, ce qui comprend la supervision des risques et des occasions liés au climat. Le conseil reçoit des comptes rendus réguliers sur les initiatives de la Société en matière d'ESG pendant l'année.

Bien que l'exposition aux biens de la Société soit principalement liée aux programmes de solutions de façade, les risques physiques et les risques liés aux conditions météorologiques ont une incidence sur l'entreprise exposée aux biens que la Société exerce. La direction évalue et gère les risques liés au climat afin d'adapter notre entreprise aux effets des changements climatiques au moyen de la modélisation de catastrophes et d'ajustements aux pratiques d'établissement des prix relativement aux conditions météorologiques extrêmes, tout en continuant de redéfinir la façon dont nous choisissons l'entreprise exposée aux biens et en structurant une couverture de réassurance appropriée.

La Société a récemment approuvé une politique en matière d'investissement responsable, qui requiert l'inclusion de facteurs ESG dans nos décisions d'investissement, et ce, depuis le contrôle diligent d'un investissement possible jusqu'au processus de sortie final. La direction suit le processus de mise en œuvre de cette politique dans l'ensemble de notre portefeuille d'investissements. Dans le cadre de la politique en matière d'investissement responsable, pendant l'étape du contrôle diligent initial, nous avons recours à la recherche interne et externe pour identifier les risques importants en matière d'ESG et les occasions qui se rapportent à l'investissement possible. Nous effectuons un contrôle diligent plus approfondi au besoin.

Consultation avec les parties intéressées

Le conseil et la direction apprécient l'interaction avec l'ensemble des parties intéressées puisqu'il est important d'avoir de façon régulière une communication constructive fondée sur la collaboration avec les actionnaires, les clients, les gouvernements, les employés et les collectivités et d'encourager le dialogue ouvert et l'échange d'idées et de points de vue.

La communication avec les parties intéressées prend différentes formes : notre assemblée annuelle des actionnaires, notre rapport annuel, notre circulaire d'information de la direction, notre notice annuelle, nos rapports trimestriels et notre information trimestrielle, nos conférences téléphoniques trimestrielles, nos communiqués, notre site Web, nos présentations à des conférences d'investisseurs ou de l'industrie et d'autres réunions à l'interne et à l'externe.

Bien que l'interaction avec la direction soit la plus fréquente, le président de notre conseil peut s'adresser aux parties intéressées chaque année à notre assemblée annuelle des actionnaires.

Nous continuons d'encourager nos parties intéressées à communiquer avec nos administrateurs et la direction pour discuter de sujets d'importance. Les parties intéressées qui souhaitent communiquer avec les administrateurs et la direction peuvent le faire par l'intermédiaire du secrétaire (bryan.sinclair@trisura.com). D'autres renseignements sur nos événements organisés à l'intention des parties intéressées sont disponibles sur notre site Web au www.trisura.com/group.

Comités du conseil

Chaque comité permanent du conseil – le comité d'audit, le comité de gouvernance et le comité de gestion du risque – est composé en totalité d'administrateurs indépendants. Les responsabilités respectives de chaque comité sont énoncées dans des chartes écrites, qui sont examinées et approuvées annuellement par le conseil et qui peuvent être consultées sur notre site Web à l'adresse www.trisura.com/group.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé de trois administrateurs, qui sont tous des administrateurs indépendants et des personnes ayant des compétences financières au sens du *Règlement 52-110 sur les comités d'audit* (le « **Règlement 52-110** »). En date du 31 mars 2022, le comité d'audit était composé de MM. Gallagher (président du comité d'audit), Hedges et Taylor. Chacun des membres du comité d'audit doit avoir une bonne compréhension des principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers et une expérience variée quant à l'application générale de ces principes comptables, ainsi qu'une bonne compréhension des contrôles internes et des procédures nécessaires à la présentation de l'information financière. Pour obtenir plus de renseignements sur la formation et l'expérience pertinentes des membres du comité d'audit, se reporter à la rubrique « Points à l'ordre du jour — Élection des administrateurs ».

Le comité d'audit est responsable de ce qui suit : (i) surveiller les systèmes et les procédures d'information financière ainsi que les contrôles internes connexes de la Société, et le rendement des auditeurs de la Société; (ii) examiner certains documents d'information émis à l'intention du public, avant leur approbation par la totalité des membres du conseil et leur diffusion auprès du public, notamment les états financiers et les rapports de gestion trimestriels et annuels de la Société; (iii) recommander un auditeur aux fins de la nomination de l'auditeur externe, et approuver l'exécution par l'auditeur externe de tout mandat autre que d'audit; (iv) contrôler l'exposition au risque financier et non financier ainsi que les étapes suivies pour surveiller et contrôler ces expositions au risque, et (v) examiner annuellement les lignes directrices qui s'appliquent aux activités de trésorerie et de gestion du risque de la Société et superviser l'ensemble des activités de gestion du risque de la Société. Le comité d'audit se réunit régulièrement dans le cadre de rencontres privées avec les auditeurs de la Société, en l'absence de la direction, pour examiner certains points appropriés et en discuter. En 2021, le comité d'audit s'est réuni à quatre reprises.

En plus d'être des administrateurs indépendants selon les critères précisés ci-dessus, tous les membres du comité d'audit doivent répondre à un critère d'indépendance supplémentaire prévu par les lois canadiennes sur les valeurs mobilières, à savoir que la seule rémunération qu'eux ou leurs cabinets recevront de la Société, directement ou

indirectement, sera leurs jetons de présence. Par ailleurs, le comité d'audit exige que tous les administrateurs mentionnent toute forme de lien avec un auditeur actuel ou antérieur de la Société, afin qu'il puisse évaluer si ce lien a une incidence sur l'indépendance de l'administrateur.

D'autres renseignements sur le comité d'audit figurent à la rubrique « Renseignements sur le comité d'audit » de la notice annuelle, qui peut être consultée à l'adresse www.sedar.com.

Comité de gouvernance

En date du 31 mars 2022, le comité de gouvernance était composé de MM. Myhal (président du comité de gouvernance), Taylor et Gallagher, qui sont tous indépendants au sens du Règlement 52-110, et ils sont chargés d'examiner, de superviser et d'évaluer les politiques de gouvernance, de rémunération et de mises en candidature de la Société. Les membres du comité de gouvernance possèdent les compétences et l'expérience nécessaires pour favoriser la prise de décisions par le comité sur le caractère adéquat des politiques et des pratiques en matière de rémunération. Se reporter à la rubrique « Points à l'ordre du jour — Élection des administrateurs — Candidats aux postes d'administrateur » pour obtenir une description des qualifications professionnelles de chaque membre du comité de gouvernance.

Il incombe au comité de gouvernance, en collaboration avec le président du conseil, d'évaluer de temps à autre la taille et la composition du conseil et de ses comités, d'examiner l'efficacité des activités du conseil et ses relations avec la direction, d'évaluer le rendement du conseil, de ses comités et de ses administrateurs à titre individuel, de revoir l'énoncé des pratiques en matière de gouvernance de la Société et d'examiner la rémunération des administrateurs, puis de faire des recommandations à cet effet. En 2021, le comité de gouvernance s'est réuni à quatre reprises.

Le conseil dispose des procédures en bonne et due forme pour évaluer son rendement, celui de ses comités et celui des administrateurs à titre individuel. Le comité de gouvernance examine chaque année le rendement du conseil, de ses comités et l'apport individuel des administrateurs.

Le comité de gouvernance est également responsable de l'examen des états de service des candidats aux postes d'administrateur du conseil et de la recommandation des candidats, ce qui comprend les candidats qui sont proposés aux postes d'administrateur à l'assemblée. Les candidats sont évalués en fonction des critères déterminés par le conseil afin de s'assurer que le conseil dispose de la combinaison appropriée de talents, de qualités, de compétences, de diversité, de visions et d'autres exigences qui sont nécessaires pour favoriser une saine gouvernance d'entreprise et un conseil d'administration efficace.

Le comité de gouvernance examine, au moins une fois l'an, la composition des comités du conseil afin de s'assurer que celle-ci est conforme aux différentes lignes directrices applicables en matière de gouvernance, que la charge de travail est répartie équitablement entre les administrateurs indépendants et que les personnes qui siègent au comité changent comme il convient. Le comité de gouvernance consulte ainsi le président et présente des recommandations au conseil, qui nomme les membres du comité.

Il incombe également au comité de gouvernance d'évaluer la planification des ressources en personnel de direction et de faire rapport au conseil à cet effet. La planification des ressources en personnel de direction comprend la planification de la relève et les nominations proposées quant aux membres de la haute direction, la description de tâches et les objectifs annuels des membres de la haute direction, la définition des modalités de rémunération des membres de la haute direction dans l'ensemble, y compris une évaluation des risques associés aux régimes de rémunération, de même que la détermination des niveaux de rémunération du chef de la direction et des autres membres de la haute direction. Le comité de gouvernance examine également le rendement des membres de la haute direction par rapport à des objectifs écrits et présente un rapport de son examen.

Le comité de gouvernance examine les opérations entre parties liées au cours de l'année conformément à la législation applicable afin de s'assurer que les modalités de ces opérations correspondent à la juste valeur marchande. Toute opération entre parties liées serait communiquée dans les états financiers de la Société.

Comité de gestion du risque

En date du 31 mars 2022, le comité de gestion du risque du conseil (le « **comité de gestion du risque** ») était composé de MM. Hedges (président du comité de gestion du risque), Gallagher et Taylor, qui sont tous indépendants au sens du Règlement 52-110, et ils sont chargés de superviser les infrastructures de gestion du risque et les investissements de Trisura. Le comité de gestion du risque se rencontre chaque trimestre pour examiner les procédures de gestion des risques d'ordre financier, les niveaux de capital, le plan ainsi que les stratégies d'investissement du portefeuille de la Société. Il incombe au comité de gestion du risque de passer en revue et d'approuver les objectifs et les besoins financiers que la direction recommande, dont la répartition de l'actif, la tolérance au risque, l'horizon de placement, la suffisance du capital et le respect des lignes directrices en matière de placement et de la politique d'investissement responsable de la Société. Le comité de gestion du risque assure la surveillance des risques liés à la cybersécurité, y compris l'examen et l'approbation, chaque année, de la politique sur les interventions en cas d'incident de cybersécurité de la Société. En outre, le comité de gestion du risque supervise la fonction d'investissement interne de la Société et est chargé, entre autres choses, de la sélection et du choix du chef de la gestion du risque et du chef des investissements de Trisura. En 2021, le comité de gestion du risque s'est réuni à quatre reprises.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Aperçu

Le conseil, par l'intermédiaire du comité de gouvernance, est chargé d'examiner et d'approuver les arrangements en matière de rémunération des administrateurs et toute modification de ces arrangements.

Le comité de gouvernance établit les arrangements en matière de rémunération pour chaque administrateur qui n'est pas un employé de la Société ou d'un des membres de son groupe. Le programme de rémunération des administrateurs est conçu pour recruter et maintenir en poste les personnes les plus compétentes afin de siéger au conseil. Les administrateurs non employés reçoivent des honoraires annuels (les « **honoraires annuels** ») de 60 000 \$ et les présidents du comité d'audit, du comité de gouvernance et du comité de gestion du risque reçoivent des honoraires annuels supplémentaires de 15 000 \$. Les administrateurs sont tenus de recevoir une certaine partie de leurs honoraires annuels en UAD, comme il est décrit à la rubrique « — Lignes directrices en matière d'actionnariat des administrateurs » ci-après. La Société a adopté un régime d'UAD à l'intention des administrateurs non employés qui prévoit l'attribution d'UAD aux administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société ou des membres de son groupe. Les UAD sont des attributions qui donnent aux participants le droit de recevoir, après la cessation de leurs fonctions à titre d'administrateur, un montant en espèces correspondant à la valeur d'une action ordinaire au moment du règlement. Les droits rattachés aux UAD sont acquis immédiatement et ceux-ci donnent droit à des équivalents de dividendes lorsque des dividendes sont versés sur les actions ordinaires. En outre, les administrateurs peuvent choisir de recevoir la totalité de leur rémunération sous forme d'UAD.

Les frais raisonnables engagés par les administrateurs dans le cadre de leurs fonctions leur sont remboursés. En outre, les administrateurs sont autorisés à recevoir une rémunération pour les services rendus à la Société à tout autre titre, sauf pour les services rendus en tant qu'administrateurs d'une de ses filiales. Les administrateurs qui sont des employés ou reçoivent un salaire de la Société ou de ses filiales ne sont pas admissibles à recevoir une rémunération à titre d'administrateurs, mais ils ont droit au remboursement des frais raisonnables qu'ils ont engagés dans le cadre de leurs fonctions.

Lignes directrices en matière d'actionnariat des administrateurs

Les administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société ou de ses filiales sont assujettis à des exigences en matière d'actionnariat. Trisura exige que chacun de ces administrateurs détienne des actions ordinaires ou des UAD, dont la valeur totale correspond au moins à trois fois leurs honoraires annuels, tels qu'ils sont déterminés par le conseil de temps à autre. Les administrateurs doivent respecter cette condition d'actionnariat minimal dans les cinq ans suivant leur entrée en fonction au sein du conseil. Les administrateurs reçoivent la moitié de leurs jetons de présence annuels sous forme d'unités d'actions différées, et ce jusqu'à ce qu'ils aient respecté la condition d'actionnariat minimal. Par la suite, tous les administrateurs indépendants reçoivent au moins le quart de leurs jetons de présence annuels sous forme d'UAD.

En date du 12 avril 2022, l'ensemble des administrateurs actuels et des candidats proposés pour élection aux postes d'administrateur au conseil qui doivent respecter la condition d'actionnariat la respectaient. De plus, M^{me} Madon, qui a été nommée au conseil pour la première fois cette année et qui a jusqu'en février 2027 pour remplir la condition d'actionnariat minimal, est en bonne voie de remplir cette condition dans le délai imparti.

Politique anticouverture

Afin de maintenir l'harmonisation des intérêts de la Société avec ceux de ses administrateurs, la Société interdit de manière générale à tous les administrateurs, y compris la direction et les administrateurs affiliés, d'utiliser des instruments dérivés et d'autres instruments financiers pour conserver la propriété en droit de leurs actions ou unités d'actions dans la Société tout en réduisant leur exposition aux fluctuations du cours de l'action de la Société. En outre, un administrateur ne peut tenir une position vendeur dans un titre de la Société, que ce soit au moyen d'une vente à découvert ou de l'utilisation d'instruments dérivés. Ceci permet aux actionnaires de déterminer la véritable exposition économique d'un administrateur aux titres de capitaux propres de la Société. Dans certains cas précis, un administrateur peut être autorisé à effectuer une opération qui a pour effet de couvrir la valeur économique des participations directes ou indirectes qu'il détient, mais uniquement dans la mesure où l'opération (i) est effectuée et communiquée en conformité complète avec l'ensemble des règles et des règlements applicables; (ii) a été approuvée par le chef de la direction et le chef des finances et, le cas échéant, le comité de gouvernance; et (iii) se rapporte à des participations qu'il détient directement ou indirectement au-delà des participations qu'il est tenu de détenir aux termes des lignes directrices en matière d'actionnariat des administrateurs. À ce jour, aucun administrateur n'a couvert la valeur économique de ses participations directes ou indirectes dans la Société.

Propriété d'actions par les administrateurs

Le tableau suivant présente le nombre total d'actions ordinaires et d'UAD détenues par les sept candidats proposés pour élection aux postes d'administrateur au conseil à l'assemblée.

Avoirs au 31 mars 2022	Actions ordinaires	UAD	Nombre total d'actions et d'UAD
Total	742 988	111 959	854 947

Rémunération des administrateurs en 2021

Le tableau suivant présente l'information sur la rémunération reçue par les administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Nom	Poste au sein du conseil	Honoraires gagnés en espèces	Attributions fondées sur des actions (UAD)	Toute autre rémunération	Rémunération totale
Paul Gallagher	Président du comité d'audit	20 000 \$	71 250 \$	–	91 250 \$
Barton Hedges	Président du comité de gestion du risque	–	91 250 \$	–	91 250 \$
Janice Madon ⁽¹⁾		–	–	–	–
George Myhal	Président du conseil et président du comité de gouvernance	–	71 250 \$	–	71 250 \$
Greg Morrison		–	57 500 \$	–	57 500 \$

Nom	Poste au sein du conseil	Honoraires gagnés en espèces	Attributions fondées sur des actions (UAD)	Toute autre rémunération	Rémunération totale
Robert Taylor		20 000 \$	57 500 \$	–	77 500 \$

(1) Janice Madon a été nommée administratrice le 22 février 2022.

David Clare, président et chef de la direction de Trisura, n'a touché aucune rémunération en qualité d'administrateur de la Société. Se reporter à la rubrique « Rémunération des membres de la haute direction — Tableau sommaire de la rémunération » pour la rémunération de M. Clare à titre de président et chef de la direction.

Le tableau suivant présente l'information sur les UAD en circulation au 31 décembre 2021.

Nom	Nombre d'UAD dont les droits n'ont pas été acquis	Valeur marchande des UAD dont les droits n'ont pas été acquis	Valeur marchande des UAD dont les droits n'ont pas été payés⁽¹⁾
Paul Gallagher	–	–	1 276 184 \$
Barton Hedges	–	–	1 515 016 \$
Janice Madon ⁽²⁾	–	–	–
George Myhal	–	–	900 483 \$
Greg Morrison	–	–	456 584 \$
Robert Taylor	–	–	1 055 666 \$

(1) La valeur marchande est établie en fonction du cours de clôture d'une action ordinaire à la cote de la TSX le 31 décembre 2021, soit 47,69 \$.

(2) Janice Madon a été nommée administratrice le 22 février 2022.

RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Membres de la haute direction visés

Le texte qui suit décrit la structure, les programmes et les éléments importants liés à la rémunération des membres de la haute direction visés de la Société (les « **membres de la haute direction visés** »), au sens qui est donné à cette expression dans les lois sur les valeurs mobilières pertinentes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. En 2021, les membres de la haute direction visés de la Société étaient les suivants :

- David Clare, président et chef de la direction de la Société;
- David Scotland, chef des finances de la Société;
- Chris Sekine, président et chef de la direction de Trisura Canada, filiale d'exploitation de la Société;
- Michael Beasley, président et chef de la direction de Trisura États-Unis, filiale d'exploitation de la Société;
- Eileen Sweeney, vice-présidente directrice et chef des finances de Trisura États-Unis.

Analyse de la rémunération

Aperçu

Le comité de gouvernance, en collaboration avec le chef de la direction, est chargé de la mise en œuvre, de l'examen et de la surveillance des politiques de rémunération de la Société et de la rémunération des membres de la haute direction visés. Le programme de rémunération des membres de la haute direction de Trisura est conçu pour recruter, maintenir en poste et motiver des membres de la haute direction hautement qualifiés tout en rapprochant les intérêts des membres de la haute direction avec ceux des actionnaires. On s'attend à ce que les membres de la haute direction souscrivent à l'approche commerciale globale de la Société visant à créer de la valeur à long terme pour les actionnaires, à mettre l'accent sur la prise de décisions à long terme axées sur la préservation du capital et l'obtention de bons rendements du capital ajustés en fonction du risque, et à maintenir un environnement de travail d'équipe. Nous avons élaboré une approche en matière de rémunération qui récompense le bon rendement à long terme, harmonisé avec les intérêts et les attentes de nos investisseurs à long terme.

Le chef de la direction présente chaque année au comité de gouvernance ses recommandations relatives à la rémunération des hauts dirigeants visés, compte tenu du rendement de chacun d'eux au cours de l'exercice et du rendement de la Société. Le comité de gouvernance examine les recommandations du chef de la direction afin de décider s'il souhaite faire une recommandation au conseil concernant la rémunération des hauts dirigeants ou s'il recommande de modifier leur rémunération. En outre, le comité de gouvernance examine annuellement la rémunération du chef de la direction et fait des recommandations au conseil à ce propos.

Exigences en matière d'actionnariat des membres de la haute direction visés

Le chef de la direction de la Société est tenu de détenir des actions ordinaires, des UAS ou d'autres titres de capitaux propres comportant des actions ordinaires sous-jacentes de la Société dont la valeur correspond à trois fois son salaire de base, en fonction de la valeur marchande des titres détenus; il doit atteindre ce seuil dans les cinq ans suivant sa nomination au poste de chef de la direction. Les autres membres de la haute direction visés de la Société sont tenus de détenir des actions ordinaires, des UAS ou d'autres titres de capitaux propres comportant des actions ordinaires sous-jacentes de la Société dont la valeur correspond à une fois leur salaire de base, en fonction de la valeur marchande des titres détenus; ils doivent atteindre ce seuil dans les cinq ans suivant leur nomination à leur poste.

En date du 31 mars 2022, le chef de la direction et tous les autres membres de la haute direction visés satisfaisaient à leurs exigences respectives en matière d'actionnariat ou étaient en voie de le faire dans les délais applicables.

Nom et poste principal	Salaire⁽¹⁾	Actionnariat⁽²⁾	Ratio de l'actionnariat par rapport au salaire
David Clare Président et chef de la direction de la Société	350 000 \$	5 659 502 \$	16,2x
David Scotland Chef des finances de la Société	255 000 \$	316 032 \$	1,2x
Chris Sekine Président et chef de la direction de Trisura Canada	350 000 \$	4 668 890 \$	13,3x
Michael Beasley ⁽³⁾ Président de Trisura États-Unis	428 697 \$	248 976 \$	0,6x
Eileen Sweeney ⁽³⁾ Vice-présidente directrice et chef des finances de Trisura États-Unis	402 374 \$	4 922 334 \$	12,2x

-
- (1) Représente le salaire gagné en 2021.
 - (2) Correspond à la valeur marchande des actions ordinaires et des unités d'actions subalternes détenues au 31 mars 2022, où la valeur marchande est établie en fonction du cours de clôture d'une action ordinaire à la cote de la TSX le 31 mars 2022, soit 34,37 \$.
 - (3) M. Beasley et M^{me} Sweeney sont rémunérés en dollars américains. Leur salaire est libellé en dollars canadiens en fonction d'un taux de change de 1,00 \$ US = 1,2535 \$ CA, soit le taux de change moyen affiché quotidiennement par la Banque du Canada en 2021.

Politique anticouverture

Il est interdit à l'ensemble des membres de la haute direction de conclure des opérations qui ont pour effet de couvrir la valeur économique de leurs participations directes ou indirectes dans des actions de la Société. Dans certains cas précis, un membre de la haute direction peut être autorisé à effectuer une opération qui a pour effet de couvrir la valeur économique des participations directes ou indirectes qu'il détient, mais uniquement dans la mesure où l'opération (i) est effectuée et communiquée en conformité complète avec l'ensemble des règles et des règlements applicables; (ii) a été approuvée par le chef de la direction et le chef des finances et, le cas échéant, le comité de gouvernance; et (iii) se rapporte à des participations qu'il détient directement ou indirectement au-delà des participations qu'il est tenu de détenir aux termes des lignes directrices en matière d'actionnariat. À ce jour, aucun membre de la haute direction n'a couvert la valeur économique de ses participations directes ou indirectes dans la Société.

Comparaison de la rémunération des membres de la haute direction et groupe de pairs aux fins de la rémunération

Le salaire et les incitatifs à court terme constituent des éléments de la rémunération qui sont facilement comparables; toutefois, les incitatifs à long terme sont plus difficiles à comparer puisque leur valeur dépend des hypothèses sous-jacentes qui sont utilisées par chaque organisation et qui peuvent ne pas être uniformes d'une organisation à l'autre. Étant donné que les incitatifs à long terme représentent un élément important des programmes d'encouragement de la Société, le comité de gouvernance n'a pas défini de groupe de pairs ni n'a comparé la rémunération des membres de la haute direction visés à celle d'un groupe de pairs. Le comité de gouvernance estime que les politiques actuelles de la Société en matière de rémunération ont permis de recruter et de maintenir en poste des personnes de talent, d'encourager les membres de la haute direction à évaluer les risques liés à leurs décisions et à leurs actes et de réduire au minimum la capacité des membres de la haute direction de profiter d'une prise de risques qui augmentent le rendement de la Société à court terme au détriment de la valeur à long terme. Le comité de gouvernance estime également que les politiques actuelles de la Société en matière de rémunération atteignent les autres objectifs de la Société.

Risque lié à la rémunération

Au cours de son examen annuel des politiques et pratiques de rémunération de la Société, le comité de gouvernance veille à ce que le régime de rémunération des hauts dirigeants procure un équilibre convenable des risques et des récompenses, compatible avec le profil de risque de la Société. Le comité de gouvernance veille également à ce que les pratiques de rémunération n'encouragent pas la prise de risques excessifs de la part de l'équipe de direction. Le régime d'options d'achat d'actions (au sens donné à ce terme ci-après) est conçu en fonction du rendement à long terme de la Société, de façon à décourager les hauts dirigeants de la prise de risques excessive qui engendrerait un rendement à court terme non durable (se reporter à la rubrique « — Principaux éléments de la rémunération — Régime d'options d'achat d'actions ».)

Tous les administrateurs, dirigeants et employés de la Société sont assujettis à la politique en matière de délit d'initié qui figure dans le code de conduite, qui interdit à quiconque de négocier des titres de la Société alors qu'il est en possession de renseignements importants non divulgués sur la Société. Aux termes du code de conduite, il est aussi interdit à ces personnes de conclure certains types d'opérations de couverture sur les titres de la Société, telles que les ventes à découvert et les options de vente. De plus, le code de conduite interdit les opérations sur les titres de la Société, y compris l'exercice d'options en échange d'un paiement en espèces, au cours de périodes d'interdictions des opérations prévues. Trisura exige également que tous les membres de la haute direction et les administrateurs fassent préalablement approuver leurs opérations sur les titres de la Société.

Principaux éléments de la rémunération

La rémunération des membres de la haute direction visés comporte trois principaux éléments : (i) le salaire de base; (ii) les primes annuelles; (iii) les options accordées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions ou les UAS accordées dans le cadre du régime d'UAS de la Société. Les avantages indirects et personnels ne constituent pas un élément important de la rémunération des membres de la haute direction visés.

Salaires de base

Un des principaux éléments du programme de rémunération de la Société est le salaire de base. Le salaire de base d'un membre de la haute direction visé est établi en fonction de l'étendue de ses responsabilités et de son expérience antérieure pertinente, tout en tenant compte de la rémunération versée par les concurrents et de la demande globale du marché pour ces hauts dirigeants au moment de l'embauche. Le salaire de base d'un membre de la haute direction visé et les cotisations de contrepartie aux REER et aux régimes 401k constituent la seule forme de rémunération fixe. Pour obtenir les salaires de base reçus par les membres de la haute direction visés en 2021, se reporter à la rubrique « — Tableau sommaire de la rémunération ».

Les salaires de base sont examinés annuellement et augmentés au mérite en fonction de l'atteinte ou du dépassement par le haut dirigeant de ses objectifs individuels et des objectifs de la Société. De plus, les salaires de base peuvent être rajustés tout au long de l'exercice pour refléter des promotions ou d'autres changements dans l'étendue des fonctions ou responsabilités d'un haut dirigeant de même que pour conserver la capacité concurrentielle de la Société sur le marché.

Primes incitatives

Les primes incitatives sont conçues pour motiver les hauts dirigeants à atteindre les objectifs d'affaires en général et les cibles de rendement financier annuelles de la Société en particulier. Les primes incitatives sont censées être la composante la plus importante de la rémunération d'un membre de la haute direction visé.

Les membres de la haute direction visés participent au régime de primes de la Société, qui offre une prime annuelle en fonction de l'atteinte des objectifs individuels et des objectifs de rendement de l'entreprise, qui sont fixés par le conseil au début de chaque année. Une partie de la prime, soit au plus la moitié d'une prime payable, sera versée en espèces au moment de l'attribution, la tranche restante devant être versée sous forme d'options qui seront acquises en portions égales sur une période de cinq ans et viendront à échéance au dixième anniversaire de l'attribution, ou sous forme d'UAS qui sont acquises sur une période de trois ans. Se reporter aux rubriques « — Régime d'options d'achat d'actions — Modalités générales du régime d'options d'achat d'actions », « — Régime d'options fictives à l'échelle mondiale » et « Régime d'unités d'actions subalternes » pour plus de précisions.

Au cours des trois dernières années, les primes incitatives ont représenté, en moyenne, 70 % de la rémunération totale du chef de la direction et 53 % de la rémunération totale des membres de la haute direction visés, à l'exclusion du chef de la direction. Au cours des trois dernières années, la rémunération autre qu'en espèces a représenté, en moyenne, 56 % de la rémunération totale du chef de la direction et 31 % de la rémunération totale des membres de la haute direction visés.

Pour obtenir les primes annuelles reçues par MM. Scotland, Sekine, Beasley et Clare ainsi que M^{me} Sweeney en 2021, se reporter à la rubrique « — Tableau sommaire de la rémunération » ci-après.

Régime d'options d'achat d'actions

Aperçu

La Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions en date du 22 juin 2017, dans le cadre duquel des attributions d'options permettant l'achat d'actions ordinaires peuvent être réalisées. Le régime prévoyait initialement l'émission de 400 000 actions ordinaires, ce qui représentait environ 6 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2019. Le 17 juin 2020, les actionnaires ont voté en faveur du régime d'options d'achat

d'actions modifié et mis à jour daté du 31 décembre 2019, dont le nombre d'options pouvant être attribuées est passé de 400 000 à 880 000, ce qui représente environ 10 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2019. Au 31 décembre 2020, 546 320 options restaient à attribuer dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, ce qui représentait environ 5,3 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2020. Au 31 décembre 2020, 333 680 options avaient été attribuées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, ce qui représente environ 3,3 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2020. Au 31 décembre 2021, 2 018 084 options restent à attribuer dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, ce nombre ayant augmenté en raison du fractionnement d'actions à raison de quatre pour une réalisé en juillet 2021, ce qui représente environ 4,9 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2021. Au 31 décembre 2021, 1 501 916 options ont été attribuées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, ce qui représente environ 3,6 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 décembre 2021. Le texte qui suit constitue un résumé des principales modalités du régime d'options d'achat d'actions.

Modalités générales du régime d'options d'achat d'actions

Le conseil établira le prix d'exercice de chaque option au moment de l'octroi, lequel ne peut être inférieur au cours de clôture des actions ordinaires le dernier jour de négociation précédant la date d'octroi à la TSX (ou, si les actions ordinaires ne sont pas inscrites à ce moment à la cote de la TSX, à une autre bourse à la cote de laquelle les actions ordinaires sont alors inscrites). Pour les options approuvées pendant une période d'interdiction d'opérations, la date d'octroi réelle ne doit pas se situer moins de six jours ouvrables après la fin de la période d'interdiction d'opérations, et le prix d'exercice pour les options correspondra au moins au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires négociées au cours des cinq jours de négociation précédant la date d'octroi réelle.

Les employés et les membres de la direction de la Société et de ses filiales sont admissibles au régime d'options d'achat d'actions. Les administrateurs qui ne sont pas des employés ne sont pas admissibles au régime d'options d'achat d'actions. Le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises à des initiés, ou émises au cours d'une année à des initiés, en vertu du régime d'options d'achat d'actions et d'autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres adoptés à l'occasion, ne peut dépasser dans les deux cas 10 % des actions ordinaires émises et en circulation, et le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises à une seule personne dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions et d'autres mécanismes de rémunération fondés sur des titres adoptés à l'occasion, ne peut dépasser 5 % des actions ordinaires émises et en circulation. Tous les octrois d'options doivent être approuvés par le conseil sur la recommandation du comité de gouvernance. Le conseil fixe le calendrier d'acquisition des droits pour chaque octroi d'options, qui est normalement établi à 20 % par année sur cinq ans débutant la première année suivant l'octroi. Le conseil fixe également la période d'échéance pour chaque octroi d'options, laquelle ne doit pas excéder dix ans, sauf si la date d'échéance tombe au cours de la période d'interdiction d'opérations ou peu après, auquel cas la date d'échéance est fixée dix jours ouvrables après la fin de la période d'interdiction d'opérations.

Le régime d'options d'achat d'actions prévoit des dispositions à l'égard de l'exercice et de l'annulation d'options à la suite d'un changement de situation d'emploi d'un participant au régime. En général, la totalité des options dont les droits sont acquis doivent être exercées, et la totalité des options dont les droits ne sont pas acquis sont annulées, à la date de cessation d'emploi du participant, sauf dans les cas suivants : s'il est mis fin à l'emploi sans motif valable du fait d'une invalidité ou en raison d'un congé continu lié à une invalidité, les options dont les droits sont acquis doivent être exercées dans les 90 jours suivant la date de cessation d'emploi; dans l'éventualité d'un départ à la retraite, les options dont les droits sont acquis peuvent être exercées jusqu'à la date d'expiration applicable; dans l'éventualité d'un décès, l'acquisition des droits de la totalité des options octroyées est maintenue et celles-ci peuvent être exercées dans les six mois suivant le décès; et dans l'éventualité où il est mis fin à l'emploi du participant sans motif valable ou s'il fait l'objet d'un congédiement déguisé, dans chaque cas, dans les 12 mois suivant un changement de contrôle, toutes les options non acquises sont immédiatement acquises et peuvent être exercées.

Approbation des actionnaires

Le régime d'options d'achat d'actions renferme une disposition relative aux modifications qui décrit les modifications pouvant être approuvées par le conseil sans l'approbation des actionnaires et celles qui nécessitent l'approbation des actionnaires. L'approbation des actionnaires est requise à l'égard de toute modification qui a pour effet ce qui suit :

- accroître le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions;
- proroger la période au cours de laquelle les options peuvent être exercées après une période d'interdiction d'opérations;
- ramener le prix d'exercice à un niveau inférieur à la valeur de marché d'une action ordinaire à la date d'attribution;
- réduire le prix d'exercice;
- autoriser l'annulation ou une nouvelle émission d'une option;
- prolonger la durée de l'option au-delà de sa date d'expiration;
- permettre le transfert ou la cession d'options autrement qu'à des fins de planification successorale;
- modifier les dispositions de modification;
- élargir les catégories de participants admissibles;
- autoriser l'introduction ou la réintroduction des administrateurs qui ne sont pas des employés en tant que personnes admissibles sur une base discrétionnaire;
- supprimer ou hausser les plafonds relatifs à la participation des initiés; ou
- toute autre modification exigée par la loi et devant être approuvée par les actionnaires.

L'approbation des actionnaires n'est pas requise à l'égard de toute modification au régime d'options d'achat d'actions d'ordre administratif nécessaire afin d'assurer la conformité du régime aux lois applicables ou de faire bénéficier le régime d'un traitement fiscal favorable, qui porte sur les modalités relatives à l'acquisition des droits, à la cessation d'emploi ou à la résiliation anticipée (sous réserve que la modification n'implique pas une prorogation au-delà de la période d'échéance des options) ou qui introduit ou modifie une possibilité d'exercice sans décaissement permettant de déduire intégralement le nombre des actions ordinaires de la réserve du régime d'options d'achat d'actions. L'approbation des actionnaires est aussi requise pour suspendre le régime d'options d'achat d'actions ou y mettre fin.

Autres caractéristiques du régime d'options d'achat d'actions

La Société ne fournit pas d'aide financière aux participants pour faciliter l'achat d'actions ordinaires émises lors de l'exercice d'options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. Les options attribuées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions ne peuvent pas être transférées ou cédées autrement que par testament ou en vertu des lois en matière de succession et de distribution successorale.

Le conseil, sur la recommandation du comité de gouvernance, doit approuver toutes les attributions en options. Le comité de gouvernance recommandera une attribution d'options qui concerne le chef de la direction de Trisura. Toutes les autres attributions en options sont recommandées par le chef de la direction au comité de gouvernance.

Le taux d'absorption annuel de la Société, qui représente le nombre d'options octroyées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice s'établissait à 1,8 % en 2019 (1,1 % déduction faite des déchéances en 2019), à 0,9 % en 2020 et à 0,4 % en 2021.

Régime d'options fictives à l'échelle mondiale

La Société a adopté un régime d'options fictives à l'échelle mondiale en date du 22 juin 2017 (le « **régime d'options fictives** ») à l'intention des dirigeants ou des employés de la Société et de ses filiales qui résident à l'extérieur du Canada ou des États-Unis, qui prévoit l'émission de droits permettant de recevoir des paiements au comptant correspondants à la hausse de valeur des actions ordinaires à compter de la date de l'attribution jusqu'à la date d'exercice de l'option. Les modalités du régime d'options fictives pour ce qui est de l'acquisition, de la date d'échéance et des incidences d'une cessation d'emploi pour un participant au régime sont essentiellement les mêmes que les modalités du régime d'options d'achat dont il est question à la rubrique « Régime d'options d'achat d'actions — Modalités générales du régime d'options d'achat d'actions ». Aucun membre de la haute direction visé n'est admissible à recevoir des attributions dans le cadre du régime d'options fictives.

Régime d'unités d'actions subalternes

La Société a adopté un régime d'unités d'actions subalternes, avec prise d'effet le 9 décembre 2019, aux termes duquel les cadres supérieurs et la haute direction de la Société et de ses filiales pourraient se voir accorder des titres de capitaux propres de la Société sous forme d'UAS, dont les droits s'acquerraient sur une période de trois ans. L'attribution d'une UAS rend compte d'un droit accordé au titulaire de recevoir une action ordinaire qui est achetée sur le marché à la juste valeur marchande. Les attributions d'UAS ont un caractère discrétionnaire et sont soumises à l'approbation du conseil. Les employés qui reçoivent des UAS devront les conserver jusqu'à ce que les droits s'y rattachant soient acquis. Lorsque les droits sont acquis, les UAS attribuées aux termes du régime peuvent être réglées en actions ordinaires. Des UAS ont été attribuées à quatre membres de la haute direction visés en 2021, tel qu'il est précisé à la rubrique « Tableau sommaire de la rémunération ».

Attribution d'options

Le tableau suivant présente l'information sur les attributions d'options réalisées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des administrateurs, des dirigeants ou des autres employés de Trisura et de ses filiales au cours de 2021.

<u>Poste</u>	<u>Nombre d'options attribuées</u>	<u>Date de l'attribution</u>	<u>Prix d'exercice</u>	<u>Date d'expiration</u>
Dirigeants	100 000	1 ^{er} janvier 2021	21,99 \$	1 ^{er} janvier 2031
Dirigeants	185 816	18 février 2021	29,38 \$	18 février 2031
Dirigeants	30 000	14 juin 2021	37,99 \$	14 juin 2031

Tableau sommaire de la rémunération

Le tableau suivant présente l'information sur la rémunération versée ou attribuée aux membres de la haute direction visés ou gagnée par ceux-ci au cours des exercices clos les 31 décembre 2021, 2020 et 2019.

Nom et fonctions principales	Exercice	Salaire	Attributions fondées sur des actions ⁽¹⁾	Attributions fondées sur des options ⁽²⁾	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres (prime)		
					Régimes incitatifs annuels ⁽³⁾	Autre rémunération ⁽⁴⁾	Rémunération totale
David Clare Président et chef de la direction de la Société	2021 :	350 000 \$	340 000 \$	340 000 \$	180 000 \$	20 000 \$	1 230 000 \$
	2020 :	295 833 \$	275 000 \$	275 000 \$	150 000 \$	11 833 \$	1 007 666 \$
	2019 :	270 633 \$	—	551 304 \$	123 750 \$	10 833 \$	956 520 \$
David Scotland Chef des finances de la Société ⁽⁵⁾	2021 :	255 000 \$	90 000 \$	90 000 \$	128 000 \$	15 350 \$	578 350 \$
	2020 :	232 500 \$	—	125 000 \$	87 000 \$	13 950 \$	458 450 \$
	2019 :	200 833 \$	—	125 804 \$	60 000 \$	10 042 \$	396 679 \$
Chris Sekine Président et chef de la direction de Trisura Canada ⁽⁶⁾	2021 :	350 000 \$	142 500 \$	142 500 \$	185 000 \$	21 000 \$	841 000 \$
	2020 :	345 833 \$	100 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	20 750 \$	816 583 \$
	2019 :	311 190 \$	—	413 600 \$	100 000 \$	18 671 \$	843 461 \$
Michael Beasley ⁽⁷⁾⁽⁸⁾ Président de Trisura États-Unis	2021 :	428 697 \$	134 751 \$	134 751 \$	238 165 \$	17 649 \$	954 013 \$
	2020 :	402 450 \$	94 598 \$	239 647 \$	254 885 \$	22 860 \$	1 014 440 \$
	2019 :	398 070 \$	—	218 920 \$	218 939 \$	25 211 \$	861 140 \$
Eileen Sweeney ⁽⁷⁾⁽⁸⁾ Vice-présidente directrice et chef des finances de Trisura États-Unis	2021 :	402 374 \$	—	250 700 \$	219 363 \$	18 176 \$	890 613 \$
	2020 :	402 450 \$	—	283 793 \$	234 763 \$	21 869 \$	942 875 \$
	2019 :	398 070 \$	—	199 018 \$	199 035 \$	25 211 \$	821 334 \$

- (1) La valeur des attributions fondées sur des actions, composées uniquement d'UAS, est calculée en fonction du prix par action ordinaire de 35,17 \$, soit le cours moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours à la date qui tombe avant la date d'attribution des UAS.
- (2) Les montants pour MM. Scotland, Sekine, Beasley et Clare et pour M^{me} Sweeney sont calculés en fonction de la juste valeur à la date de l'attribution des options octroyées en 2021, en 2020 et en 2019, et de la tranche de la prime qui est attribuée sous forme d'options en 2021, en 2020 et en 2019 dans le cadre du régime de primes de la Société, conformément au modèle Black Scholes Merton.
- (3) Les montants pour MM. Scotland, Beasley et Clare et pour M^{me} Sweeney tiennent compte de la tranche de la prime au comptant acquise en 2021, en 2020 et en 2019 dans le cadre du régime de primes de la Société. Le montant pour M. Sekine tient compte de la prime au comptant acquise dans le cadre du régime de primes à l'intention du chef de la direction de Trisura Canada en 2020 et en 2019 et du régime de primes de la Société pour 2021.
- (4) Aucun des membres de la haute direction visés n'a droit aux avantages indirects ou autres avantages personnels qui, dans l'ensemble, représentent une valeur de plus de 50 000 \$ ou plus de 10 % de leur salaire de base. Les montants inclus tiennent compte des cotisations effectuées par la Société aux REER ou aux régimes 401k.
- (5) M. Scotland a été nommé chef des finances le 9 août 2019.
- (6) M. Sekine a été nommé président et chef de la direction de Trisura Canada le 15 avril 2019.
- (7) M. Beasley et M^{me} Sweeney sont rémunérés en dollars américains. Ces montants sont libellés en dollars canadiens en fonction d'un taux de change de 1,00 \$ US = 1,2535 \$ CA, soit le taux de change moyen affiché quotidiennement par la Banque du Canada en 2021, d'un taux de change de 1,00 \$ US = 1,3415 \$ CA, soit le taux de change moyen affiché quotidiennement par la Banque du Canada en 2020, et d'un taux de change de 1,00 \$ US = 1,3269 \$ CA, soit le taux de change moyen affiché quotidiennement par la Banque du Canada en 2019.
- (8)

- (8) Le 11 février 2019, M. Beasley a été nommé président et chef de la direction de Trisura États-Unis, tandis que M^{me} Sweeney a été nommée vice-présidente directrice et chef des finances de Trisura États-Unis.

Ratio de la rémunération des membres de la haute direction visés par rapport aux PBS et au bénéfice net

Le tableau suivant présente la rémunération totale attribuée aux membres de la haute direction visés en pourcentage des primes brutes souscrites et du bénéfice net (en milliers) :

	2021	2020	2019
Rémunération totale des membres de la haute direction visés	4 494 \$	4 240 \$	3 879 \$
Primes brutes souscrites	1 563 206 \$	926 442 \$	448 262 \$
Rémunération totale en pourcentage des primes brutes souscrites	0,3 %	0,5 %	0,9 %
Bénéfice net ajusté	61 890 \$	33 274 \$	13 914 \$
Rémunération totale en pourcentage du bénéfice net ajusté	7,3 %	12,7 %	27,9 %

Examen de la rémunération sur quatre ans – chef de la direction

M. Clare a été nommé chef de la direction le 16 octobre 2018. Au cours des exercices 2018 à 2021 inclusivement, M. Clare a reçu un salaire de base de 268 281 \$ en moyenne par année et une rémunération incitative annuelle en espèces de 150 938 \$. Il s'agissait de la seule rémunération en espèces attribuée à M. Clare au cours de cette période.

La participation au régime de rémunération incitative annuelle autre qu'en espèces de la Société, dont la valeur est fondée sur le rendement des actions ordinaires de la Société, a représenté 59 % de la valeur de la rémunération totale attribuée à M. Clare au cours des quatre dernières années.

Le tableau suivant présente la valeur de la rémunération totale attribuée à M. Clare au cours des quatre années en fonction de la valeur des actions ordinaires au 31 mars 2022, pour 2018, 2019 et 2020, et en fonction de la valeur à la date d'attribution pour 2021.

Année	Rémunération totale au moment de l'attribution	Valeur de la rémunération compte tenu de l'appréciation du marché
2018	1 018 691 \$	8 811 334 \$
2019	956 520 \$	4 174 066 \$
2020	1 007 666 \$	960 875 \$
2021	1 230 000 \$	1 230 000 \$
Total	4 212 877 \$	15 176 275 \$

Contrats d'emploi, prestations de cessation d'emploi et prestations liées à un changement de contrôle

Les membres de la haute direction auront le droit de recevoir la rémunération établie par la Société et les autres prestations en conformité avec les régimes mis à la disposition des cadres supérieurs (y compris l'assurance maladie, l'assurance frais dentaires, l'assurance vie, l'assurance en cas de décès et de mutilation accidentels, les congés de maladie et l'assurance invalidité de courte et de longue durée). Pour un résumé des dispositions relatives aux avantages liés au changement de contrôle prévues par le régime d'options d'achat d'actions, se reporter à la

rubrique « — Principaux éléments de la rémunération — Régime d'options d'achat d'actions — Modalités générales du régime d'options d'achat d'actions ».

Chris Sekine a conclu un contrat d'emploi par écrit avec la Société qui prévoit une indemnité en cas de cessation d'emploi. La Société pourra mettre fin à l'emploi de Chris Sekine sans motif à tout moment; elle sera alors tenue de lui verser son salaire de base annuel, ses congés payés et ses frais professionnels accumulés et impayés jusqu'à la date de la cessation d'emploi, majorés (i) d'un paiement forfaitaire équivalant à 24 mois de salaire de base et (ii) d'un paiement forfaitaire correspondant aux deux dernières primes annuelles versées en espèces, plus 50 % de ce montant. La réception de l'indemnité de départ est conditionnelle à la signature par Chris Sekine d'une renonciation à toute réclamation. Le contrat d'emploi de Chris Sekine prévoit également une clause usuelle de confidentialité et certaines clauses qui continueront de s'appliquer par suite de sa cessation d'emploi, dont des dispositions de non-concurrence et de non-sollicitation qui sont en vigueur pendant la durée de l'emploi de Chris Sekine et pour une période de 18 mois après la cessation d'emploi. S'il était mis fin à l'emploi de Chris Sekine sans motif au 31 décembre 2021, on estime qu'il aurait droit à un paiement total d'environ 1 180 604 \$.

Attribution aux termes d'un régime incitatif

Le tableau suivant présente la valeur de toutes les attributions fondées sur des options en cours détenues par les membres de la haute direction visés au 31 décembre 2021.

Nom	Nombre d'actions ordinaires sous-jacentes aux options non exercées	Prix d'exercice des options	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées⁽¹⁾
David Clare	70 000	6,4156 \$	16 novembre 2028	2 889 210 \$
David Clare	196 500	6,77 \$	25 février 2029	8 040 780 \$
David Clare	172 780	12,56 \$	21 février 2030	6 070 280 \$
David Clare	36 360	29,3781 \$	18 février 2031	665 822 \$
David Scotland	40 000	7,16 \$	16 août 2029	1 621 100 \$
David Scotland	20 940	12,56 \$	21 février 2030	735 685 \$
David Scotland	16 524	29,3781 \$	18 février 2031	302 586 \$
Chris Sekine	96 000	7,31 \$	15 mars 2029	3 876 480 \$
Chris Sekine	25 072	12,56 \$	21 février 2030	880 855 \$
Chris Sekine	23 132	29,3781 \$	18 février 2031	423 591 \$
Michael Beasley	152 000	6,09 \$	21 août 2027	6 323 200 \$
Michael Beasley	39 528	6,77 \$	25 février 2029	1 617 486 \$
Michael Beasley	68 620	12,56 \$	21 février 2030	2 410 826 \$
Michael Beasley	31 680	29,3781 \$	18 février 2031	580 122 \$
Eileen Sweeney	174 000	6,09 \$	21 août 2027	7 238 400 \$
Eileen Sweeney	58 560	6,77 \$	25 février 2029	2 396 275 \$
Eileen Sweeney	62 380	12,56 \$	21 février 2030	2 191 597 \$
Eileen Sweeney	37 512	29,3781 \$	18 février 2031	686 917 \$
Total	1 321 588	—	—	48 951 212 \$

(1) La valeur marchande correspond au montant de l'écart entre la valeur des actions ordinaires à la date indiquée et le prix d'exercice des options ou des options fictives, selon le cas. La valeur est calculée en fonction du cours de clôture d'une action ordinaire à la cote de la TSX le 31 décembre 2021, soit 47,69 \$.

Toutes les options et les options fictives actuellement en cours ayant été attribuées en 2021 seront acquises à raison de 20 % par année sur une période de cinq ans, à compter du premier anniversaire de la date d'attribution.

La valeur d'une rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres gagnée par les membres de la haute direction visés en 2021 est précisée à la rubrique « Rémunération des membres de la haute direction — Tableau sommaire de la rémunération ».

Attribution aux termes d'un régime incitatif – Valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice

Nom et fonctions principales	Attributions fondées sur des options Valeur à l'acquisition des droits au cours de 2021⁽¹⁾	Attributions fondées sur des actions Valeur à l'acquisition des droits au cours de 2021	Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres Valeur gagnée au cours de l'exercice
David Clare Président et chef de la direction de la Société	2 342 764 \$	—	180 000 \$
David Scotland Chef des finances de la Société	403 963 \$	—	128 000 \$
Greg Morrison Ancien président et chef de la direction de la Société ⁽²⁾	30 471 \$	—	—
Chris Sekine Président et chef de la direction de Trisura Canada	—	—	185 000 \$
Michael Beasley Président de Trisura États-Unis	1 621 796 \$	—	238 165 \$ ⁽³⁾
Eileen Sweeney Vice-présidente directrice et chef des finances de Trisura États-Unis	1 884 242 \$	—	219 363 \$ ⁽³⁾

- (1) La valeur marchande correspond au montant de l'écart entre la valeur des actions ordinaires à la date indiquée et le prix d'exercice des options ou des options fictives, selon le cas. La valeur est calculée en fonction du cours de clôture d'une action ordinaire à la cote de la TSX de 31,18 \$ le 22 février 2021, de 31,16 \$ le 25 février 2021 et de 43,45 \$ le 16 novembre 2021 pour M. Clare; de 31,18 \$ le 22 février 2021 et de 47,91 \$ le 16 août 2021 pour M. Scotland; de 30,93 \$ le 26 février 2021 pour M. Morrison; de 31,18 \$ le 22 février 2021 et de 45,35 \$ le 23 août 2021 pour M. Beasley; et de 31,18 \$ le 22 février 2021, de 31,16 \$ le 25 février 2021 et de 45,35 \$ le 23 août 2021 pour M^{me} Sweeney.
- (2) Les montants représentent les options fictives attribuées dans le cadre du régime d'options fictives. Au 31 décembre 2021, 130 060 options fictives avaient été attribuées à M. Morrison et demeurent en cours.
- (3) M. Beasley ainsi que M^{me} Sweeney sont rémunérés en dollars américains. Ces montants sont donnés en dollars canadiens en fonction d'un taux de change de 1,00 \$ US = 1,2535 \$ CA, soit le taux de change moyen affiché quotidiennement par la Banque du Canada en 2021.

TITRES POUVANT ÊTRE ÉMIS EN VERTU DE RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉS SUR DES TITRES DE CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente l'information sur le régime d'options d'achat d'actions de la Société en date du 31 décembre 2021.

	Nombre d'actions ordinaires devant être émises à l'exercice des options en cours	Prix d'exercice moyen pondéré des options en cours	Nombre d'actions ordinaires restant à émettre aux termes du régime d'options d'achat d'actions (à l'exclusion des actions ordinaires indiquées dans la colonne a))
	a)	b)	c)
Régime d'options d'achat d'actions	1 501 916	12,47 \$	2 018 084

PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

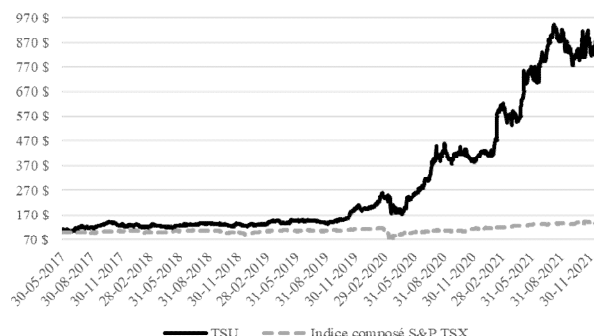
Aucun des administrateurs, des membres de la haute direction, des employés, des anciens administrateurs, des anciens membres de la direction ou des anciens employés de la Société ou de l'une de ses filiales et aucune des personnes ayant un lien avec eux ou faisant partie de leur groupe respectif, n'est endetté envers la Société ou l'une de ses filiales ou encore une autre entité dont le prêt faisait l'objet d'une garantie, d'un accord de soutien, d'une lettre de crédit ou d'une entente analogue de la part de la Société ou d'une de ses filiales, et aucun d'eux ne l'a été au cours des 30 jours précédant la date de la présente circulaire ni à quelque moment que ce soit depuis le 1^{er} janvier 2021.

GRAPHIQUE DE RENDEMENT BOURSIER DES ACTIONS ORDINAIRES

Le graphique ci-dessous présente l'information sur le rendement des actions ordinaires de la Société à la TSX (symbole : TSU). Le rendement total des actions de la Société pour la période allant du 30 mai 2017 au 31 décembre 2021 s'est établi à 820 %. Tant la rémunération que le prix par action ont augmenté depuis l'opération de scission-distribution.

Rendement total cumulatif d'un placement de 100 \$ depuis le début des activités

Du 30 mai 2017 au 31 décembre 2021



INTÉRÊT DE PERSONNES INFORMÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

Aucun administrateur ni membre de la haute direction de Trisura ou de l'une de ses filiales, ou aucun des candidats proposés à l'élection à un poste d'administrateur de la Société, ni aucune personne qui a un lien avec ces personnes ou qui est membre de leurs groupes, n'a un intérêt important, direct ou indirect, dans une opération depuis le 1^{er} janvier 2021 ou dans une opération projetée qui a eu ou qui pourrait avoir une incidence sur la Société ou l'une de ses filiales.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

D'autres renseignements sur Trisura sont accessibles sur son site Web à l'adresse www.trisura.com/group ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com. Sur demande auprès du secrétaire de Trisura, la Société fournira à une personne ou société le rapport annuel et/ou les états financiers intermédiaires de la Société depuis la fin de son exercice financier. Les renseignements financiers de la Société se trouvent dans les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2021, 2020 et 2019 ainsi que dans le rapport de gestion s'y rattachant. Pour obtenir un exemplaire papier de la présente circulaire, veuillez communiquer avec Trust TSX comme suit :

Compagnie Trust TSX
Numéro sans frais : 1-888-433-6443
Extérieur du Canada ou des États-Unis : 416-682-3801
Courriel : tsxt-fulfilment@tmx.com

APPROBATION DE LA CIRCULAIRE PAR LES ADMINISTRATEURS

Le conseil a approuvé le contenu de la présente circulaire ainsi que son envoi aux actionnaires.

SIGNÉ à Toronto (Ontario) en date du 12 avril 2022.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE TRISURA GROUP LTD.

Le président du conseil,

« *George Myhal* »

George Myhal

ANNEXE A

RÉSOLUTION RELATIVE AU RÉGIME DE DROITS

1. La convention relative au régime de droits des actionnaires intervenue entre Trisura Group Ltd. (la « **Société** ») et Compagnie Trust TSX, en qualité d'agent des droits, dont l'adoption a été autorisée par le conseil d'administration de la Société, sous réserve de son approbation par les actionnaires de la Société conformément à la présente résolution, et dont le texte intégral est reproduit à l'annexe B de la circulaire d'information de la direction de la Société datée du 12 avril 2022 est par les présentes autorisée, approuvée et adoptée;
2. Tout dirigeant ou administrateur de la Société est, par les présentes, autorisé, pour le compte de la Société, à signer tous les documents, à conclure toute entente et à faire toutes les choses et à prendre toutes les mesures jugées nécessaires ou souhaitables pour donner effet à la présente résolution, y compris le respect de toutes les lois et de tous les règlements sur les valeurs mobilières.

ANNEXE B

RÉGIME DE DROITS

(Voir ci-joint; disponible en anglais seulement.)

SHAREHOLDER RIGHTS PLAN AGREEMENT

TRISURA GROUP LTD.

and

TSX TRUST COMPANY

as Rights Agent

Dated as of May 25, 2022

TABLE OF CONTENTS

Page

ARTICLE 1 INTERPRETATION.....	2
1.1 Certain Definitions.....	2
1.2 Currency.....	15
1.3 Descriptive Headings	15
1.4 References to Agreement	15
1.5 Calculation of Number and Percentage of Beneficial Ownership of Outstanding Voting Shares.....	15
1.6 Acting Jointly or in Concert.....	16
ARTICLE 2 THE RIGHTS	16
2.1 Legend on Certificates	16
2.2 Execution, Authentication, Delivery and Dating of Rights Certificates	17
2.3 Registration, Registration of Transfer and Exchange.....	17
2.4 Mutilated, Destroyed, Lost and Stolen Rights Certificates	18
2.5 Persons Deemed Owners of Rights.....	18
2.6 Delivery and Cancellation of Certificates	18
2.7 Agreement of Rights Holders.....	19
2.8 Rights Certificate Holder Not Deemed a Shareholder	20
ARTICLE 3 EXERCISE OF THE RIGHTS	20
3.1 Initial Exercise Price; Exercise of Rights; Detachment of Rights.....	20
3.2 Adjustments to Exercise Price: Number of Rights.....	23
3.3 Date on Which Exercise Is Effective	27
ARTICLE 4 ADJUSTMENTS TO THE RIGHTS IN THE EVENT OF CERTAIN TRANSACTIONS	28
4.1 Flip-in Event	28
ARTICLE 5 THE RIGHTS AGENT.....	29
5.1 General.....	29
5.2 Merger or Amalgamation or Change of Name of Rights Agent	30
5.3 Duties of Rights Agent.....	31
5.4 Change of Rights Agent.....	32
5.5 Compliance with Anti-Money Laundering Legislation	33
5.6 Fiduciary Duties of the Directors	33
5.7 Privacy Legislation	33
5.8 Liability.....	33
ARTICLE 6 MISCELLANEOUS	34
6.1 Redemption and Waiver.....	34
6.2 Expiration.....	36

TABLE OF CONTENTS (continued)

	Page
6.3 Issuance of New Rights Certificates	36
6.4 Fractional Rights and Fractional Shares.....	36
6.5 Supplements and Amendments	36
6.6 Rights of Action	38
6.7 Notice of Proposed Actions	38
6.8 Notices	38
6.9 Costs of Enforcement.....	39
6.10 Successors	39
6.11 Benefits of this Agreement.....	40
6.12 Governing Law	40
6.13 Counterparts.....	40
6.14 Severability	40
6.15 Effective Date	40
6.16 Shareholder Approval	40
6.17 Determinations and Actions by the Board of Directors	40
6.18 Time of the Essence	41
6.19 Regulatory Approvals	41
6.20 Declaration as to Non-Canadian and Non-United States Holders.....	41
6.21 Fiduciary Duties of the Board of Directors.....	41
6.22 Language.....	41

SHAREHOLDER RIGHTS PLAN AGREEMENT

This agreement, dated as of May 25, 2022, is between Trisura Group Ltd., a corporation incorporated under the laws of Ontario (the “**Corporation**”), and TSX Trust Company, a corporation existing under the laws of Canada, as rights agent (the “**Rights Agent**”, which includes any successor Rights Agent).

1. The Board of Directors (as defined herein) of the Corporation has determined that it is advisable and in the best interests of the Corporation to adopt a shareholder rights plan (the “**Rights Plan**”) to (a) ensure, to the extent possible, that all holders of the Common Shares (as defined herein) of the Corporation and the Board of Directors have adequate time to consider and evaluate any unsolicited Take-over Bid (as defined herein) for the Common Shares, (b) provide the Board of Directors with adequate time to identify, solicit, develop and negotiate value-enhancing alternatives, as considered appropriate, to any unsolicited Take-over Bid, (c) encourage the fair treatment of the Corporation’s shareholders in connection with any unsolicited Take-over Bid and (d) generally assist the Board of Directors in enhancing shareholder value.
2. The Board of Directors of the Corporation has authorized the Corporation to adopt the Rights Plan, subject to approval of the Rights Plan by resolution passed by at least a majority of the votes cast by the holders of Common Shares at a meeting of shareholders of the Corporation called by the Board of Directors for, amongst other purposes, the purpose of approving the Rights Plan (the “**Rights Plan Approval Resolution**”).
3. The Rights Plan Approval Resolution was duly passed by the holders of Common Shares at a meeting of shareholders of the Corporation held on May 25, 2022.
4. In order to implement the Rights Plan, the Board of Directors of the Corporation has authorized:
 - (i) the issuance, effective at 4:00 p.m. (Eastern time) on May 26, 2022, of one right (a “**Right**”) in respect of each Common Share of the Corporation outstanding at 4:00 p.m. (Eastern time) on May 26, 2022 (the “**Record Time**”); and
 - (ii) the issuance of one Right in respect of each Common Share issued after the Record Time and prior to the earlier of the Separation Time and the Expiration Time.
5. Each Right entitles the holder thereof, after the Separation Time, to purchase securities of the Corporation pursuant to the terms and subject to the conditions set forth in this agreement.
6. The Corporation wishes to appoint the Rights Agent to act on behalf of the Corporation and holders of Rights, and the Rights Agent is willing to so act, in connection with the issuance, transfer, exchange and replacement of Rights Certificates, the exercise of Rights and other matters referred to in this agreement.

NOW THEREFORE, in consideration of the premises and the respective covenants and agreements set forth in this agreement, the parties agree as follows.

ARTICLE 1 INTERPRETATION

1.1 Certain Definitions

For the purpose of this agreement:

- (a) **“Acquiring Person”** means any Person who is or becomes the Beneficial Owner of 20% or more of the then outstanding Voting Shares; provided, however, that the term **“Acquiring Person”** will not include:
 - (i) the Corporation or any Subsidiary of the Corporation;
 - (ii) any Person who becomes the Beneficial Owner of 20% or more of the then outstanding Voting Shares as a result of any one or any combination of:
 - (A) a Voting Share Reduction;
 - (B) a Permitted Bid Acquisition;
 - (C) an Exempt Acquisition;
 - (D) a Pro Rata Acquisition; or
 - (E) a Convertible Security Acquisition;

provided, however, that if a Person becomes the Beneficial Owner of 20% or more of the Voting Shares then outstanding by reason of one or any combination of a Voting Share Reduction, a Permitted Bid Acquisition, an Exempt Acquisition, a Pro Rata Acquisition or a Convertible Security Acquisition and thereafter such Person, while such Person is the Beneficial Owner of 20% or more of the Voting Shares then outstanding, increases the number of Voting Shares beneficially owned by such Person by more than 1.0% of the number of Voting Shares outstanding (other than pursuant to one or any combination of a Voting Share Reduction, a Permitted Bid Acquisition, an Exempt Acquisition, a Pro Rata Acquisition or a Convertible Security Acquisition) then, as of the date such Person becomes the Beneficial Owner of such additional outstanding Voting Shares, such Person will be an **“Acquiring Person”**;
- (iii) for a period of ten days after the Disqualification Date (as defined below), any Person who becomes the Beneficial Owner of 20% or more of the outstanding Voting Shares as a result of such Person becoming disqualified from relying on Clause 1.1(d)(v) solely because such Person or the Beneficial Owner of such Voting Shares is making or has announced an intention to make a Take-over Bid, either alone or by acting jointly or in concert with any other Person. For the purposes of this definition, **“Disqualification Date”** means the first date of a public announcement of facts indicating that any Person is making or intends to make a Take-over Bid, either alone, through such Person’s Affiliates or Associates or by acting jointly or in concert with any other Person; or
- (iv) an underwriter or member of a banking or selling group acting in such capacity that becomes the Beneficial Owner of 20% or more of the Voting Shares in connection with a

distribution of securities of the Corporation pursuant to a prospectus or by way of private placement;

- (b) “**Affiliate**”, when used to indicate a relationship with a specified Person, means a Person who directly, or indirectly through one or more controlled intermediaries, controls, or is a Person controlled by, or is a Person under common control with, such specified Person;
- (c) “**Associate**”, where used to indicate a relationship with any Person, means (i) a spouse of that Person, (ii) any Person who resides in the same home as that Person and to whom that Person is married or with whom that Person is living in a conjugal relationship outside marriage, or (iii) a relative of that Person or of a Person mentioned in clause (i) or (ii) of this definition if the relative resides in the same home as that Person;
- (d) a Person will be deemed the “**Beneficial Owner**” of, and to have “**Beneficial Ownership**” of, and to “**Beneficially Own**”:
 - (i) any securities as to which such Person or any of such Person’s Affiliates or Associates is the owner at law or in equity;
 - (ii) any securities as to which such Person or any of such Person’s Affiliates or Associates has or shares the right to acquire or become the owner at law or in equity (A) upon the exercise of any Convertible Securities, or (B) pursuant to any agreement, arrangement or understanding (whether or not in writing), in either case if such right is exercisable immediately or within a period of 60 days thereafter and whether or not upon the occurrence of a contingency or the making or any payment (other than (1) customary agreements with and between underwriters and/or banking group members and/or selling group members with respect to a distribution of securities pursuant to a prospectus or by way of private placement, and (2) pledges or hypothecations of securities granted as security in the ordinary course of business of the pledgee or hypothecatee); and
 - (iii) any securities which are subject to a lock-up agreement or similar commitment to deposit or tender such securities to a Take-over Bid made by such Person or any of such Person’s Affiliates or Associates or any other Person acting jointly or in concert with such Person; and
 - (iv) any securities which are Beneficially Owned within the meaning of clauses (i), (ii) and (iii) of this definition by any other Person with whom such Person is acting jointly or in concert with respect to the Corporation or any of its securities;

provided, however, that a Person will not be deemed the “**Beneficial Owner**” of, or to have “**Beneficial Ownership**” of, or to “**Beneficially Own**”, any security because:

- (v) such security has been or agreed to be deposited or tendered pursuant to a Permitted Lock-up Agreement or is otherwise deposited or tendered pursuant to any Take-over Bid made by such Person, any Affiliate or Associate of such Person or any Person acting jointly or in concert with such Person until such deposited security has been taken up or paid for, whichever occurs first;
- (vi) such Person or any Affiliate or Associate of such Person or any other Person acting jointly or in concert with such Person holds such security and:

- (A) the ordinary business of any such Person (the “**Fund Manager**”) includes the management of investment funds for others (which, for greater certainty, may include or be limited to one or more employee benefit plans or pension plans) and such security is held by the Fund Manager in the ordinary course of such business in the performance of the Fund Manager’s duties for the account of any other Person (a “**Client**”), including a non-discretionary account held on behalf of a Client by a broker or dealer registered under applicable laws;
- (B) such Person (the “**Trust Company**”) is licensed to carry on the business of a trust company under applicable laws and, as such, acts as trustee or administrator or in a similar capacity in relation to the estates of deceased or incompetent Persons (each, an “**Estate Account**”) or in relation to other accounts (each, an “**Other Account**”) and holds such security in the ordinary course of such duties for Estate Accounts or Other Accounts;
- (C) such Person (the “**Plan Administrator**”) is the administrator or the trustee of one or more pension funds or plans (a “**Plan**”), or is a Plan, registered under the laws of Canada or any province thereof or the laws of the United States of America or any state thereof and such security is held by the Plan Administrator or the Plan in the ordinary course of the Plan Administrator’s or Plan’s activities;
- (D) such Person (the “**Statutory Body**”) is established by statute for purposes that include, and the ordinary business or activity of such Person includes, the management of investment funds for employee benefit plans, pension plans and insurance plans of various public bodies and such security is held by the Statutory Body in the ordinary course of the management of such investment funds;
- (E) such Person is a Crown Agent or agency (a “**Crown Agent**”); or
- (F) such Person (the “**Manager**”) is the manager or trustee of a mutual fund (“**Mutual Fund**”) that is registered or qualified to issue its securities to investors under the securities laws of any province of Canada or the laws of the United States of America or is a Mutual Fund;

provided, however, that in any of the foregoing cases, the Fund Manager, the Trust Company, the Plan Administrator, the Plan, the Statutory Body, the Crown Agent, the Manager or the Mutual Fund, as the case may be, is not then making a Take-over Bid, has not then announced an intention to make a Take-over Bid and is not then acting jointly or in concert with any other Person who is making a Take-over Bid or who has announced a current intention to make a Take-over Bid, other than an Offer to Acquire Voting Shares or other securities (1) pursuant to a distribution by the Corporation, (2) by means of a Permitted Bid or a Competing Permitted Bid or (3) by means of market transactions made in the ordinary course of business of such Person (including pre-arranged trades entered into in the ordinary course of business of such Person) executed through the facilities of a stock exchange or organized over-the-counter market;

- (vii) such Person is (A) a Client of the same Fund Manager as another Person on whose account the Fund Manager holds such security, (B) an Estate Account or Other Account of the same Trust Company as another Person on whose account the Trust Company holds such security or (C) a Plan with the same Plan Administrator as another Plan on whose account the Plan Administrator holds such security;

- (viii) such Person is (A) a Client of a Fund Manager and such security is owned at law or in equity by the Fund Manager, (B) an Estate Account or Other Account of a Trust Company and such security is owned at law or in equity by the Trust Company or (C) a Plan and such security is owned at law or in equity by the Plan Administrator; or
 - (ix) because such Person is the registered holder of securities as a result of carrying on the business of or acting as a nominee of a securities depositary;
- (e) **“Board of Directors”** means the board of directors of the Corporation or, if duly constituted and whenever duly empowered, any committee of the board of directors of the Corporation;
- (f) **“Book Entry Form”** means, in reference to securities, securities that have been issued and registered in uncertificated form and includes securities evidenced by an advice or other statement and securities which are maintained electronically on the records of the Corporation’s transfer agent but for which no certificate has been issued;
- (g) **“Book Entry Rights Exercise Procedures”** has the meaning ascribed to it in subsection 3.1(d);
- (h) **“Business Day”** means any day other than a Saturday, a Sunday or a day on which banking institutions in Toronto, Ontario (or, for purposes only of the proviso to the definition of “close of business”, banking institutions in each city designated for depositing securities in acceptance of the Competing Permitted Bid or Permitted Bid, as the case may be, referred to in such proviso) are authorized or obligated by law to close;
- (i) **“Canadian Dollar Equivalent”** of any amount which is expressed in United States dollars means, on any date, the Canadian dollar equivalent of such amount determined by multiplying such amount by the Canadian Exchange Rate in effect on such date;
- (j) **“Canadian Exchange Rate”** means, on any date:
 - (i) if, on such date, the Bank of Canada publishes the daily average exchange rate for such date for the conversion of one United States dollar into Canadian dollars, such rate; or
 - (ii) in any other case, the rate for such date for the conversion of one United States dollar into Canadian dollars calculated in such manner as may be determined by the Board of Directors from time to time acting in good faith;
- (k) **“close of business”** on any given date means the time on such date (or, if such date is not a Business Day, the time on the next Business Day) at which the principal office in Toronto, Ontario of the transfer agent for the Common Shares (or, after the Separation Time, the office of the Rights Agent) is closed to the public; provided, however, that for the purposes of the definitions of “Competing Permitted Bid” and “Permitted Bid”, “close of business” on any date means 11:59 p.m. (local time at the place of deposit) on such date (or, if such date is not a Business Day, 11:59 p.m. (local time at the place of deposit) on the next succeeding Business Day);
- (l) **“Common Share”** means the common shares of the Corporation and any other shares of the Corporation into which such shares may be subdivided, consolidated, reclassified or changed;

- (m) “**common shares**”, when used with reference to any Person other than the Corporation, means the class or classes of shares (or similar equity interest) with the greatest per share (or similar interest) voting power entitled to vote generally in the election of all directors of such other Person;
- (n) “**Competing Permitted Bid**” means a Take-over Bid that is made by means of a take-over bid circular and which also complies with the following additional provisions:
 - (i) is made after a Permitted Bid or another Competing Permitted Bid has been made and prior to the expiry, termination or withdrawal of such previous Permitted Bid or Competing Permitted Bid;
 - (ii) satisfies all components of the definition of a Permitted Bid provided that it is not required to satisfy the requirement set forth in clause 1.1(II)(ii)(A) thereof; and
 - (iii) contains, and the take-up and payment for securities tendered or deposited thereunder is subject to, an irrevocable and unqualified condition that no Voting Shares shall be taken up or paid for pursuant to such Take-over Bid prior to the close of business on the last day of the minimum initial deposit period that such Take-over Bid must remain open for deposits of securities thereunder pursuant to NI 62-104 after the date of the Take-over Bid constituting the Competing Permitted Bid;

provided, however, that a Competing Permitted Bid will cease to be a Competing Permitted Bid at any time when such bid ceases to meet any of the requirements of this definition, and provided that, at such time, any acquisitions of securities made pursuant to such Competing Permitted Bid, including any acquisition of securities made prior to such time, will cease to be a Permitted Bid Acquisition;

- (o) “**controlled**”: a Person is “controlled” by another Person or two or more Persons acting jointly or in concert if:
 - (i) in the case of a Person other than a partnership or a limited partnership, including a corporation or body corporate: (A) securities entitled to vote in the election of directors or trustees of such body corporate carrying more than 50% of the votes for the election of the directors or trustees are held, directly or indirectly, by or for the benefit of the other Person or two or more Persons acting jointly or in concert, and (B) the votes carried by such securities are entitled, if exercised, to elect a majority of the board of directors or trustees of such Person;
 - (ii) in the case of a partnership other than a limited partnership, more than 50% of the voting or equity interests of such partnership are held, directly or indirectly, by or for the benefit of the other Person or Persons; and
 - (iii) in the case of a limited partnership: (A) the other Person or each of the other Persons is a general partner of the limited partnership or (B) the general partner of such limited partnership is controlled by such other Person or Persons within the meaning of this definition,

and “**controls**”, “**controlling**” and “**under common control with**” will be interpreted accordingly;

- (p) **“Convertible Securities”** means any securities issued by the Corporation (including rights, warrants, convertible notes and options, but excluding the Rights) carrying any purchase, exercise, conversion or exchange rights, pursuant to which the holder of Convertible Securities may acquire Voting Shares or other securities convertible into or exercisable or exchangeable for Voting Shares, directly or indirectly (in each case, whether such right is exercisable immediately or after a specified period and whether or not on condition or the happening of any contingency or the making of any payment);
- (q) **“Convertible Security Acquisition”** means the acquisition of Voting Shares on the exercise, conversion or exchange of Convertible Securities acquired by any Person pursuant to a Permitted Bid Acquisition, Exempt Acquisition or Pro Rata Acquisition;
- (r) **“Co-Rights Agent”** has the meaning ascribed to it in subsection 5.1(a);
- (s) **“dividends paid in the ordinary course”** means cash dividends paid in any financial year of the Corporation to the extent that such cash dividends do not exceed, in the aggregate, the greatest of:
 - (i) 200% of the aggregate amount of cash dividends declared payable by the Corporation on the Common Shares in its immediately preceding financial year;
 - (ii) 300% of the arithmetic average of the aggregate amounts of cash dividends declared payable by the Corporation on the Common Shares in its three immediately preceding financial years; and
 - (iii) 100% of the aggregate consolidated net income of the Corporation, before extraordinary items, for its immediately preceding financial year;
- (t) **“Effective Date”** has the meaning ascribed to it in section 6.15;
- (u) **“Election to Exercise”** has the meaning ascribed to it in clause 3.1(e)(ii);
- (v) **“equivalent common shares”** has the meaning ascribed to it in subsection 3.2(b);
- (w) **“Exempt Acquisition”** means an acquisition by a Person of Voting Shares and/or Convertible Securities:
 - (i) in respect of which the Board of Directors has waived the application of section 4.1 pursuant to section 6.1; or
 - (ii) made as an intermediate step in a series of related transactions in connection with the acquisition by the Corporation or one or more of its Subsidiaries of securities or assets of a Person, provided that the Person who acquires such Voting Shares and/or Convertible Securities distributes or is deemed to distribute such Voting Shares and/or Convertible Securities to its security holders within 10 Business Days of the completion of such acquisition, and following such distribution no Person has become the Beneficial Owner of 20% or more of the then outstanding Voting Shares; or
 - (iii) pursuant to a distribution by the Corporation of Voting Shares or Convertible Securities (and the conversion or exchange of such securities):

- (A) to the public pursuant to a prospectus or similar document (provided that such Person does not thereby Beneficially Own a greater percentage of the Voting Shares or Convertible Securities so offered than the percentage of Voting Shares or Convertible Securities Beneficially Owned by the Person immediately prior to the receipt or exercise of rights or prior to that distribution), or
- (B) by way of private placement or other distribution made by the Corporation that is exempt from the prospectus requirements of applicable law (other than a Pro Rata Acquisition) provided that (x) all necessary stock exchange approvals for such private placement or other distribution made by the Corporation that is exempt from the prospectus requirements of applicable law have been obtained and such private placement or other distribution that is exempt from the prospectus requirements of applicable law complies with the terms and conditions of such approvals and (y) such Person does not become the Beneficial Owner of more than 25% of the Voting Shares outstanding immediately prior to the completion of such private placement or other distribution that is exempt from the prospectus requirements of applicable law, and in making this determination, the Voting Shares or Convertible Securities to be issued to such Person shall be deemed to be held by such Person but shall not be included in the aggregate number of outstanding Voting Shares immediately prior to the completion of such private placement; or
- (iv) pursuant to an amalgamation, merger, reorganization, arrangement, business combination or other similar transaction (statutory or otherwise, but for greater certainty not including a Take-over Bid), that requires approval in a vote of holders of Voting Shares to be obtained prior to such Person acquiring such Voting Shares and/or Convertible Securities, and such approval has been obtained; or
- (v) pursuant to the exercise of Rights;
- (x) “**Exercise Price**” means, as of any date, the price at which a holder may purchase the securities issuable upon exercise of one whole Right. Until adjustment thereof in accordance with the terms hereof, the Exercise Price shall be:
 - (i) until the Separation Time, an amount equal to three times the Market Price, from time to time, of a Common Share; and
 - (ii) from and after the Separation Time, an amount equal to three times the Market Price, as at the Separation Time, of a Common Share;
- (y) “**Expansion Factor**” has the meaning ascribed to it in subsection 3.2(a);
- (z) “**Expiration Time**” means earlier of:
 - (i) the Termination Time; and
 - (ii) the termination of a Reconfirmation Meeting (as defined in section 6.16) at which this agreement is not reconfirmed or presented for reconfirmation as contemplated in section 6.16;

- (aa) **“Flip-in Event”** means a transaction or other action in or pursuant to which any Person becomes an Acquiring Person;
- (bb) **“holder”** has the meaning ascribed to it in section 2.5;
- (cc) **“Independent Shareholders”** means holders of Voting Shares other than Voting Shares Beneficially Owned by:
 - (i) an Acquiring Person;
 - (ii) an Offeror, other than a Person described in any one or more of paragraphs (A) through (E) of clause 1.1(d)(vi);
 - (iii) any Associate or Affiliate of such Acquiring Person or Offeror;
 - (iv) any Person acting jointly or in concert with such Acquiring Person or Offeror; and
 - (v) any employee benefit plan, stock purchase plan, deferred profit sharing plan and any other similar plan or trust for the benefit of employees of the Corporation or a Subsidiary of the Corporation, unless the beneficiaries of the plan or trust direct the manner in which the Voting Shares are to be voted or direct whether the Voting Shares are to be tendered to a Take-over Bid, in which case such plan or trust shall be considered an Independent Shareholder;
- (dd) **“Market Price”** per share of any securities on any date of determination means the average of the weighted average sale price per share of such securities (determined as described below) for the 20 consecutive Trading Days through and including the Trading Day immediately preceding such date; provided, however, that if an event of a type analogous to any of the events described in section 3.2 have caused the sale prices in respect of any Trading Day used to determine the Market Price not to be fully comparable with the sale prices on such date of determination or, if the date of determination is not a Trading Day, on the immediately preceding Trading Day, each such sale price so used will be appropriately adjusted in a manner analogous to the applicable adjustment provided for in section 3.2 in order to make it fully comparable with the sale price on such date of determination or, if the date of determination is not a Trading Day, on the immediately preceding Trading Day. The weighted average sale price per share of any securities on any date will be determined by dividing the aggregate sale price of all securities sold on the principal stock exchange in Canada on which such securities are listed and posted for trading divided by the total number of securities so sold except that:
 - (i) if for any reason such prices are not available on such day or the securities are not listed and posted for trading on any stock exchange in Canada, the Market Price will be calculated using the sale prices for such securities on such date, as reported in the principal consolidated transaction reporting system with respect to securities listed or admitted to trading on the principal national securities exchange in the United States on which such securities are listed or admitted to trading (and if such securities are listed or admitted to trading on more than one other securities exchange such prices shall be determined based on the securities exchange on which such securities are then listed or admitted to trading on which the largest number of such securities were traded during the most recently completed financial year);

- (ii) if for any reasons such prices described in (i) above are not available on such day or the securities are not listed and posted for trading on a stock exchange in Canada or a national securities exchange in the United States, the Market Price will be calculated using the sale prices for such securities on such date in the over-the-counter market, as reported by any reporting system then in use (as determined by the Board of Directors); or
- (iii) if on any such date none of such prices described in (ii) above are available or the securities are not listed or admitted to trading on a stock exchange in Canada or a national securities exchange in the United States and are not quoted by any such over-the-counter market reporting system, the Market Price will be calculated using the average of the closing bid and asked prices for such date as furnished by a professional market maker making a market in the securities selected by the Board of Directors;

provided, however, that if on any such date the securities are not traded on any exchange or in the over-the-counter market and the price referred to in clause (iii) is not available, the weighted average trading price per share of such securities on such date will mean the fair value per share of such securities on such date as determined by a nationally or internationally recognized investment dealer or investment banker chosen by the Board of Directors. The Market Price shall be expressed in Canadian dollars and, if initially determined in respect of any day forming part of the 20 consecutive Trading Day period in question in United States dollars, such amount shall be the Canadian Dollar Equivalent thereof;

- (ee) “**NI 62-103**” shall mean National Instrument 62-103 – *The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues*, as may be amended and in force from time to time, adopted by the Canadian securities regulatory authorities, and any comparable successor law, rule, instrument or regulation thereto in force in the Province of Ontario;
- (ff) “**NI 62-104**” shall mean National Instrument 62-104 – *Take-Over Bids and Issuer Bids*, as may be amended and in force from time to time, adopted by the Canadian securities regulatory authorities, and any comparable successor law, rule, instrument or regulation thereto in force in the Province of Ontario;
- (gg) “**Nominee**” has the meaning attributed to it in subsection 3.1(d);
- (hh) “**OBCA**” means the *Business Corporations Act* (Ontario), as amended, and the regulations made thereunder, and any successor laws or regulations thereto;
- (ii) “**Offer to Acquire**” includes, without limitation:
 - (i) an offer to purchase, a public announcement of an intention to make an offer to purchase, or a solicitation of an offer to sell; and
 - (ii) an acceptance of an offer to sell, whether or not such offer to sell has been solicited,or any combination thereof, and the Person accepting an offer to sell will be deemed to be making an offer to acquire to the Person who made the offer to sell;
- (jj) “**Offeror**” means a Person who has announced a current intention to make or who is making a Take-over Bid;

- (kk) **“Offeror’s Securities”** means Voting Shares Beneficially Owned by an Offeror on the date of a Take-over Bid;
- (ll) **“Permitted Bid”** means a Take-over Bid which is made by means of a take-over bid circular and which also complies with the following additional provisions:
- (i) the Take-over Bid is made to all holders of Voting Shares of record, other than the Offeror;
 - (ii) the Take-over Bid contains, and the take-up and payment for securities tendered or deposited thereunder is subject to, an irrevocable and unqualified condition that no Voting Shares will be taken-up or paid for pursuant to the Take-over Bid:
 - (A) prior to the close of business on a date which is not less than 105 days after the date of the Take-over Bid or such shorter minimum initial deposit period that a take-over bid (that is not exempt from the general take-over bid requirements contained in Part 2 of NI 62-104) must remain open for deposits of securities thereunder, in the applicable circumstances at such time, pursuant to NI 62-104;
 - (B) and then only if at such date in (A), more than 50% of the Voting Shares held by Independent Shareholders have been deposited or tendered pursuant to the Take-over Bid and not withdrawn;
 - (iii) the Take-over Bid contains an irrevocable and unqualified provision that, unless the Take-over Bid is withdrawn, Voting Shares may be deposited or tendered pursuant to such Take-over Bid at any time during the period of time between the date of the Take-over Bid and the date on which the Voting Shares subject to the Take-over Bid may be taken-up and paid for and that any Voting Shares deposited or tendered pursuant to the Take-over Bid may be withdrawn until taken-up and paid for; and
 - (iv) the Take-over Bid contains an irrevocable and unqualified provision that, if on the date on which Voting Shares may be taken up and paid for more than 50% of the Voting Shares held by Independent Shareholders have been deposited or tendered pursuant to the Take-over Bid and not withdrawn, the Offeror will make a public announcement of that fact and the Take-over Bid will remain open for deposits and tenders of Voting Shares for not less than 10 days from the date of such public announcement;
- provided, however, that a Take-over Bid that qualified as a Permitted Bid ceases to be a Permitted Bid at any time and as soon as such time when such Take-over Bid ceases to meet any or all of the provisions of this definition, and provided that, at such time, any acquisitions of securities made pursuant to such Permitted Bid, including any acquisition of securities made prior to such time, will cease to be a Permitted Bid Acquisition. The term “Permitted Bid” shall include a Competing Permitted Bid;
- (mm) **“Permitted Bid Acquisition”** means an acquisition of Voting Shares made pursuant to a Permitted Bid or a Competing Permitted Bid;
- (nn) **“Permitted Lock-up Agreement”** means an agreement (the terms of which are publicly disclosed and a copy of which is made available to the public):

- (i) not later than the date on which the Lock-up Bid (as defined below) is publicly announced; or
- (ii) if the Lock-up Bid has been made prior to the date on which such agreement has been entered into, forthwith and in any event not later than the Business Day following the date of such agreement;

between an Offeror, any Affiliate or Associate of the Offeror or any other Person acting jointly or in concert with the Offeror and a Person (the “**Locked-up Person**”) who is not an Affiliate or Associate of the Offeror or a Person acting jointly or in concert with the Offeror whereby the Locked-up Person agrees to deposit or tender Voting Shares and/or Convertible Securities held by the Locked-up Person to the Offeror’s Take-over Bid or to any Take-over Bid made by an Affiliate or Associate of the Offeror or made by any other Person acting jointly or in concert with the Offeror (the “**Lock-up Bid**”), where the agreement:

- (i)
 - (A) permits the Locked-up Person to terminate its obligation to tender or to withdraw the Voting Shares and/or Convertible Securities in order to tender or deposit the Voting Shares and/or Convertible Securities to another Take-over Bid or to support another transaction that contains an offering price for each Voting Share and/or Convertible Security that exceeds, or provides a value for each Voting Share and/or Convertible Security that is greater than, the offering price contained or proposed to be contained in the Lock-up Bid; or
 - (B) permits the Locked-up Person to terminate its obligation to tender or to withdraw the Voting Shares and/or Convertible Securities in order to tender or deposit the Voting Shares and/or Convertible Securities to another Take-over Bid or to support another transaction that contains an offering price for each Voting Share and/or Convertible Security that exceeds, or provides a value for each Voting Share and/or Convertible Security that is greater than, the offering price contained in or proposed to be contained in the Lock-up Bid by as much or more than a specified amount (the “**Specified Amount**”) where the Specified Amount is not greater than 7% of the offering price that is contained or proposed to be contained in the Lock-up Bid; and
- (ii) does not provide for any “break-up fees”, “top-up fees”, “termination fees”, penalties, expenses or other amounts that exceed in the aggregate the greater of (A) the cash equivalent of 2.5% of the price or value payable to the Locked-up Person under the Take-over Bid and (B) one-half of the increased price or value that is paid pursuant to another Take-over Bid or transaction, if the Locked-up Person fails to tender Voting Shares pursuant thereto or withdraws Voting Shares previously tendered in order to accept the other Take-over Bid or support the other transaction;
- (iii) if the number of Voting Shares or Convertible Securities offered to be purchased under the Lock-up Bid is less than 100% of the Voting Shares or Convertible Securities held by Independent Shareholders, where the price or value of the consideration per Voting Share or Convertible Security offered under such other Take-over Bid or transaction is not less than the price or value of the consideration per Voting Share or Convertible Security offered under the Lock-up Bid and the number of Voting Shares and/or Convertible Securities to be purchased under such other Take-over Bid or transaction:

- (A) exceeds the number of Voting Shares and/or Convertible Securities that the Offeror has offered to purchase under the Lock-up Bid; or
- (B) exceeds by as much as or more than a specified number (the “**Specified Number**”) the number of Voting Shares or Convertible Securities that the Offeror has offered to purchase under the Lock-up Bid, provided that the Specified Number is not greater than 7% of the number of Voting Shares or Convertible Securities offered to be purchased under the Lock-up Bid;

and for greater clarity, the agreement may contain a right of first refusal or require a period of delay to give the Person who made the Lock-up Bid an opportunity to match a higher price in another Take-over Bid or other similar limitation on a Locked-up Person’s right to withdraw Voting Shares from the agreement, so long as the limitation does not preclude the exercise by the Locked-up Person of the right to withdraw Voting Shares during the period for acceptance of the other Take-over Bid or transaction;

- (oo) “**Person**” includes, without limitation, any individual, body corporate, firm, partnership, association, fund, trust, trustee, executor, administrator, legal personal representative, group, organization, syndicate, government or governmental agency or instrumentality or other entity, whether incorporated or unincorporated;
- (pp) “**Privacy Laws**” has the meaning attributed to it in section 5.7;
- (qq) “**Pro Rata Acquisition**” means:
 - (i) the acquisition of Voting Shares as a result of a stock dividend, a stock split or other event pursuant to which a Person becomes the Beneficial Owner of Voting Shares or Convertible Securities on the same proportionate basis as all other holders of the same class of Voting Shares;
 - (ii) the acquisition of Voting Shares pursuant to any regular dividend reinvestment plan or other plan made available by the Corporation to holders of all its Voting Shares where such plan permits the holder to direct that some or all of: (A) dividends paid in respect of shares of any class of the Corporation, (B) proceeds of redemption of shares of the Corporation, (C) interest paid on evidences of indebtedness of the Corporation, or (D) optional cash payments be applied to the purchase from the Corporation of further securities of the Corporation (other than holders resident in any jurisdiction where participation in such plan is restricted or impractical to the Corporation as a result of applicable law); or
 - (iii) the receipt and/or exercise of rights (other than the Rights) issued by the Corporation and distributed to all the holders of a class of Voting Shares or Convertible Securities on a pro rata basis to subscribe for or purchase Voting Shares or Convertible Securities (other than holders resident in any jurisdiction where the distribution or exercise of such rights is restricted or impractical as a result of applicable law), provided that such rights are acquired directly from the Corporation and not from any other Person, and provided further that the Person exercising such rights does not thereby become the Beneficial Owner of a greater percentage of such Voting Shares or Convertible Securities, so offered than the Person’s percentage of Voting Shares Beneficially Owned immediately prior to such acquisition;
- (rr) “**Record Time**” has the meaning ascribed to it in the recitals;

- (ss) “**Redemption Price**” has the meaning ascribed to it in subsection 6.1(a);
- (tt) “**Right**” has the meaning ascribed to it in the recitals;
- (uu) “**Rights Certificates**” means the certificates representing the Rights after the Separation Time, which are to be substantially in the form attached as Exhibit A;
- (vv) “**Rights Plan**” has the meaning ascribed to it in the recitals;
- (ww) “**Rights Register**” and “**Rights Registrar**” have the respective meanings ascribed to them in subsection 2.3(a);
- (xx) “**Securities Act**” means the *Securities Act* (Ontario), as amended, and the regulations, instruments and rules thereunder, and any comparable or successor laws, instruments, rules or regulations thereto;
- (yy) “**Separation Time**” means, subject to subsection 6.1(d), the close of business on the tenth Trading Day after the earlier of:
 - (i) the Stock Acquisition Date;
 - (ii) the date of the commencement of, or first public announcement of the intent of any Person (other than the Corporation or any Subsidiary of the Corporation) to commence, a Take-over Bid (other than a Permitted Bid or a Competing Permitted Bid); and
 - (iii) the date upon which a Permitted Bid or Competing Permitted Bid ceases to be such;or such later time as may be determined by the Board of Directors; provided that (A) if the foregoing results in the Separation Time being prior to the Record Time, the Separation Time will be the Record Time, (B) if any Take-over Bid referred to in clause (ii) expires or is cancelled, terminated or otherwise withdrawn prior to the Separation Time, such Take-over Bid will be deemed, for the purposes of this definition, never to have been made or (C) if the Board of Directors determines pursuant to section 6.1 to waive the application of section 4.1 to a Flip-in Event, the Separation Time in respect of that Flip-in Event will be deemed never to have occurred;
- (zz) “**Stock Acquisition Date**” means the date of the first public announcement (which, for purposes of this definition, shall include, without limitation, a news release issued or report filed pursuant to the early warning requirements of NI 62-103 or section 13(d) of the *U.S. Exchange Act*) by the Corporation or a Person of facts indicating that a Person has become an Acquiring Person;
- (aaa) “**Subsidiary**” of a Person has the meaning ascribed to it in the *Securities Act*;
- (bbb) “**Take-over Bid**” means an Offer to Acquire Voting Shares or Convertible Securities (or both), where the Voting Shares subject to the Offer to Acquire, together with the Voting Shares into which the Convertible Securities are convertible or exchangeable, together with the Offeror’s Securities, constitute, in the aggregate, 20% or more of the Voting Shares outstanding on the date of the Offer to Acquire;

- (ccc) “**Termination Time**” means the time at which the right to exercise Rights will terminate pursuant to subsection 6.1(g);
- (ddd) “**Trading Day**”, when used with respect to any securities, means a day on which the principal Canadian securities exchange on which such securities are listed or admitted to trading is open for the transaction of business or, if the securities are not listed or admitted to trading on any Canadian securities exchange, a Business Day;
- (eee) “**Transferee**” has the meaning ascribed to it in subsection 4.1(b);
- (fff) “**U.S. Exchange Act**” means the *United States Securities Exchange Act of 1934*, as amended, and the rules and regulations thereunder as from time to time in effect;
- (ggg) “**Voting Share Reduction**” means an acquisition or redemption by the Corporation or a Subsidiary of the Corporation of Voting Shares which, by reducing the number of Voting Shares outstanding, increases the percentage of outstanding Voting Shares Beneficially Owned by any Person to 20% or more of the Voting Shares outstanding; and
- (hhh) “**Voting Shares**” means the Common Shares and any other shares in the capital of the Corporation to which are attached a right to vote for the election of directors generally.

1.2 Currency

All sums of money which are referred to in this agreement are expressed in lawful money of Canada, unless otherwise specified.

1.3 Descriptive Headings

Descriptive headings are for convenience only and are not to affect the meaning or construction of any of the provisions of this agreement.

1.4 References to Agreement

References to “**this agreement**”, “**hereto**”, “**herein**”, “**hereby**”, “**hereunder**”, “**hereof**” and similar expressions refer to this agreement, as amended or supplemented from time to time, and not to any particular Article, section, subsection, clause or other portion hereof and include any and every instrument supplemental or ancillary hereto.

1.5 Calculation of Number and Percentage of Beneficial Ownership of Outstanding Voting Shares

- (a) For the purposes of this agreement, in determining the percentage of the outstanding Voting Shares with respect to which a Person is or is deemed to be the Beneficial Owner, all unissued Voting Shares of which such Person is deemed to be the Beneficial Owner will be deemed to be outstanding.
- (b) The percentage of outstanding Voting Shares Beneficially Owned by any Person, for the purposes of this agreement, will be and be deemed to be the product determined by the formula:

$$100 \quad \times \quad \frac{A}{B}$$

where:

A = the number of votes for the election of all directors generally attaching to the outstanding Voting Shares Beneficially Owned by such Person; and

B = the number of votes for the election of all directors generally attaching to all outstanding Voting Shares.

1.6 Acting Jointly or in Concert

For purposes of this agreement, a Person is acting jointly or in concert with every other Person who has any agreement, arrangement, commitment or understanding (whether formal or informal and whether or not in writing) with the first Person, or with any of such other Person's Affiliates or Associates, to acquire or Offer to Acquire any Voting Shares or Convertible Securities (other than (i) customary agreements with and between underwriters and/or banking group members and/or selling group members with respect to a distribution of securities pursuant to prospectus or by way of private placement, and (ii) pledges or hypothecations of securities granted as security in the ordinary course of business of the pledgee or hypothecatee).

ARTICLE 2 THE RIGHTS

2.1 Legend on Certificates

Certificates for Common Shares issued after the Record Time but prior to the earlier of the Separation Time and the Expiration Time will evidence, in addition to the Common Shares, but subject to section 3.2, one Right for each Common Share evidenced thereby and will have impressed, printed or written on or otherwise affixed to them substantially the following legend:

UNTIL THE SEPARATION TIME (AS DEFINED IN THE RIGHTS AGREEMENT REFERRED TO BELOW), THIS CERTIFICATE ALSO EVIDENCES AND ENTITLES THE HOLDER OF THIS CERTIFICATE TO CERTAIN RIGHTS AS SET FORTH IN A SHAREHOLDER RIGHTS PLAN AGREEMENT DATED AS OF MAY 25, 2022 (AS THE SAME MAY BE AMENDED OR SUPPLEMENTED FROM TIME TO TIME IN ACCORDANCE WITH THE TERMS THEREOF, THE "RIGHTS AGREEMENT") BETWEEN TRISURA GROUP LTD. (THE "CORPORATION") AND TSX TRUST COMPANY, AS RIGHTS AGENT, THE TERMS OF WHICH ARE INCORPORATED HEREIN BY REFERENCE AND A COPY OF WHICH MAY BE INSPECTED DURING NORMAL BUSINESS HOURS AT THE PRINCIPAL EXECUTIVE OFFICES OF THE CORPORATION. UNDER CERTAIN CIRCUMSTANCES, AS SET FORTH IN THE RIGHTS AGREEMENT, SUCH RIGHTS MAY BE AMENDED, REDEEMED OR TERMINATED, MAY EXPIRE, MAY BECOME VOID (IF, IN CERTAIN CASES, THEY ARE "BENEFICIALLY OWNED" BY AN "ACQUIRING PERSON", WHETHER CURRENTLY HELD BY OR ON BEHALF OF SUCH PERSON OR ANY SUBSEQUENT HOLDER) OR MAY BE EVIDENCED BY SEPARATE CERTIFICATES AND MAY NO LONGER BE EVIDENCED BY THIS CERTIFICATE. THE CORPORATION WILL

MAIL OR ARRANGE FOR THE MAILING OF A COPY OF THE RIGHTS AGREEMENT TO THE HOLDER OF THIS CERTIFICATE WITHOUT CHARGE AS SOON AS IS PRACTICABLE AFTER RECEIPT OF A WRITTEN REQUEST THEREFOR.

Certificates representing Common Shares that are issued and outstanding at the Record Time will evidence one Right for each Common Share evidenced thereby, despite the absence of the foregoing legend until the earlier of the Separation Time and the Expiration Time.

2.2 Execution, Authentication, Delivery and Dating of Rights Certificates

- (a) The Rights Certificates will be executed on behalf of the Corporation by the Chairman of the Board of Directors, the Chief Executive Officer, the Chief Financial Officer or any Vice-President. The signatures of such officers may be reproduced in electronic format on the Rights Certificates, and when so reproduced will be valid and binding on the Corporation even though the Persons whose signatures are so reproduced may not hold office at the time the Rights Certificates are issued.
- (b) Promptly after the Separation Time, the Corporation will notify the Rights Agent of the Separation Time and will deliver Rights Certificates executed by the Corporation to the Rights Agent for countersignature and a disclosure statement describing the Rights, and the Rights Agent will countersign such Rights Certificates and deliver such Rights Certificates and disclosure statement to the holders of the Rights pursuant to subsection 3.1(d). No Rights Certificate will be valid for any purpose until countersigned by the Rights Agent.
- (c) Each Rights Certificate will be dated the date it is countersigned.

2.3 Registration, Registration of Transfer and Exchange

- (a) After the Separation Time, the Corporation will cause to be kept a register (the “**Rights Register**”) in which, subject to such reasonable regulations as it may prescribe, the Corporation will provide for the registration and transfer of Rights. The Rights Agent is hereby appointed the “**Rights Registrar**” for the purpose of maintaining the Rights Register for the Corporation and registering Rights and transfers of Rights as provided in this agreement. If the Rights Agent ceases to be the Rights Registrar, the Rights Agent will have the right to examine the Rights Register at all reasonable times. After the Separation Time and prior to the Expiration Time, upon surrender for registration of transfer or exchange of any Rights Certificate, but subject to subsection (c) and subsection 4.1(b), the Corporation will execute, and the Rights Agent will countersign and deliver, in the name of the holder or the designated transferee or transferees, as required pursuant to the holder’s instructions, one or more new Rights Certificates evidencing the same aggregate number of Rights as did the Rights Certificates so surrendered. Alternatively, in the case of the exercise of Rights in Book Entry Form, the Rights Agent shall provide the holder or designated transferee or transferees with one or more statements issued under the Right Agent’s direct registration system evidencing the same aggregate number of Rights as did the direct registration system’s records for the Rights transferred or exchanged.
- (b) All Rights issued upon any registration of transfer or exchange of Rights Certificates will be valid obligations of the Corporation, and such Rights will be entitled to the same benefits under this agreement as the Rights surrendered upon such registration of transfer or exchange.
- (c) Every Rights Certificate surrendered for registration of transfer or exchange will be duly endorsed, or be accompanied by a written instrument of transfer in form satisfactory to the Corporation or the

Rights Agent, as the case may be, duly executed by the holder thereof or such holder's attorney duly authorized in writing. As a condition to the issuance of any new Rights Certificate under this section 2.3, the Corporation may require the payment of a sum sufficient to cover any tax or other governmental charge that may be imposed in relation thereto and any other expenses (including the fees and expenses of the Rights Agent) in connection therewith.

- (d) The Corporation shall not be required to register the transfer or exchange of any Rights after the Rights have been terminated pursuant to the provisions of this agreement.

2.4 Mutilated, Destroyed, Lost and Stolen Rights Certificates

- (a) If any mutilated Rights Certificate is surrendered to the Rights Agent prior to the Expiration Time, the Corporation will execute and the Rights Agent will countersign and deliver in exchange therefor a new Rights Certificate evidencing the same number of Rights as the Rights Certificate so surrendered.
- (b) If there will be delivered to the Corporation and the Rights Agent prior to the Expiration Time (i) evidence to their satisfaction of the destruction, loss or theft of any Rights Certificate and (ii) such security or indemnity as may be required by them to indemnify them and any of their agents, then, in the absence of notice to the Corporation or the Rights Agent that such Rights Certificate has been acquired by a *bona fide* purchaser, the Corporation will execute, and upon its request the Rights Agent will countersign and deliver, in lieu of any such destroyed, lost or stolen Rights Certificate, a new Rights Certificate evidencing the same number of Rights as did the Rights Certificate so destroyed, lost or stolen.
- (c) As a condition to the issuance of any new Rights Certificate under this section, the Corporation may require the payment of a sum sufficient to cover any tax or other governmental charge that may be imposed in relation thereto and any other expenses (including the fees and expenses of the Rights Agent) in connection therewith.
- (d) Every new Rights Certificate issued pursuant to this section in lieu of any destroyed, lost or stolen Rights Certificate will evidence a contractual obligation of the Corporation, whether or not the destroyed, lost or stolen Rights Certificate is at any time enforceable by anyone, and will be entitled to all the benefits of this agreement equally and proportionately with any and all other Rights duly issued by the Corporation under this agreement.

2.5 Persons Deemed Owners of Rights

The Corporation, the Rights Agent and any agent of the Corporation or the Rights Agent may deem and treat the Person in whose name a Rights Certificate (or, prior to the Separation Time, the associated Common Share certificate, or if no certificate evidences the Common Share registration, satisfactory evidence of the associated Common Share registration) is registered as the absolute owner thereof and of the Rights evidenced thereby for all purposes. As used in this agreement, unless the context otherwise requires, the term “**holder**” of any Rights will mean the registered holder of such Rights (or, prior to the Separation Time, of the associated Common Shares).

2.6 Delivery and Cancellation of Certificates

All Rights Certificates surrendered upon exercise or for redemption, registration of transfer or exchange, if surrendered to any Person other than the Rights Agent, will be delivered to the Rights Agent and, in any case, will be promptly cancelled by the Rights Agent. The Corporation may deliver at any time to the Rights Agent for cancellation any Rights Certificates previously countersigned and delivered hereunder which the Corporation may

have acquired in any manner whatsoever, and all Rights Certificates so delivered will be promptly cancelled by the Rights Agent. No Rights Certificate will be countersigned in lieu of or in exchange for any Rights Certificates cancelled as provided for in this section, except as expressly permitted by this agreement. The Rights Agent will destroy all cancelled Rights Certificates and on request by the Corporation, will deliver a certificate of destruction to the Corporation.

2.7 Agreement of Rights Holders

Every holder of Rights, by accepting Rights, becomes a party to this agreement and for greater certainty is bound by the provisions herein and consents and agrees with the Corporation and the Rights Agent and with every other holder of Rights that:

- (a) it will be bound by and subject to the provisions of this agreement, as amended from time to time in accordance with the terms hereof, in respect of the Rights held;
- (b) prior to the Separation Time, each Right will be transferable only together with, and will be transferred by a transfer of, the associated Common Share certificate representing such Right;
- (c) after the Separation Time, the Rights Certificates will be transferable only upon registration of the transfer on the Rights Register as provided in this agreement;
- (d) prior to due presentment of a Rights Certificate (or, prior to the Separation Time, the associated Common Share certificate, or if no certificate evidences the Common Share registration, satisfactory evidence of the associated Common Share registration) for registration of transfer or exchange, the Corporation, the Rights Agent and any agent of the Corporation or the Rights Agent may deem and treat the Person in whose name the Rights Certificate (or, prior to the Separation Time, the associated Common Share certificate, or if no certificate evidences the Common Share registration, satisfactory evidence of the associated Common Share registration) is registered as the absolute owner thereof and of the Rights evidenced thereby (despite any notations of ownership or writing on such Rights Certificate or the associated Common Share certificate made by anyone other than the Corporation or the Rights Agent) for all purposes, and neither the Corporation nor the Rights Agent will be affected by any notice to the contrary;
- (e) it has waived any right and is not entitled to receive any fractional Rights or any fractional Common Shares upon exercise of a Right (except as provided herein);
- (f) subject to section 6.5, without the approval of the holders of Voting Shares or Rights and on the sole authority of the Board of Directors, this agreement may be amended or supplemented from time to time as provided in this agreement; and
- (g) notwithstanding anything in this agreement to the contrary, neither the Corporation nor the Rights Agent will have any liability to any holder of a Right or any other Person as a result of its inability to perform any of its obligations under this agreement by reason of any preliminary or permanent injunction or other order, decree or ruling issued by a court of competent jurisdiction or by a governmental, regulatory or administrative agency or commission, or any statute, rule, regulation or executive order promulgated or enacted by a governmental authority, prohibiting or otherwise restraining performance of such obligations, and any performance times provided for in this agreement shall be extended for a period of time equivalent to the time lost because of any delay in performance that is excusable hereunder.

2.8 Rights Certificate Holder Not Deemed a Shareholder

No holder, as such, of any Right or Rights Certificate will be entitled to vote or receive dividends as, or be deemed for any purpose to be, a holder of any Common Share which may at any time be issuable on the exercise of such Right, nor will anything contained herein or in any Rights Certificate be construed or deemed to confer on the holder of any Right or Rights Certificate, as such, any of the rights, titles, benefits or privileges of a shareholder of the Corporation or any right to vote at any meeting of shareholders of the Corporation whether for the election of directors or otherwise or on any matter submitted to shareholders of the Corporation at any meeting thereof, or to give or withhold consent to any action of the Corporation, or to receive notice of any meeting or other action affecting any shareholder of the Corporation except as expressly provided herein, or to receive dividends, distributions or subscription rights, or otherwise, until the Right or Rights evidenced by any Rights Certificate will have been duly exercised in accordance with the terms and provisions hereof.

ARTICLE 3 EXERCISE OF THE RIGHTS

3.1 Initial Exercise Price; Exercise of Rights; Detachment of Rights

- (a) Subject to adjustment as set forth in this agreement, from and after the Separation Time and prior to the Expiration Time, each Right will entitle the holder thereof to purchase one Common Share for the Exercise Price (which Exercise Price and number of Common Shares are subject to adjustment as set forth below).
- (b) Until the Separation Time:
 - (i) the Rights are not exercisable and may not be exercised; and
 - (ii) each Right will be evidenced by the certificate for the associated Common Share registered in the name of the holder thereof (which certificate will also be deemed to be a Rights Certificate) or by the Book Entry Form registration for the associated Common Shares and will be transferable only together with, and will be transferred by a transfer of, such associated Common Share.
- (c) From and after the Separation Time and prior to the Expiration Time:
 - (i) the Rights will be exercisable; and
 - (ii) the registration and transfer of the Rights will be separate from and independent of the Common Shares.
- (d) Promptly following the Separation Time, the Corporation will determine whether it wishes to issue Rights Certificates or whether it will maintain the Rights in Book Entry Form. In the event the Corporation determines to maintain the Rights in Book Entry Form, it will put in place such alternative procedures as are directed by the Rights Agent for the Rights to be maintained in Book Entry Form (the “**Book Entry Rights Exercise Procedures**”), it being hereby acknowledged that such procedures shall, to the greatest extent possible, replicate in all substantive respects the procedures set out in this agreement with respect to the exercise of the Rights Certificates and the procedures set out in this agreement shall be modified only to the extent necessary, as determined by the Rights Agent, to permit the Corporation to maintain the Rights in Book Entry Form. In such event, the Book Entry Rights Exercise Procedures shall be deemed to replace the procedures set out

in this agreement with respect to the exercise of Rights and all provisions of this agreement referring to Rights Certificates shall be applicable to Rights registered in Book Entry Form in like manner as to Rights in certificated form.

In the event that the Corporation determines to issue Rights Certificates, the Rights Agent will mail to each holder of record of Common Shares as of the Separation Time (other than an Acquiring Person and other than, in respect of any Rights Beneficially Owned by such Acquiring Person which are not held of record by such Acquiring Person, the holder of record of such Rights (a “**Nominee**”)), at such holder’s address as shown by the records of the Corporation (and the Corporation will furnish copies of such records to the Rights Agent for this purpose):

- (i) a Rights Certificate representing the number of Rights held by such holder at the Separation Time in substantially the form of Exhibit A, appropriately completed, and having such marks of identification or designation and such legends, summaries or endorsements printed thereon as the Corporation may deem appropriate and as are not inconsistent with the provisions of this agreement, or as may be required to comply with any law, rule, regulation or judicial or administrative order or with any rule or regulation made pursuant thereto or with any rule or regulation of any stock exchange or quotation system on which the Rights may be listed or traded from time to time, or to conform to usage; and
- (ii) a disclosure statement prepared by the Corporation describing the Rights;

provided that a Nominee will be sent the materials provided for in clauses (i) and (ii) only in respect of all Common Shares held of record by it which are not Beneficially Owned by an Acquiring Person. In order for the Corporation to determine whether any Person is holding Common Shares which are Beneficially Owned by another Person, the Corporation may require the first-mentioned Person to furnish any information and documentation as the Corporation deems necessary or appropriate to make that determination.

- (e) Rights may be exercised in whole or in part on any Business Day after the Separation Time and prior to the Expiration Time by submitting to the Rights Agent at its principal office in the city of Toronto or any other office of the Rights Agent or Co-Rights Agent in the cities designated for that purpose from time to time by the Corporation:
 - (i) the Rights Certificate evidencing such Rights;
 - (ii) an election to exercise such Rights (an “**Election to Exercise**”) substantially in the form attached to the Rights Certificate duly completed and executed by the holder or his or her executors or administrators or other personal representatives or his, her or their legal attorney duly appointed by an instrument in writing in form and executed in a manner satisfactory to the Rights Agent; and
 - (iii) payment by certified cheque, banker’s draft or money order payable to the order of the Rights Agent, of a sum equal to the applicable Exercise Price multiplied by the number of Rights being exercised and an amount sufficient to cover any tax or other governmental charge which may be payable in respect of any transfer or delivery of Rights Certificates or the issuance or delivery of certificates for the relevant Common Shares in a name other than that of the holder of the Rights being exercised.
- (f) In the event that the Corporation determines to issue Rights Certificates, then upon receipt of the Rights Certificate which is accompanied by a completed Election to Exercise that does not indicate

that such Right is null and void as provided by subsection 4.1(b) and payment as set forth in subsection 3.1(e), the Rights Agent (unless otherwise instructed by the Corporation if the Corporation is of the opinion that the Rights cannot be exercised in accordance with this agreement) will promptly:

- (i) requisition from the transfer agent of the Common Shares, certificates representing the number of such Common Shares to be purchased (the Corporation hereby irrevocably authorizing its transfer agents to comply with all such requisitions);
 - (ii) when appropriate, requisition from the Corporation the amount of cash (if any) to be paid in lieu of issuing fractional Common Shares;
 - (iii) after receipt of the Common Share certificates, deliver them to or to the order of the registered holder of such Rights Certificate, registered in such name or names as may be designated by such holder;
 - (iv) after receipt, deliver such cash (if any) referred to in clause (ii) by way of cheque to or to the order of the registered holder of the Rights Certificate; and
 - (v) tender to the Corporation all payments received on exercise of the Rights.
- (g) In case the holder of any Rights exercises less than all the Rights evidenced by such holder's Rights Certificate, a new Rights Certificate evidencing the Rights remaining unexercised will be issued by the Rights Agent to such holder or to such holder's duly authorized assigns.
- (h) The Corporation covenants and agrees that it will:
- (i) take all such action as may be necessary and within its power to ensure that all Common Shares delivered upon exercise of Rights, at the time of delivery of the certificates representing such Common Shares or registration in Book Entry Form of such Common Shares (subject to payment of the Exercise Price), will be duly and validly authorized, issued and delivered as fully paid and non-assessable;
 - (ii) take all such action as may be necessary and within its power to comply with any applicable requirements of the OBCA, the *Securities Act* and the securities legislation of each of the other provinces and territories of Canada and any other applicable law, rule or regulation in connection with the issuance and delivery of the Rights Certificates and the issuance of any Common Shares upon exercise of Rights;
 - (iii) use reasonable efforts to cause all Common Shares issued on exercise of Rights to be listed on the principal exchanges or over-the-counter markets on which the Common Shares are then listed or traded;
 - (iv) if required, cause to be reserved and kept available out of its authorized and unissued Common Shares the number of Common Shares that, as provided in this agreement, will be sufficient from time to time to permit the exercise in full of all outstanding Rights; and
 - (v) pay when due and payable any Canadian and United States federal and provincial and state transfer taxes and charges (for greater certainty, not in the nature of income, capital gains or withholding taxes) which may be payable in respect of the original issuance or delivery

of the Rights Certificates or registration in Book Entry Form of Common Shares to be issued upon exercise of any Rights, provided that the Corporation will not be required to pay any tax or other governmental charge which may be payable in respect of any transfer or delivery of Rights Certificates or the issuance or delivery of certificates for Common Shares or registration in Book Entry Form of Common Shares in a name other than that of the holder of the Rights being transferred or exercised.

3.2 Adjustments to Exercise Price: Number of Rights

The Exercise Price, the number of Common Shares or other securities subject to purchase on the exercise of each Right and the number of Rights outstanding are subject to adjustment from time to time as provided in this section.

- (a) If the Corporation at any time after the Record Time and prior to the Expiration Time:
 - (i) declares or pays a dividend on the Common Shares payable in Common Shares (or other securities exchangeable for or convertible into or giving a right to acquire Common Shares or other securities of the Corporation) other than (A) pursuant to any dividend reinvestment plan of the Corporation providing for the acquisition of Common Shares, or (B) the issue of Common Shares (or other Convertible Securities) in lieu of (and having a value no greater than) a dividend paid in the ordinary course;
 - (ii) subdivides or changes the outstanding Common Shares into a greater number of Common Shares;
 - (iii) combines or changes the outstanding Common Shares into a smaller number of Common Shares; or
 - (iv) issues any Common Shares (or other Convertible Securities) in respect of, in lieu of or in exchange for existing Common Shares except as otherwise provided in this section 3.2;

the Exercise Price and the number of Rights outstanding (or, if the payment or effective date therefor occurs after the Separation Time, the securities purchasable on exercise of Rights) will be adjusted in the following manner.

If the Exercise Price and number of Rights are to be adjusted (i) the Exercise Price in effect after such adjustment will be equal to the Exercise Price in effect immediately prior to such adjustment divided by the number of Common Shares (or other securities of the Corporation) (the “**Expansion Factor**”) that a holder of one Common Share immediately prior to such dividend, subdivision, combination, change or issuance would hold thereafter as a result thereof and (ii) each Right held prior to such adjustment will become that number of Rights equal to the Expansion Factor, and the adjusted number of Rights will be deemed to be allocated among the Common Shares with respect to which the original Rights were associated (if they remain outstanding) and the securities of the Corporation issued in respect of such dividend, subdivision, consolidation, change or issuance, so that each such Common Share (or other security of the Corporation) will have exactly one Right associated with it.

For greater certainty, if the securities purchasable upon exercise of Rights are to be adjusted, the securities purchasable on exercise of each Right after such adjustment will be the securities that a holder of the securities purchasable on exercise of one Right immediately prior to such dividend, subdivision, consolidation, change or issuance would hold thereafter as a result thereof.

Adjustments pursuant to this subsection will be made successively whenever an event referred to in this subsection occurs.

- (b) If the Corporation at any time after the Record Time and prior to the Expiration Time fixes a record date for the issuance of rights, options or warrants to all or substantially all holders of Common Shares entitling them to subscribe for or acquire (for a period expiring within 45 calendar days after such record date) Common Shares, shares having the same rights, privileges, restrictions and conditions as Common Shares (“**equivalent common shares**”), or securities convertible into or exchangeable for or carrying a right to acquire Common Shares or equivalent common shares at a price per Common Share or per equivalent common share (or, if a security convertible into or exchangeable for or carrying a right to acquire Common Shares or equivalent common shares, having a conversion, exchange or exercise price, including the price required to be paid to purchase such convertible or exchangeable security or right, per share) less than 90% of the Market Price per Common Share on the second Trading Day immediately preceding such record date, the Exercise Price in respect of the Rights to be in effect after such record date will be determined by multiplying the Exercise Price in respect of the Rights in effect immediately prior to such record date by a fraction (i) the numerator of which will be the number of Common Shares outstanding on such record date, plus the number of Common Shares that the aggregate offering price of the total number of Common Shares and/or equivalent common shares so to be offered (and/or the aggregate initial conversion, exchange or exercise price of the convertible or exchangeable securities or rights so to be offered (including the price required to be paid to purchase such convertible or exchangeable securities or rights)) would purchase at such Market Price per Common Share and (ii) the denominator of which will be the number of Common Shares outstanding on such record date, plus the number of additional Common Shares and/or equivalent common shares to be offered for subscription or purchase (or into which the convertible or exchangeable securities or rights so to be offered are initially convertible, exchangeable or exercisable). In case such subscription price may be paid by delivery of consideration, part or all of which is in a form other than cash, the value of such consideration will be as determined in good faith by the Board of Directors, whose determination will be described in a statement filed with the Rights Agent and will be binding on the Rights Agent and the holders of the Rights. Such adjustment will be made successively whenever such a record date is fixed. To the extent that such rights, options or warrants are not so issued, or if issued, are not exercised prior to the expiration thereof, the Exercise Price will be readjusted to the Exercise Price which would then be in effect based on the number of Common Shares, equivalent common shares (or securities convertible into or exchangeable or exercisable for Common Shares or equivalent common shares) actually issued on exercise of such rights, options or warrants.
- (c) For purposes of this agreement, the granting of the right to purchase Common Shares (whether from treasury or otherwise) pursuant to a dividend reinvestment plan or any employee benefit, stock option or similar plans will be deemed not to constitute an issue of rights, options or warrants by the Corporation; provided, however, that, in all such cases, the right to purchase Common Shares is at a price per share of not less than 90% of the then current market price per share (determined as provided in such plans) of the Common Shares.
- (d) If the Corporation at any time after the Record Time and prior to the Expiration Time fixes a record date for a distribution to all or substantially all holders of Common Shares (including any such distribution made in connection with a merger in which the Corporation is the continuing corporation or an amalgamation) of (i) evidences of indebtedness or assets, including cash (other than a dividend paid in the ordinary course or a dividend paid in Common Shares, but including any dividend payable in securities other than Common Shares), (ii) rights, options or warrants entitling them to subscribe for or purchase Common Shares (or Convertible Securities) (excluding those referred to in subsection 3.2(b)) at a price per Common Share (or, if a security convertible into or

exchangeable for or carrying a right to acquire Common Shares, having a conversion, exchange or exercise price, including the price required to be paid to purchase such convertible or exchangeable security or right, per share) that is less than 90% of the Market Price per Common Share on the second Trading Day immediately preceding such record date or (iii) other securities of the Corporation, the Exercise Price in effect after such record date shall be determined by multiplying the Exercise Price in effect immediately prior to such record date by a fraction: (x) the numerator of which shall be the Market Price per Common Share on such record date, less the fair market value (as determined in good faith by the Board of Directors, whose determination shall be described in a statement filed with the Rights Agent and shall be binding on the Rights Agent and the holders), on a per share basis, of the portion of the evidences of indebtedness, cash, assets, rights, options or warrants or other securities so to be distributed; and (y) the denominator of which shall be such Market Price per Common Share. Such adjustments will be made successively whenever such a record date is fixed and, if such distribution is not so made, the Exercise Price in respect of the Rights will be adjusted to be the Exercise Price in respect of the Rights which would have been in effect if such record date had not been fixed.

- (e) In the event the Corporation shall at any time after the Record Time and prior to the Expiration Time issue any securities of the Corporation (other than Common Shares), or rights, options or warrants to subscribe for or purchase any such securities of the Corporation, or securities convertible into or exchangeable for or carrying a right to purchase any such securities of the Corporation, in a transaction referred to in clause 3.2(a)(ii) or 3.2(a)(iv), if the Board of Directors acting in good faith determines that the adjustments contemplated by section 3.2 in connection with such transaction will not appropriately protect the interests of the holders, the Board of Directors acting in good faith may determine what other adjustments to the Exercise Price, number of Rights and/or securities purchasable upon exercise of Rights would be appropriate and, notwithstanding section 3.2, such adjustments, rather than such other adjustments contemplated by section 3.2, shall be made. The Corporation and the Rights Agent shall have authority, with such prior approval of the holders of the Common Shares or the holders as may be required to amend this agreement in accordance with section 6.5 and subject to receipt of all necessary approvals of the securities exchanges on which the Common Shares are at the relevant time listed or approved to trading, to amend this agreement as appropriate to provide for such adjustments.
- (f) Notwithstanding anything in this agreement to the contrary, no adjustment of the Exercise Price will be required unless such adjustment would require an increase or decrease of at least 1% in the Exercise Price; provided, however, that any adjustments which by reason of this subsection are not required to be made will be carried forward and taken into account in any subsequent adjustment. All calculations under section 3.2 will be made to the nearest cent or to the nearest ten-thousandth of a Common Share or other share, as the case may be.
- (g) If as a result of an adjustment made pursuant to section 4.1, the holder of any Right thereafter exercised will become entitled to receive any shares other than Common Shares, thereafter the number of such other shares so receivable upon exercise of any Right and the applicable Exercise Price thereof will be subject to adjustment from time to time in a manner and on terms as nearly equivalent as is practicable to the provisions with respect to the Common Shares contained in this section 3.2, and the provisions of this agreement with respect to the Common Shares will apply on like terms to any such other shares.
- (h) All Rights originally issued by the Corporation subsequent to any adjustment made to the Exercise Price will evidence the right to purchase, at the adjusted Exercise Price, the number of Common Shares purchasable from time to time hereunder upon exercise of the Rights, all subject to further adjustment as provided herein.

- (i) Unless the Corporation has exercised its election as provided in subsection (j), upon each adjustment of an Exercise Price as a result of the calculations made in subsections (b) and (d), each Right outstanding immediately prior to the making of such adjustment will thereafter evidence the right to purchase, at the adjusted Exercise Price, that number of Common Shares (calculated to the nearest one ten-thousandth) obtained by:
 - (i) multiplying (A) the number of Common Shares covered by a Right immediately prior to such adjustment by (B) the Exercise Price in effect immediately prior to such adjustment; and
 - (ii) dividing the product so obtained by the Exercise Price in effect immediately after such adjustment.
- (j) The Corporation may elect on or after the date of any adjustment of an Exercise Price to adjust the number of Rights, in lieu of any adjustment in the number of Common Shares purchasable upon the exercise of a Right. Each of the Rights outstanding after the adjustment in the number of Rights will be exercisable for the number of Common Shares for which such a Right was exercisable immediately prior to such adjustment. Each Right held of record prior to such adjustment of the number of Rights will become that number of Rights (calculated to the nearest one ten-thousandth) obtained by dividing the relevant Exercise Price in effect immediately prior to adjustment of the relevant Exercise Price by the relevant Exercise Price in effect immediately after adjustment of the relevant Exercise Price. The Corporation will make a public announcement of its election to adjust the number of Rights, indicating the record date for the adjustment, and, if known at the time, the amount of the adjustment to be made. This record date may be the date on which the relevant Exercise Price is adjusted or any day thereafter, but, if the Rights Certificates have been issued, will be at least 10 days later than the date of the public announcement. If Rights Certificates have been issued, upon each adjustment of the number of Rights pursuant to this subsection, the Corporation, as promptly as is practicable, will cause to be distributed to holders of record of Rights Certificates on such record date, Rights Certificates evidencing, subject to section 6.4, the additional Rights to which such holders will be entitled as a result of such adjustment, or, at the option of the Corporation, will cause to be distributed to such holders of record in substitution and replacement for the Rights Certificates held by such holders prior to the date of adjustment, and upon surrender thereof, if required by the Corporation, new Rights Certificates evidencing all the Rights to which such holders will be entitled after such adjustment. Rights Certificates to be so distributed will be issued, executed and countersigned in the manner provided for herein and may bear, at the option of the Corporation, the relevant adjusted Exercise Price and will be registered in the names of holders of record of Rights Certificates on the record date specified in the public announcement.
- (k) Each Right originally issued by the Corporation subsequent to any adjustment made to the Exercise Price hereunder shall evidence the right to purchase, at the adjusted Exercise Price, the number of Common Shares purchasable from time to time hereunder upon exercise of a Right immediately prior to such issue, all subject to further adjustment as provided herein.
- (l) If as a result of an adjustment made pursuant to this section 3.2, the holder of any Right thereafter exercised shall become entitled to receive any securities other than Common Shares, thereafter the number of such other securities so receivable upon exercise of any Right and the applicable Exercise Price thereof shall be subject to adjustment from time to time in a manner and on terms as nearly equivalent as is practicable to the provisions with respect to the Common Shares contained in this section 3.2, and the provisions of this agreement with respect to the Common Shares shall apply on like terms to any such other securities.

- (m) Irrespective of any adjustment or change in an Exercise Price or the number of Common Shares issuable upon the exercise of the Rights, the Rights Certificates previously and thereafter issued may continue to express the relevant Exercise Price per Common Share and the number of Common Shares which were expressed in the initial Rights Certificates issued hereunder.
- (n) In any case in which this section requires that an adjustment in an Exercise Price be made effective as of a record date for a specified event, the Corporation may elect to defer, until the occurrence of such event, the issuance to the holder of any Right exercised after such record date of the number of Common Shares and other securities of the Corporation, if any, issuable upon such exercise over and above the number of Common Shares and other securities of the Corporation, if any, issuable upon such exercise on the basis of the relevant Exercise Price in effect prior to such adjustment; provided, however, that the Corporation delivers to such holder a due bill or other appropriate instrument evidencing such holder's right to receive such additional Common Shares (fractional or otherwise) or other securities upon the occurrence of the event requiring such adjustment.
- (o) Notwithstanding anything in this section to the contrary, the Corporation will be entitled to make such reductions in the Exercise Price, in addition to those adjustments expressly required by this section, as and to the extent that in its good faith judgment the Board of Directors determines to be advisable in order that any (i) consolidation or subdivision of Common Shares, (ii) issuance wholly for cash of any Common Share or securities that by their terms are convertible into or exchangeable for Common Shares, (iii) stock dividends or (iv) issuance of rights, options or warrants referred to in this section, hereafter made by the Corporation to holders of its Common Shares, will not be taxable to such shareholders.
- (p) The Corporation covenants and agrees that, after the Separation Time, except as permitted by section 6.1 or 6.5, it will not take (or permit any Subsidiary of the Corporation to take) any action if at the time such action is taken it is reasonably foreseeable that such action would diminish substantially or otherwise eliminate the benefits intended to be afforded by the Rights.
- (q) Whenever an adjustment to the Exercise Price or a change in the securities purchasable upon exercise of the Rights is made pursuant to this section, the Corporation will promptly:
 - (i) file with the Rights Agent and with the transfer agent for the Common Shares a certificate specifying the particulars of such adjustment or change; and
 - (ii) cause notice of the particulars of such adjustment or change to be given to the holders of the Rights who request a copy.

The failure to file such certificate or cause such notice to be given as aforesaid, or any defect therein, will not affect the validity of any such adjustment or change.

3.3 Date on Which Exercise Is Effective

Each Person in whose name any certificate for Common Shares or other securities is issued or a registration in Book Entry Form for Common Shares or other securities is made upon the exercise of Rights will be deemed for all purposes to have become the holder of record of the Common Shares or other securities represented thereby on, and such certificate or registration will be dated, the date upon which the Rights Certificate evidencing such Rights was duly surrendered (together with a duly completed Election to Exercise) and payment of the relevant Exercise Price for such Rights (and any applicable transfer taxes and other governmental charges payable by the exercising holder hereunder) was made; provided, however, that if the date of such surrender and payment is a date upon which the relevant Common Share transfer books of the Corporation are closed, such Person will be deemed to

have become the holder of record of such Common Shares or other securities on, and such certificate or registration will be dated, the next succeeding Business Day on which the relevant Common Share or other applicable securities transfer books of the Corporation are open.

ARTICLE 4

ADJUSTMENTS TO THE RIGHTS IN THE EVENT OF CERTAIN TRANSACTIONS

4.1 Flip-in Event

- (a) Subject to subsection 4.1(b) and section 6.1, if prior to the Expiration Time a Flip-in Event occurs, each Right will constitute, effective on and after the later of its date of issue and the close of business on the tenth Trading Day following the Stock Acquisition Date, or such longer period as may be required to satisfy all applicable requirements of the Securities Act and the securities laws or comparable legislation of each of the other provinces and territories of Canada and, if applicable, of the United States of America and each of the states thereof, the right to purchase from the Corporation, upon payment of the relevant Exercise Price and otherwise exercising such Right in accordance with the terms hereof, that number of Common Shares having an aggregate Market Price on the date of occurrence of such Flip-in Event equal to twice the Exercise Price for an amount in cash equal to the Exercise Price (such right to be appropriately adjusted in a manner analogous to the applicable adjustments provided for in section 3.2 if, after such date of occurrence, an event of a type analogous to any of the events described in section 3.2 has occurred with respect to the Common Share).
- (b) Notwithstanding anything in this agreement to the contrary, upon the occurrence of any Flip-in Event, any Rights that are or were Beneficially Owned on or after the earlier of the Separation Time and the Stock Acquisition Date by (i) an Acquiring Person (or any Affiliate or Associate of an Acquiring Person or any Person acting jointly or in concert with an Acquiring Person or any Affiliate or Associate of an Acquiring Person); or (ii) a transferee or other successor in title, directly or indirectly, (a “**Transferee**”) of Rights held by an Acquiring Person (or any Affiliate or Associate of an Acquiring Person or any Person acting jointly or in concert with an Acquiring Person or any Affiliate or Associate of an Acquiring Person), whether or not for consideration, in a transfer that the Board of Directors has determined is part of a plan, arrangement, understanding or scheme of an Acquiring Person (or any Affiliate or Associate of an Acquiring Person or any Person acting jointly or in concert with an Acquiring Person or any Affiliate or Associate of an Acquiring Person) that has the purpose or effect of avoiding clause (i), will become null and void without any further action, and any holder of such Rights (including any Transferee) will not have any right whatsoever to exercise such Rights and will not have thereafter any other rights whatsoever with respect to such Rights, whether under any provision of this agreement or otherwise. The holder of any Rights represented by a Rights Certificate which is submitted to the Rights Agent on exercise or for registration of transfer or exchange which does not contain the necessary certifications set forth in the Rights Certificate establishing that such Rights are not void under this subsection will be deemed to be an Acquiring Person for the purpose of this section and such Rights will be null and void.
- (c) Any Rights Certificate that represents Rights Beneficially Owned by a Person described in clause (b)(i) or (ii) or transferred to any nominee of any such person, and any Rights Certificate issued on transfer, exchange, replacement or adjustment of any other Rights Certificate referred to in this sentence, will contain the following legend:

THE RIGHTS REPRESENTED BY THIS RIGHTS CERTIFICATE ARE OR
WERE BENEFICIALLY OWNED BY A PERSON WHO WAS AN
ACQUIRING PERSON OR AN AFFILIATE OR ASSOCIATE OF AN

ACQUIRING PERSON OR A PERSON ACTING JOINTLY OR IN CONCERT WITH ANY OF THEM (AS SUCH TERMS ARE DEFINED IN THE SHAREHOLDER RIGHTS PLAN AGREEMENT). THIS RIGHTS CERTIFICATE AND THE RIGHTS REPRESENTED BY THIS CERTIFICATE WILL BE VOID IN THE CIRCUMSTANCES SPECIFIED IN SUBSECTION 4.1(b) OF THE SHAREHOLDER RIGHTS PLAN AGREEMENT.

The Rights Agent will not be under any responsibility to ascertain the existence of facts that would require the inclusion of that legend, but will be required to include the legend only if instructed to do so by the Corporation or if a holder fails to certify on transfer or exchange in the space provided on the Rights Certificate that it is not an Acquiring Person or other Person referred to in the legend. The issuance of a Rights Certificate without the legend referred to in this subsection will not affect the application of subsection (b).

- (d) From and after the Separation Time, the Corporation will do all such acts and things as will be necessary and within its power to ensure compliance with the provisions of this section, including all such acts and things as may be required to satisfy the requirements of the OBCA and the Securities Act or comparable legislation of any other applicable jurisdiction and the rules of any stock exchange where the Common Shares may then be listed or traded in respect of the issuance of Common Shares upon the exercise of Rights in accordance with this agreement.
- (e) Notwithstanding any other provision of this agreement, any Rights held by the Corporation or any of its Subsidiaries will be void.

ARTICLE 5

THE RIGHTS AGENT

5.1 General

- (a) The Corporation hereby appoints the Rights Agent to act as agent for the Corporation and the holders of Rights in accordance with the terms and conditions hereof, and the Rights Agent hereby accepts such appointment. The Corporation may from time to time appoint one or more co-rights agents (each, a “**Co-Rights Agent**”) as it may deem necessary or desirable, subject to the prior written approval of the Rights Agent. In the event the Corporation appoints one or more Co-Rights Agents, the respective duties of the Rights Agents and Co-Rights Agents will be as the Corporation may determine with the written approval of the Rights Agent and the Co-Rights Agent. The Corporation agrees to pay to the Rights Agent reasonable compensation for all services rendered by it hereunder or otherwise agreed to with the Corporation in writing and, from time to time, on demand of the Rights Agent, its reasonable expenses and counsel fees and other disbursements incurred in the administration and execution of this agreement and the exercise and performance of its duties hereunder (including the reasonable fees and disbursements of any expert or advisor retained by the Rights Agent with the prior approval of the Corporation, such approval not to be unnecessarily withheld). The Corporation also agrees to indemnify the Rights Agent, and its officers, directors, employees, Affiliates and agents for, and to hold it and them harmless against any loss, liability, cost, claim, action, damage, suit, penalty, levy, disbursement or expense incurred without negligence, bad faith or wilful misconduct on the part of the Rights Agent or its directors, officers, employees, Affiliates and agents, for anything done, suffered or omitted by the Rights Agent or such persons in connection with the acceptance, execution and administration of this agreement and the exercise and performance of its duties hereunder, including costs and expenses of defending against any claim of liability, which right to indemnification will survive the termination of this agreement and the resignation or removal of the Rights Agent. In the event of any disagreement arising

regarding the terms of this agreement, the Rights Agent shall be entitled, at its option, to refuse to comply with any and all demands whatsoever until the dispute is settled either by written agreement between the parties to this agreement or by a court of competent jurisdiction.

- (b) The Corporation will inform the Rights Agent in a reasonably timely manner of events which may materially affect the administration of this agreement by the Rights Agent and at any time, upon request, will provide to the Rights Agent an incumbency certificate with respect to the then current directors of the Corporation, provided that failure to inform the Rights Agent of any such events, or any defect therein, will not affect the validity of any action taken hereunder in relation to such events.
- (c) The Rights Agent will be protected and will incur no liability for or in respect of any action taken, suffered or omitted by it in connection with its administration of this agreement in reliance upon any Common Share registration confirmed in writing by the transfer agent of the Corporation (unless such transfer agent is the Rights Agent or any Affiliate thereof), any certificate or other evidence of ownership for Common Shares, Rights Certificate, certificate or other evidence of ownership for other securities of the Corporation, instrument of assignment or transfer, power of attorney, endorsement, affidavit, letter, notice, direction, consent, certificate, statement or other paper or document believed by it to be genuine and to be signed, executed and, where necessary, verified or acknowledged, by the proper Person or Persons. The Rights Agent need not investigate any fact or matter stated in any such document, but it may, in its discretion, make such further inquiry or investigation into such facts or matters as it may see fit.

5.2

Merger or Amalgamation or Change of Name of Rights Agent

- (a) Any corporation into which the Rights Agent or any successor Rights Agent may be merged or amalgamated or with which it may be consolidated, or any corporation resulting from any merger, amalgamation, statutory arrangement or consolidation to which the Rights Agent or any successor Rights Agent is a party, or any corporation succeeding to the shareholder or stockholder services business of the Rights Agent or any successor Rights Agent, will be the successor to the Rights Agent under this agreement without the execution or filing of any paper or any further act on the part of any of the parties hereto, provided that such corporation would be eligible for appointment as a successor Rights Agent under the provisions of section 5.4. In case at the time such successor Rights Agent succeeds to the agency created by this agreement any of the Rights Certificates have been countersigned but not delivered, any such successor Rights Agent may adopt the countersignature of the predecessor Rights Agent and deliver such Rights Certificates so countersigned; and in case at that time any of the Rights Certificates have not been countersigned, any successor Rights Agent may countersign such Rights Certificates either in the name of the predecessor Rights Agent or in the name of the successor Rights Agent; and in all such cases such Rights Certificates will have the full force provided in the Rights Certificates and in this agreement.
- (b) In case at any time the name of the Rights Agent is changed and at such time any of the Rights Certificates have been countersigned but not delivered, the Rights Agent may adopt the countersignature under its prior name and deliver Rights Certificates so countersigned; and in case at that time any of the Rights Certificates have not been countersigned, the Rights Agent may countersign such Rights Certificates either in its prior name or in its changed name; and in all such cases such Rights Certificates will have the full force provided in the Rights Certificates and in this agreement.

5.3 Duties of Rights Agent

The Rights Agent undertakes the duties and obligations imposed by this agreement upon the following terms and conditions, by all of which the Corporation and the holders of Rights Certificates, by their acceptance thereof, will be bound:

- (a) the Rights Agent shall retain the right not to act and shall not be liable for refusing to act if, due to a lack of information, instructions or for any other reason whatsoever, the Rights Agent, acting reasonably, determines that such act is conflicting with or contrary to the terms of this agreement or the law or regulation of any jurisdiction or any order or directive of any court, governmental agency or other regulatory body;
- (b) the Rights Agent may retain and consult (at the Corporation's expense) with legal counsel (who may be legal counsel for the Corporation) and the opinion of such counsel will be full and complete authorization and protection to the Rights Agent as to any action taken or omitted by it in good faith and in accordance with such opinion; the Rights Agent may also, with the approval of the Corporation (where such approval may reasonably be obtained and such approval not to be unreasonably withheld), retain and consult with such other experts or advisors as the Rights Agent considers necessary or appropriate to properly carry out the duties and obligations imposed under the agreement (at the expense of the Corporation) and the Rights Agent will be entitled to act and rely and shall be protected in so acting and relying in good faith on the advice of any such expert or advisor;
- (c) whenever in the performance of its duties under this agreement the Rights Agent deems it necessary or desirable that any fact or matter be proved or established by the Corporation prior to taking or suffering any action hereunder, such fact or matter (unless other evidence in respect thereof is specifically prescribed in this agreement) may be deemed to be conclusively proved and established by a certificate signed by a Person believed by the Rights Agent to be a director, the Chief Executive Officer or the Chief Financial Officer of the Corporation and delivered to the Rights Agent; and such certificate will be full authorization to the Rights Agent for any action taken or suffered in good faith by it under the provisions of this agreement in reliance upon such certificate;
- (d) nothing in this agreement shall be construed as relieving the Rights Agent from liability for its own negligence, bad faith or wilful misconduct;
- (e) the Rights Agent will not be liable for or by reason of any of the statements of fact or recitals contained in this agreement or in the certificates for Common Shares or the Rights Certificates (except its countersignature thereof) or be required to verify the same, but all such statements and recitals are and will be deemed to have been made by the Corporation only;
- (f) the Rights Agent will not be under any responsibility in respect of the validity of this agreement or the execution and delivery hereof (except the due authorization, execution and delivery hereof by the Rights Agent) or in respect of the validity or execution of any Common Share certificate or Rights Certificate (except its countersignature thereof); nor will it be responsible for any breach by the Corporation of any covenant or condition contained in this agreement or in any Rights Certificate; nor will it be responsible for any change in the exercisability of the Rights (including the Rights becoming void pursuant to subsection 4.1(b)) or any adjustment required under the provisions of section 3.2 or responsible for the manner, method or amount of any such adjustment or the ascertaining of the existence of facts that would require any such adjustment (except with respect to the exercise of Rights after receipt of the certificate contemplated by section 3.2 describing any such adjustment); nor will it by any act hereunder be deemed to make any

representation or warranty as to the authorization of any Common Shares to be issued pursuant to this agreement or any Rights or as to whether any Common Shares will, when issued, be duly and validly authorized, executed, issued and delivered as fully paid and non-assessable;

- (g) the Corporation will perform, execute, acknowledge and deliver or cause to be performed, executed, acknowledged and delivered all such further and other acts, instruments and assurances as may reasonably be required by the Rights Agent for the carrying out or performing by the Rights Agent of the provisions of this agreement;
- (h) the Rights Agent is hereby authorized and directed to accept instructions with respect to the performance of its duties hereunder from any Person designated in writing by the Corporation, and to apply to such Persons for advice or instructions in connection with its duties, and it will not be liable for any action taken, omitted or suffered by it in good faith in accordance with the instructions of any such Persons. It is understood that instructions to the Rights Agent shall, except where circumstances make it impractical or the Rights Agent otherwise agrees, be given in writing (including by e-mail) and, where not in writing, such instructions shall be confirmed in writing (including by e-mail) as soon as is reasonably practicable after the giving of such instructions;
- (i) the Rights Agent and any shareholder, director, officer or employee of the Rights Agent may buy, sell or deal in Common Shares, Rights or other securities of the Corporation or become pecuniarily interested in any transaction in which the Corporation may be interested, or contract with or lend money to the Corporation or otherwise act as fully and freely as though it were not the Rights Agent under this agreement. Nothing herein will preclude the Rights Agent from acting in any other capacity for the Corporation or for any other legal entity; and
- (j) the Rights Agent may execute and exercise any of the rights or powers hereby vested in it or perform any duty hereunder either itself or by or through its attorneys or agents, and the Rights Agent will not be answerable or accountable for any act, omission default, neglect or misconduct of any such attorneys or agents or for any loss to the Corporation resulting from any such act, omission, default, neglect or misconduct, provided reasonable care was exercised in good faith in the selection and continued employment thereof.

5.4 Change of Rights Agent

The Rights Agent may resign and be discharged from its duties under this agreement upon 60 days' notice in writing (or such lesser notice as is acceptable to the Corporation) mailed to the Corporation and to each transfer agent of Common Shares by registered or certified mail, and to the holders of Rights in accordance with section 6.8, all of which will be at the Corporation's expense. The Corporation may remove the Rights Agent upon 30 days' notice in writing, mailed to the Rights Agent and to each transfer agent of the Common Shares by registered or certified mail, and to the holders of the Rights in accordance with section 6.8. If the Rights Agent should resign or be removed or otherwise become incapable of acting, the Corporation will appoint a successor to the Rights Agent. If the Corporation fails to make such appointment within a period of 60 days after such removal or after it has been notified in writing of such resignation or incapacity by the resigning or incapacitated Rights Agent or by the holder of any Rights (which holder, with such notice, must submit such holder's Rights Certificate for inspection by the Corporation), then the outgoing Rights Agent or holder of any Rights may apply to any court of competent jurisdiction for the appointment of a new Rights Agent at the Corporation's expense. Any successor Rights Agent, whether appointed by the Corporation or by such a court, must be a corporation incorporated under the laws of Canada or a province thereof authorized to carry on the business of a trust company in the Province of Ontario. After appointment, the successor Rights Agent will be vested with the same powers, rights, duties and responsibilities as if it had been originally named as Rights Agent without further act or deed; but the predecessor Rights Agent, upon payment by the Corporation to the predecessor Rights Agent of all outstanding fees and expenses owing by the Corporation to the

predecessor Rights Agent pursuant to this agreement, will deliver and transfer to the successor Rights Agent any property at the time held by it hereunder and execute and deliver any further assurance, conveyance, act or deed necessary for the purpose. Not later than the effective date of any such appointment, the Corporation will file notice thereof in writing with the predecessor Rights Agent and each transfer agent of the Common Shares, and mail or cause to be mailed a notice thereof in writing to the holders of the Rights. Failure to give any notice provided for in this section 5.4, however, or any defect therein, will not affect the legality or validity of the resignation or removal of the Rights Agent or the appointment of the successor Rights Agent, as the case may be.

5.5 Compliance with Anti-Money Laundering Legislation

The Rights Agent shall retain the right not to act and shall not be liable for refusing to act if, due to a lack of information or for any other reason whatsoever, the Rights Agent reasonably determines that such an act might cause it to be in non-compliance with any applicable sanctions legislation or regulation or applicable anti-money laundering or anti-terrorist legislation, regulation or guideline, provided that the Rights Agent promptly notifies the Corporation (to the extent not prohibited by the applicable sanctions legislation or regulation or the applicable anti-money laundering or anti-terrorist legislation, regulation or guideline, as the case may be) of such determination together with the reasons therefor in accordance with section 6.8. Further, should the Rights Agent reasonably determine at any time that its acting under this agreement has resulted in it being in non-compliance with any applicable sanctions legislation or regulation or applicable anti-money laundering or anti-terrorist legislation, regulation or guideline, then it shall have the right to resign on 10 days' prior written notice to the Corporation, provided: (i) that the Rights Agent's written notice shall describe the circumstances of such non-compliance to the extent not prohibited by the applicable sanctions legislation or regulation or the applicable anti-money laundering or anti-terrorist legislation, regulation or guideline, as the case may be; and (ii) that if such circumstances are rectified to the Rights Agent's satisfaction, acting reasonably, within such 10 day period, then such resignation shall not be effective.

5.6 Fiduciary Duties of the Directors

Nothing contained herein shall be construed to suggest or imply that the Board of Directors shall not be entitled to recommend that holders of the Voting Shares and/or Convertible Securities reject or accept any Take-over Bid or take any other action including the commencement, prosecution, defence or settlement of any litigation and the solicitation of additional or alternative Take-over Bids or other proposals to shareholders that the directors believe are necessary or appropriate in the exercise of their fiduciary duties.

5.7 Privacy Legislation

The parties acknowledge that federal and/or provincial legislation that addresses the protection of individuals' personal information (collectively, "**Privacy Laws**") applies to obligations and activities under this agreement. Despite any other provision of this agreement, neither party will take or direct any action in connection with this agreement that would contravene, or cause the other to contravene, applicable Privacy Laws. The Corporation will, prior to transferring or causing to be transferred personal information to the Rights Agent, obtain and retain required consents of the relevant individuals to the collection, use and disclosure of their personal information, or will have determined that such consents either have previously been given upon which the parties can rely or are not required under the Privacy Laws. The Rights Agent will use commercially reasonable efforts to ensure that its services hereunder comply with Privacy Laws.

5.8 Liability

Notwithstanding any other provision of this agreement, and whether such losses or damages are foreseeable or unforeseeable, the Rights Agent shall not be liable under any circumstances whatsoever for any (a)

breach by any other party of securities law or other rule of any securities regulatory authority, (b) lost profits or (c) special, indirect, incidental, consequential, exemplary, aggravated or punitive losses or damages.

ARTICLE 6 MISCELLANEOUS

6.1 Redemption and Waiver

- (a) Until the occurrence of a Flip-in Event as to which the application of section 4.1 has not been waived pursuant to this section, the Board of Directors, with the prior consent of the holders of Voting Shares or the holders of Rights given in accordance with subsection (i) or (j), as the case may be, may elect to redeem all but not less than all of the then outstanding Rights at a redemption price of \$0.0001 per Right, rounded down to the nearest whole cent for each holder of Rights, appropriately adjusted in a manner analogous to the applicable adjustment provided for in section 3.2, if an event of the type analogous to any of the events described in section 3.2 have occurred (such redemption price being herein referred to as the “**Redemption Price**”).
- (b) Until the occurrence of a Flip-in Event as to which the application of section 4.1 has not been waived pursuant to this section, upon written notice to the Rights Agent, the Board of Directors, with the prior consent of the holders of Voting Shares given in accordance with subsection (i), may determine, if such Flip-in Event would occur by reason of an acquisition of Voting Shares otherwise than pursuant to a Take-over Bid made by means of a take-over bid circular to all holders of Voting Shares and otherwise than in the circumstances set forth in subsection (d), to waive the application of section 4.1 to such Flip-in Event. If the Board of Directors proposes such a waiver, the Board of Directors will extend the Separation Time to a date subsequent to and not more than ten Business Days following the meeting of shareholders called to approve such waiver.
- (c) Until the occurrence of a Flip-in Event as to which the application of section 4.1 has not been waived pursuant to this section, upon written notice delivered to the Rights Agent, the Board of Directors may determine to waive the application of section 4.1 to any Flip-in Event provided that the Flip-in Event would occur by reason of a Take-over Bid made by take-over bid circular sent to all holders of Voting Shares and provided further that if the Board of Directors waives the application of section 4.1 to such Flip-in Event, the Board of Directors will be deemed to have waived the application of section 4.1 to any other Flip-in Event occurring by reason of any Take-over Bid made by take-over bid circular to all holders of Voting Shares which is made prior to the expiry of any Take-over Bid (as the same may be extended from time to time) made by take-over bid circular in respect of which a waiver is, or is deemed to have been, granted under this subsection.
- (d) Notwithstanding subsections (b) and (c), upon written notice to the Rights Agent, the Board of Directors may waive the application of section 4.1 in respect of any Flip-in Event, provided that both of the following conditions are satisfied:
 - (i) the Board of Directors has determined that the Person became an Acquiring Person by inadvertence and without any intention to become, or knowledge that it would become, an Acquiring Person; and
 - (ii) such Person has reduced its Beneficial Ownership of Voting Shares such that at the time of the granting of a waiver pursuant to this subsection, such Person is no longer an Acquiring Person;

In the event of any such waiver, for the purposes of this agreement, such Flip-in Event will be deemed not to have occurred and the Separation Time will be deemed not to have occurred as a result of such Person having inadvertently become an Acquiring Person.

- (e) The Board of Directors will be deemed to have elected to redeem, without further formality, the Rights at the Redemption Price on the date that a Person who has made a Permitted Bid, a Competing Permitted Bid or Take-over Bid in respect of which the Board of Directors has waived, or is deemed to have waived, pursuant to this section the application of section 4.1, takes up and pays for Voting Shares pursuant to the terms and conditions of such Permitted Bid, Competing Permitted Bid or Take-over Bid, as the case may be.
- (f) Where a Take-over Bid that is not a Permitted Bid or Competing Permitted Bid expires, is withdrawn or otherwise terminated after the Separation Time has occurred and prior to the occurrence of a Flip-in Event, the Board of Directors may elect to redeem all the then outstanding Rights without the consent of the holders of Voting Shares or the holders of Rights, as the case may be, at the Redemption Price and reissue Rights under this agreement to holders of record of Common Shares immediately following the time of such redemption and, thereafter, all of the provisions of this agreement will continue in full force and effect and such Rights, without any further formality, will be attached to the outstanding Common Shares in the same manner as prior to the occurrence of such Separation Time.
- (g) If the Board of Directors elects or is deemed to have elected to redeem the Rights and, in circumstances in which subsection (a) is applicable, such redemption is approved by the holders of Voting Shares or the holders of Rights in accordance with subsection (i) or (j), as the case may be, the right to exercise the Rights will thereupon, without further action and without notice, terminate, and the only right thereafter of the holders of Rights will be to receive the Redemption Price.
- (h) Within 10 Business Days after the Board of Directors electing or having been deemed to have elected to redeem the Rights or, if subsection (a) applies, within 10 Business Days after the holders of Voting Shares or the holders of Rights have approved the redemption of Rights in accordance with subsection (i) or (j), as the case may be, the Corporation will give notice of redemption to the holders of the then outstanding Rights by mailing such notice to each such holder at such holder's last address as it appears upon the registry books of the Rights Agent or, prior to the Separation Time, on the registry books of the transfer agent for the Common Shares. Any notice which is mailed in the manner herein provided will be deemed given, whether or not the holder receives the notice. Each such notice of redemption will state the method by which the payment of the Redemption Price will be made. The Corporation may not redeem, acquire or purchase for value any Rights at any time in any manner other than that specifically set forth in this section, and other than in connection with the purchase of Common Shares prior to the Separation Time.
- (i) If a redemption of Rights pursuant to subsection (a) or a waiver of a Flip-in Event pursuant to subsection (b) is proposed at any time prior to the Separation Time, such redemption or waiver must be submitted for approval to the holders of Voting Shares. Such approval will be deemed to have been given if the redemption or waiver is approved by the affirmative vote of a majority of the votes cast by Independent Shareholders represented in person or by proxy at a meeting of such holders duly held in accordance with applicable laws and regulatory requirements and any requirements in the Corporation's articles and/or by-laws.
- (j) If a redemption of Rights pursuant to subsection (a) is proposed at any time after the Separation Time, such redemption must be submitted for approval to the holders of Rights. Such approval will be deemed to have been given if the redemption is approved by holders of Rights by a majority of

the votes cast by the holders of Rights represented in person or by proxy at and entitled to vote at a meeting of such holders. For the purposes hereof, each outstanding Right (other than Rights which are Beneficially Owned by any Person referred to in clauses (i) to (v) inclusive of the definition of Independent Shareholders) will be entitled to one vote, and the procedures for the calling, holding and conduct of the meeting will be those, as nearly as may be, which are provided in the Corporation's by-laws and the OBCA with respect to meetings of shareholders of the Corporation.

- (k) The Corporation shall not be obligated to make a payment of the Redemption Price to a holder of Rights unless the holder is entitled to receive at least \$1.00 in respect of all Rights held by such holder.

6.2 Expiration

No Person will have any rights pursuant to this agreement or in respect of any Right after the Expiration Time, except the Rights Agent as specified in section 5.1.

6.3 Issuance of New Rights Certificates

Notwithstanding any of the provisions of this agreement or of the Rights to the contrary, the Corporation, at its option, may issue new Rights Certificates evidencing Rights in such form as may be approved by the Board of Directors to reflect any adjustment or change in the number or kind or class of securities purchasable upon exercise of Rights made in accordance with the provisions of this agreement.

6.4 Fractional Rights and Fractional Shares

- (a) The Corporation will not be required to issue fractions of Rights or to distribute Rights Certificates (or, if the Rights are maintained in Book Entry Form, confirmation of registrations of Rights) that evidence fractional Rights. In lieu of such fractional Rights, there will be paid to the registered holders of the Rights with regard to which such fractional Right would otherwise be issuable, an amount in cash equal to the fraction of the Market Price of a whole Right that the fraction of a Right which would otherwise be issuable is of one whole Right.
- (b) The Corporation will not be required to issue fractions of Common Shares upon exercise of the Rights or to distribute certificates that evidence fractional Common Shares or, if Common Shares are then issued and registered in Book Entry Form, to register fractional Common Shares in Book Entry Form. In lieu of issuing fractional Common Shares, the Corporation will pay to the registered holders of Rights, at the time such Rights are exercised as herein provided, an amount in cash equal to the same fraction of the Market Price of a whole Common Share that the fraction of a Common Share which would otherwise be issuable upon the exercise of such right is of one whole Common Share at the date of such exercise.
- (c) The Rights Agent will have no obligation to make any payments in lieu of issuing fractions of Rights or Common Shares pursuant to subsection (a) or (b), respectively, unless and until the Corporation has provided to the Rights Agent the amount of cash to be paid in lieu of issuing such fractional Rights or Common Shares, as the case may be.

6.5 Supplements and Amendments

- (a) The Corporation may make amendments to this agreement from time to time to correct any clerical or typographical error or which are required to maintain the validity of this agreement as a result of

any change in any applicable legislation, rules or regulations or decision of a court or regulatory authority.

- (b) Subject to subsection (a), the Corporation, with the prior consent of the holders of Voting Shares obtained as set forth below, at any time prior to the Separation Time, may supplement or amend any of the provisions of this agreement and the Rights (whether or not such action would materially adversely affect the interests of the holders of Rights generally). Such consent will be deemed to have been given if the action requiring such approval is authorized by the affirmative vote of a majority of the votes cast by Independent Shareholders present or represented at and entitled to vote at a meeting of the holders of Voting Shares duly called and held in compliance with applicable laws and the Corporation's by-laws.
- (c) Subject to subsection (a), the Corporation, with the prior consent of the holders of Rights, at any time on or after the Separation Time, may supplement or amend any of the provisions of this agreement and the Rights (whether or not such action would materially adversely affect the interests of the holders of Rights generally).
- (d) Notwithstanding anything in this section to the contrary, no amendment or supplement may be made to the provisions of Article 5 except with the written concurrence of the Rights Agent to such amendment or supplement.
- (e) Any approval of the holders of Rights will be deemed to have been given if the action requiring such approval is authorized by the affirmative votes of the holders of Rights present or represented at and entitled to be voted at a meeting of the holders of Rights and representing a majority of the votes cast in respect thereof. For the purposes hereof, each outstanding Right (other than Rights which are void pursuant to the provisions hereof) will be entitled to one vote, and the procedures for the calling, holding and conduct of the meeting will be those, as nearly as may be, which are provided in the Corporation's by-laws and the OBCA with respect to meetings of shareholders of the Corporation.
- (f) Any amendments made by the Corporation to this agreement pursuant to subsection 6.5(a) which are required to maintain the validity of this agreement:
 - (i) if made before the Separation Time, be submitted to the holders of Voting Shares at the next meeting of shareholders and the holders of Voting Shares, by the majority referred to in subsection (b), may confirm or reject such amendment; and
 - (ii) if made after the Separation Time, be submitted to the holders of Rights at a meeting to be called for a date not later than immediately following the next meeting of shareholders of the Corporation and the holders of Rights, by resolution passed by the majority referred to in subsection (e), may confirm or reject such amendment.

Any such amendment will be effective from the date of the resolution of the Board of Directors adopting such amendment, until it is confirmed or rejected or until it ceases to be effective (as described in the next sentence) and, where such amendment is confirmed, it continues in effect in the form so confirmed. If such amendment is rejected by the holders of Voting Shares or the holders of Rights or is not submitted to the holders of Voting Shares or holders of Rights as required, then such amendment will cease to be effective from and after the termination of the meeting at which it was rejected or to which it should have been but was not submitted or from and after the date of the meeting of holders of Rights that should have been but was not held, and no subsequent amendment

to this agreement to substantially the same effect will be effective until confirmed by the shareholders or holders of Rights, as the case may be.

- (g) The Corporation will give notice in writing to the Rights Agent of any amendment or supplement to this agreement pursuant to this section within five Business Days of the date of any such amendment or supplement, provided that failure to give such notice, or any defect therein, will not affect the validity of any such supplement or amendment.
- (h) For greater certainty, neither the exercise by the Board of Directors of any power or discretion conferred on it under this agreement nor the making by the Board of Directors of any determination or the granting of any waiver it is permitted to make or give under this agreement will constitute an amendment, variation or rescission of the provisions of this agreement or Rights for purposes of this section or otherwise.

6.6 Rights of Action

Subject to the terms of this agreement, all rights of action in respect of this agreement, other than rights of action vested solely in the Rights Agent, are vested in the respective holders of the Rights; and any holder of any Rights, without the consent of the Rights Agent or of the holder of any other Rights, on such holder's own behalf and for such holder's own benefit and the benefit of other holders of Rights, may enforce, and may institute and maintain, any suit, action or proceeding against the Corporation to enforce, or otherwise act in respect of, such holder's right to exercise such holder's Rights in the manner provided in such holder's Rights Certificate and in this agreement. Without limiting the foregoing or any remedies available to the holders of Rights, it is specifically acknowledged that the holders of Rights would not have an adequate remedy at law for any breach of this agreement and will be entitled to specific performance of the obligations under, and injunctive relief against, actual or threatened violations of the obligations of any Person subject to, this agreement.

6.7 Notice of Proposed Actions

If the Corporation proposes after the Separation Time and prior to the Expiration Time to effect the liquidation, dissolution or winding-up of the Corporation or the sale of all or substantially all of the Corporation's assets, then, in each such case, the Corporation will give to each holder of a Right, in accordance with section 6.8, a notice of such proposed action. The notice must specify the date on which such liquidation, dissolution, winding-up or sale is to take place, and such notice must be so given at least 20 Business Days prior to the date of taking such proposed action.

6.8 Notices

- (a) Notices or demands authorized or required by this agreement to be given or made by the Rights Agent or by the holder of any Rights to or on the Corporation will be sufficiently given or made if delivered or sent by email or by first-class mail, postage prepaid, addressed (until another email address or address is filed in writing with the Rights Agent) as follows:

333 Bay Street
Suite 1610
Toronto, Ontario
M5H 2R2

Attention: Chief Financial Officer
Email: david.scotland@trisura.com

- (b) Notices or demands authorized or required by this agreement to be given or made by the Corporation or by the holder of any Rights to or on the Rights Agent will be sufficiently given or made if delivered or sent by email or by first-class mail, postage prepaid, addressed (until another email address or address is filed in writing with the Corporation) as follows:

TSX Trust Company
1 Toronto Street
Suite 1200
Toronto, Ontario M5C 2V6

Attention: Relationship Manager
Email: helen.kim@tmx.com

- (c) Notices or demands authorized or required by this agreement to be given or made by the Corporation or the Rights Agent to or on the holder of any Rights will be sufficiently given or made if delivered or sent by email (if such holder has consented to receive notices or demands by email) or first-class mail, postage prepaid, addressed to such holder at the address of such holder as it appears upon the registry books of the Rights Agent or, prior to the Separation Time, on the registry books of the transfer agent for the Common Shares. Any notice which is mailed in the manner herein provided will be deemed given, whether or not the holder receives the notice.

- (d) Notices will be deemed to have been received as follows:

- (i) in the case of personal delivery, on the day of delivery, unless delivered on a day that is not a Business Day or after 4:00 p.m. on the day of delivery, in which case notice will be deemed to have been received on the next Business Day;
- (ii) in the case of email, on the Business Day of transmission if transmitted before 4:00 p.m. on that Business Day or, otherwise, on the next Business Day following the day of transmission; and
- (iii) in the case of first class mail, on the fifth Business Day following mailing.

Any accidental error, omission or failure in giving or delivering or mailing any such notice will not invalidate or otherwise prejudicially affect any action or proceeding founded thereon.

6.9 Costs of Enforcement

The Corporation agrees that, if it or any other Person the securities of which are purchasable upon exercise of Rights fails to fulfill any of its obligations pursuant to this agreement, then the Corporation or such Person will reimburse the holder of any Rights for the costs and expenses (including reasonable legal fees) incurred by such holder in actions to enforce the holder's rights pursuant to any Rights or this agreement.

6.10 Successors

All the covenants and provisions of this agreement by or for the benefit of the Corporation or the Rights Agent bind and enure to the benefit of their respective successors and assigns hereunder.

6.11 **Benefits of this Agreement**

Nothing in this agreement will be construed to give to any Person other than the Corporation, the Rights Agent and the holders of the Rights any legal or equitable right, remedy or claim under this agreement; but this agreement will be for the sole and exclusive benefit of the Corporation, the Rights Agent and the holders of the Rights.

6.12 **Governing Law**

This agreement and each Right issued hereunder will be deemed to be a contract made under the laws of the Province of Ontario and for all purposes will be governed by and construed in accordance with the laws of such province applicable to contracts to be made and performed entirely within such province.

6.13 **Counterparts**

This agreement may be executed (including electronically) and delivered (including in PDF format by e-mail) in any number of counterparts; each of such counterparts shall, when so executed and delivered, for all purposes be deemed to be an original; and all such counterparts shall together constitute one and the same instrument.

6.14 **Severability**

If any term or provision hereof or the application thereof to any circumstance is, in any jurisdiction and to any extent, invalid or unenforceable, such term or provision will be ineffective as to such jurisdiction to the extent of such invalidity or unenforceability without invalidating or rendering unenforceable the remaining terms and provisions hereof or the application of such term or provision to circumstances other than those as to which it is held invalid or unenforceable.

6.15 **Effective Date**

This agreement shall be effective and in full force and effect in accordance with its terms from and after May 25, 2022 (the “**Effective Date**”).

6.16 **Shareholder Approval**

This agreement must be reconfirmed by the Independent Shareholders by a resolution passed by a majority of the votes cast by Independent Shareholders present or represented by proxy at the annual meeting of shareholders of the Corporation to be held in 2025 and every third annual meeting of shareholders of the Corporation thereafter (each such annual meeting being a “**Reconfirmation Meeting**”). If this agreement is not so reconfirmed at any such Reconfirmation Meeting, this agreement shall terminate as of the close of business on the date of termination of the Reconfirmation Meeting and all outstanding Rights, without further formality, will be deemed to have been redeemed at the Redemption Price; provided that a Flip-in Event has not occurred prior to such time (other than a Flip-in Event in respect of which the application of section 4.1 has been waived pursuant to section 6.1).

6.17 **Determinations and Actions by the Board of Directors**

All actions, calculations and determinations (including all omissions with respect to the foregoing) which are done or made by the Board of Directors in good faith in connection with this agreement (i) may be relied on by the Rights Agent and (ii) will not subject the Board of Directors or any director of the Corporation to any liability to the holders of the Rights.

6.18 **Time of the Essence**

Time will be of the essence of this agreement.

6.19 **Regulatory Approvals**

Any obligation of the Corporation or action contemplated by this agreement, including any amendment hereto, will be subject to the receipt of any requisite approval or consent from any applicable regulatory authority, including any necessary approvals of the Toronto Stock Exchange or any other stock exchange.

6.20 **Declaration as to Non-Canadian and Non-United States Holders**

If in the opinion of the Board of Directors (who may rely on the advice of legal counsel) any action or event contemplated by this agreement would require compliance by the Corporation with the securities laws or comparable legislation of a jurisdiction outside Canada or the United States, the Board of Directors acting in good faith may take such actions as it may deem appropriate to ensure that such compliance is not required, including establishing procedures for the issuance to a Canadian resident fiduciary of Rights or securities issuable on exercise of Rights, the holding thereof in trust for the Persons entitled thereto and the sale thereof and remittance of the proceeds of such sale (if any) to the Persons entitled thereto. In no event will the Corporation or the Rights Agent be required to issue or deliver Rights or securities issuable on exercise of Rights to Persons who are citizens, residents or nationals of any jurisdiction other than Canada and the United States of America in which such issue or delivery would be unlawful without registration of the relevant Persons or securities for such purposes.

6.21 **Fiduciary Duties of the Board of Directors**

For greater certainty, this agreement will not be construed to suggest or imply that the Board of Directors is not entitled to recommend that holders of Voting Shares reject or accept any Take-over Bid (whether or not such Take-over Bid is a Permitted Bid or a Competing Permitted Bid) or take any other action (including the commencement, prosecution, defence or settlement of any litigation) with respect to any Take-over Bid or otherwise that the Board of Directors believes is necessary or appropriate in the exercise of its fiduciary duties.

6.22 **Language**

Les parties aux présentes ont exigé que la présente convention ainsi que tous les documents et avis qui s'y rattachent et/ou qui en découleront soient rédigés en langue anglaise. The parties hereto have required that this agreement and all documents and notices related thereto and/or resulting therefrom be drawn up in the English language.

[The remainder of this page has been intentionally left blank.]

IN WITNESS WHEREOF, the parties have caused this agreement to be duly executed as of the date first above written.

TRISURA GROUP LTD.

By:

Name: David Clare
Title: President & Chief Executive
Officer

Name: David Scotland
Title: Chief Financial Officer

TSX TRUST COMPANY

By:

Name:
Title:

Name:
Title:

EXHIBIT A

FORM OF RIGHTS CERTIFICATE

Certificate No. _____

_____ Rights

RIGHTS CERTIFICATE

This certifies that _____ is the registered holder of the number of Rights set forth above, each of which entitles the registered holder thereof, subject to the terms, provisions and conditions of the Shareholder Rights Plan Agreement dated as of May 25, 2022, as the same may be further amended, restated or supplemented from time to time (the “**Rights Agreement**”) between Trisura Group Ltd., a corporation incorporated under the laws of Ontario (the “**Corporation**”), and TSX Trust Company, a corporation existing under the laws of Canada, as rights agent (the “**Rights Agent**”, which term includes any successor Rights Agent under the Rights Agreement), to purchase from the Corporation at any time after the Separation Time and prior to the Expiration Time (as such terms are defined in the Rights Agreement), one fully paid Common Share of the Corporation (a “**Common Share**”) at the Exercise Price referred to below, upon presentation and surrender of this Rights Certificate together with the Form of Election to Exercise and Declaration of Ownership duly executed and submitted to the Rights Agent at its principal office in the city of Toronto or any other office of the Rights Agent designated for that purpose from time to time by the Rights Agent. Until adjustment thereof in certain events as provided in the Rights Agreement, the Exercise Price shall be: (i) until the Separation Time (as such term is defined in the Rights Agreement), an amount equal to three times the Market Price (as such term is defined in the Rights Agreement), from time to time, per Common Share; and (ii) from and after the Separation Time, an amount equal to three times the Market Price, as at the Separation Time, per Common Share.

In certain circumstances described in the Rights Agreement, each Right evidenced hereby may entitle the registered holder thereof to purchase or receive assets, debt securities or shares in the capital of the Corporation other than Common Shares, or more or less than one Common Share, all as provided in the Rights Agreement.

In certain circumstances described in the Rights Agreement, the number of Common Shares which each Right evidenced hereby may entitle the registered holder thereof to purchase shall be adjusted as provided in the Rights Agreement.

This Rights Certificate is subject to all of the terms and conditions of the Rights Agreement which terms and conditions are incorporated herein by reference and made a part hereof and to which Rights Agreement reference is hereby made for a full description of the rights, limitations of rights, obligations, duties and immunities thereunder of the Rights Agent, the Corporation and the holders of the Rights. Copies of the Rights Agreement are on file at the registered office of the Corporation and are available upon written request.

This Rights Certificate, with or without other Rights Certificates, upon surrender at any of the offices of the Rights Agent designated for such purpose, may be exchanged for another Rights Certificate or Rights Certificates of like tenor and date evidencing an aggregate number of Rights equal to the aggregate number of Rights evidenced by the Rights Certificate or Rights Certificates surrendered. If this Rights Certificate is exercised in part, the registered holder will be entitled to receive, upon surrender hereof, another Rights Certificate or Rights Certificates for the number of whole Rights not exercised.

Subject to the provisions of the Rights Agreement, the Rights evidenced by this Rights Certificate may be, and under certain circumstances are required to be, redeemed by the Corporation at a redemption price of \$0.0001 per Right, rounded down to the nearest whole cent for each holder of Rights, subject to adjustment in certain events.

Fractional Common Shares will not be issued upon the exercise of any Right or Rights evidenced hereby, but in lieu thereof a cash payment will be made, as provided in the Rights Agreement.

No holder of this Rights Certificate, as such, will be entitled to vote or receive dividends or be deemed for any purpose the holder of Common Shares or of any other shares of the Corporation which may at any time be issuable upon the exercise hereof, nor will anything contained in the Rights Agreement or herein be construed to confer upon the holder hereof, as such, any of the rights of a shareholder of the Corporation or any right to vote for the election of directors or upon any matter submitted to shareholders of the Corporation at any meeting thereof, or to give or withhold consent to any corporate action, or to receive notice of meetings or other actions affecting shareholders of the Corporation (except as provided in the Rights Agreement), or to receive dividends, distributions or subscription rights, or otherwise, until the Rights evidenced by this Rights Certificate have been exercised as provided in the Rights Agreement.

This Rights Certificate will not be valid or obligatory for any purpose until it will have been countersigned by the Rights Agent.

WITNESS the electronic signature of the proper officers of the Corporation and its corporate seal.

Date:

TRISURA GROUP LTD.

By: _____

By: _____

Countersigned:

TSX TRUST COMPANY

By: _____
Authorized Signature

FORM OF ELECTION TO EXERCISE
(to be attached to each Rights Certificate)

TO: TRISURA GROUP LTD.

AND TO: TSX TRUST COMPANY

The undersigned hereby irrevocably elects to exercise _____ whole Rights represented by the attached Rights Certificate to purchase the Common Shares issuable upon the exercise of such Rights and requests that certificates for such Common Shares be issued to:

Name

Address

City and Province or State

Social Insurance Number or other taxpayer identification number

If such number of Rights are not all the Rights evidenced by this Rights Certificate, a new Rights Certificate for the balance of such Rights shall be registered in the name of and delivered to:

Name

Address

City and Province or State

Social Insurance Number or other taxpayer identification number

Dated: _____

Signature

Signature Guaranteed:

(Signature must correspond to name as written upon the face of this Rights Certificate in every particular, without alteration or enlargement or any change whatsoever.)

Signature must be guaranteed by a Schedule 1 Canadian chartered bank, a major Canadian trust company or a member of a recognized Medallion Guarantee Program (STAMP, SEMP, MSP).

(To be completed if true)

The undersigned hereby represents, for the benefit of the Corporation and all holders of Rights and Common Shares, that the Rights evidenced by this Rights Certificate are not, and, to the knowledge of the undersigned, have never been, Beneficially Owned by an Acquiring Person, an Affiliate or Associate of an Acquiring Person or any

Person acting jointly or in concert with an Acquiring Person or with an Associate or Affiliate of an Acquiring Person (as such terms are defined in the Rights Agreement).

Signature

FORM OF ASSIGNMENT

(To be executed by the registered holder if such holder desired to transfer the Rights Certificate)

FOR VALUE RECEIVED _____

hereby sells, assigns and transfers unto _____

(please print name and address of transferee)

the Rights represented by this Rights Certificate, together with all right, title and interest therein, and does hereby irrevocably constitute and appoint _____ as attorney, to transfer the within Rights on the books of the Corporation, with full power of substitution.

Dated: _____

Signature Guaranteed:

Signature

(Signature must correspond to name as written upon the face of this Rights Certificate in every particular, without alteration or enlargement or any change whatsoever.)

Signature must be guaranteed by a Schedule 1 Canadian chartered bank, a major Canadian trust company or a member of a recognized Medallion Guarantee Program (STAMP, SEMP, MSP).

(To be completed if true)

The undersigned hereby represents, for the benefit of the Corporation and all holders of Rights and Common Shares, that the Rights evidenced by this Rights Certificate are not, and, to the knowledge of the undersigned, have never been, Beneficially Owned by an Acquiring Person, an Affiliate or Associate of an Acquiring Person or any Person acting jointly or in concert with an Acquiring Person or with an Associate or Affiliate of an Acquiring Person (as such terms are defined in the Rights Agreement).

Signature

NOTICE

If the certification set forth above in the Form of Election to Exercise or the Form of Assignment is not completed, the Corporation reserves the right to treat the Beneficial Owner of the Rights evidenced by this Rights Certificate to be an Acquiring Person or an Affiliate or Associate thereof (as defined in the Rights Agreement) and accordingly such Rights will be null and void.

ANNEXE C

TRISURA GROUP LTD.

CHARTRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Rôle du conseil

Le rôle du conseil d'administration (le « **conseil** ») de Trisura Group Ltd. (la « **Société** ») consiste à superviser, directement et par l'entremise de ses comités, les activités et les affaires internes de la Société qui sont dirigées par les membres la direction et les employés de la Société sous la responsabilité du chef de la direction.

2. Pouvoir et responsabilités

Le conseil se réunit régulièrement afin de réviser les rapports de la direction sur le rendement de la Société et d'examiner les autres questions présentant un intérêt. En plus de la supervision générale de la direction, le conseil s'acquitte des fonctions suivantes :

- a) planification stratégique – superviser le processus de planification stratégique au sein de la Société et, au moins une fois l'an, étudier, approuver et surveiller le plan stratégique de la Société, y compris les stratégies et objectifs fondamentaux liés aux affaires et aux finances;
- b) évaluation des risques – évaluer les risques principaux auxquels la Société doit faire face et étudier, approuver et surveiller la méthode de gestion de ces risques;
- c) chef de la direction – élaborer une description des tâches du chef de la direction, en précisant les objectifs globaux que le chef de la direction a la responsabilité d'atteindre, et choisir, évaluer et rémunérer le chef de la direction;
- d) dirigeants et haute direction – superviser la sélection des hauts dirigeants et l'évaluation et la rémunération de la haute direction;
- e) planification de la relève – surveiller la planification de la relève des principaux membres de la haute direction;
- f) politique de communication et de présentation de l'information – adopter une politique de communication et de présentation de l'information pour la Société afin de s'assurer de la rapidité de diffusion et de l'intégrité des communications aux actionnaires, et élaborer des mécanismes appropriés pour recevoir le point de vue des personnes intéressées;
- g) gouvernance – élaborer la stratégie de la Société en matière de gouvernance et mettre au point des directives et des principes en matière de gouvernance pour la Société;
- h) contrôles internes – étudier et surveiller les contrôles et procédures internes de la Société afin de maintenir son intégrité y compris les contrôles et procédures de communication d'informations et les procédures et contrôles internes en matière de présentation de l'information financière et de conformité;
- i) culture – sur une base continue, être convaincu que le chef de la direction et les autres membres de la direction créent une culture de conformité dans l'ensemble de la Société, laquelle favorise le respect du code de conduite et de déontologie de la Société et de ses politiques anticorruption;
- j) cybersécurité – examiner et surveiller les contrôles et les procédures au sein de la Société qui sont liés à la gestion des événements touchant la cybersécurité, des incidents et des atteintes à la sécurité des données;

- k) questions environnementales, sociales et de gouvernance – superviser le programme environnemental, social et de gouvernance de la Société et les pratiques connexes.

3. Composition et procédures

- a) Taille du conseil et processus de sélection – Les administrateurs de la Société sont élus chaque année par les actionnaires, à l’assemblée annuelle des actionnaires. Le comité de gouvernance et de la rémunération recommande à tout le conseil les candidats aux postes d’administrateur et le conseil propose aux actionnaires des candidats aux postes d’administrateur. Tout actionnaire peut proposer un candidat à un poste d’administrateur soit au moyen d’une proposition aux actionnaires conformément aux exigences prescrites par la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) ou lors de l’assemblée annuelle des actionnaires. Le conseil recommande également le nombre d’administrateurs au conseil pour approbation par les actionnaires. Entre les assemblées annuelles, le conseil peut nommer des administrateurs qui exerceront leurs fonctions jusqu’à la prochaine assemblée annuelle.
- b) Qualifications – Les administrateurs doivent faire preuve d’une très grande éthique personnelle et professionnelle et s’engager à servir les meilleurs intérêts de la Société. Ils devraient posséder des aptitudes et des compétences dans des domaines qui correspondent aux activités de la Société. La majorité des administrateurs devront être indépendants et non membres du groupe aux termes des directives et des règles des autorités de réglementation des valeurs mobilières et des bourses.
- c) Formation et orientation des administrateurs – L’équipe de direction de la Société a la responsabilité de fournir un programme d’orientation et de formation destiné aux nouveaux administrateurs, ainsi qu’un programme de formation continue aux administrateurs.
- d) Réunions – Le conseil tient au moins quatre réunions régulières par année, en plus d’une pour étudier le plan stratégique de la Société; ces réunions sont toutes présidées par le président du conseil. Le conseil est responsable de l’élaboration de l’ordre du jour. Avant chaque réunion du conseil, le président du conseil commente les points à l’ordre du jour de la réunion avec le chef de la direction et les autres membres de la haute direction. Les documents relatifs à chaque réunion sont distribués aux administrateurs avant chaque réunion. À la fin de chaque réunion du conseil, les administrateurs indépendants et non membres du groupe se rencontrent sans la présence d’aucune autre personne. Le président du conseil préside ces réunions à huis clos.
- e) Comités – Le conseil a établi les trois comités permanents suivants afin d’aider le conseil à s’acquitter de ses responsabilités : le comité d’audit, le comité de gestion du risque et le comité de gouvernance et de la rémunération. Des comités spéciaux sont mis sur pied, de temps à autre, afin d’aider le conseil en ce qui concerne des questions précises. Le président de chaque comité présente un rapport au conseil après les réunions de son comité. Les statuts existants de chaque comité permanent font l’objet d’une révision et d’une approbation annuelle par le conseil.
- f) Évaluation – Le comité de gouvernance et de la rémunération effectue une évaluation annuelle de l’efficacité du conseil dans son ensemble, des comités du conseil et de l’apport de chaque administrateur, et présente au conseil un rapport sur les constatations découlant de ce processus. En outre, chaque comité évalue annuellement sa propre performance.
- g) Rémunération – Le comité de gouvernance et de la rémunération fait des recommandations au conseil quant à la rémunération des administrateurs qui ne font pas partie de la direction (la Société a pour politique de ne pas verser de rémunération aux administrateurs qui font partie de la direction pour leurs fonctions au sein du conseil). Lors de l’étude du caractère approprié et de la forme de la rémunération, le comité de gouvernance et de la rémunération cherche à s’assurer que la rémunération des administrateurs reflète les responsabilités et les risques qu’implique le fait d’être administrateur de la Société et concilie les intérêts des administrateurs avec les meilleurs intérêts de la Société.

- h) Accès à des conseillers externes – Le conseil et tout comité peuvent en tout temps retenir les services de conseillers externes financiers, juridiques ou autres aux frais de la Société. Tout administrateur peut, sous réserve de l’approbation du président du conseil, retenir les services d’un conseiller externe aux frais de la Société.
- i) Charte des attentes – Le conseil a adopté une charte des attentes à l’intention des administrateurs, qui décrit les attentes de la Société envers ses administrateurs sur le plan des compétences professionnelles et personnelles, du rendement, du comportement, de l’actionnariat, des conflits d’intérêts et de la démission.